

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

16 DÉCEMBRE 2005

Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

1. **Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996**
2. **Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996 (1)**

SOMMAIRE

	Pages
Exposé des motifs	2
Projet de loi	35
Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996	36
Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996	45
Avant-projet de loi	57
Avis du Conseil d'État	58
Annexe — Art. 78 de la Constitution — <i>Projet de loi relatif à l'application aux Belges de certaines dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, et du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996</i> . . .	59

(1) Voir également : doc. Chambre n° 51-2158/1 (article 78 de la Constitution).

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2005-2006

16 DECEMBER 2005

Wetsontwerp houdende instemming met volgende internationale Akten :

1. **Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996**
2. **Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996 (1)**

INHOUD

	Blz.
Memorie van toelichting	2
Wetsontwerp	35
Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996	36
Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996 . .	45
Voorontwerp van wet	57
Advies van de Raad van State	58
Bijlage — Art. 78 van de Grondwet — <i>Wetsontwerp betreffende de toepassing op de Belgen van zekere bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996, en van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996.</i> .	59

(1) Zie ook : stuk Kamer nr. 51-2158/1 (artikel 78 van de Grondwet).

EXPOSÉ DES MOTIFS

INTRODUCTION

Le présent projet de loi tend à l'assentiment du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996 et du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996.

L'exposé des motifs reprend dans une large mesure le commentaire fait par le bureau international de l'OMPI, des deux traités de l'OMPI, intitulé « The advantages of adherence to the wipo copyright treaty (WCT) and the WIPO Performances and Phonograms Treaty (WPPT) » et qui se trouve sur le site Internet : http://www.wipo.int/copyright/en/activities/wct_wppt/pdf/wct_wppt.pdf.

Il est toutefois fait référence à différents endroits aux dispositions pertinentes des réglementations européenne et belge. Il s'agit en particulier, d'une part, de la directive 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information, laquelle traduit en droit européen les deux traités de l'OMPI, et, d'autre part, la loi du 22 mai 2005 transposant en droit belge la Directive européenne 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (*Moniteur belge* du 27 mai 2005, p. 24997), ci-après dénommée loi du 22 mai 2005 transposant en droit belge la Directive 2001/29/CE. Dans un objectif de clarté, il a été décidé de procéder à un commentaire séparé des articles du WCT et de ceux du WPPT.

I. TRAITÉ DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE SUR LE DROIT D'AUTEUR (WCT)

Depuis son adoption en 1886, la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (dénommée ci-après Convention de Berne) a été révisée à intervalles réguliers jusqu'aux deux révisions jumelles (« twin revisions ») qui ont eu lieu à Stockholm en 1967 et à Paris en 1971. Ces révisions ont été dites jumelles, au motif que les dispositions substantielles de l'Acte de Stockholm ne sont pas entrées en vigueur mais ont été incorporées (à l'exception du protocole de cet Acte). Seule l'Annexe à l'Acte de Paris concernant les licences obligatoires dans les pays en voie de développement comportait de nouvelles modifications substantielles.

MEMORIE VAN TOELICHTING

INLEIDING

Dit ontwerp van wet strekt ertoe in te stemmen met het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996 en met het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996.

Deze memorie van toelichting is in grote mate geïnspireerd op de toelichting bij de twee WIPO Verdragen die door het internationaal bureau van WIPO uitgewerkt werd (« The advantages of adherence to the wipo copyright treaty (WCT) and the WIPO Performances and Phonograms Treaty (WPPT) », te vinden op de website http://www.wipo.int/copyright/en/activities/wct_wppt/pdf/wct_wppt.pdf).

Evenwel werd op verscheidene plaatsen verwezen naar de relevante Europese en Belgische bepalingen. Meer in het bijzonder wordt meermaals verwezen naar de Europese richtlijn 2001/29/EG van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij, welke richtlijn de twee verdragen op Europees vlak omzet, en naar de wet van 22 mei 2005 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn 2001/29/EG betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij (*Belgisch Staatsblad* van 27 mei 2005, blz. 24997), hierna « wet van 22 mei 2005 houdende de omzetting van richtlijn 2001/29/EG ». Teneinde de duidelijkheid te verhogen, werd geopteerd voor een afzonderlijke bespreking van het WCT en het WPPT, via een artikelsgewijze bespreking.

I. VERDRAG VAN DE WERELDORGANISATIE VOOR DE INTELLECTUELE EIGENDOM INZAKE AUTEURSRECHT (WCT),

De Berner Conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst (hierna genoemd: de Berner Conventie), werd na haar goedkeuring in 1886 regelmatig herzien, tot de zogenaamde « tweeling herzieningen » te Stockholm in 1967 en te Parijs in 1971. Men noemt dit « tweeling herziening » omdat de wezenlijke bepalingen van de Akte van Stockholm niet in werking traden, maar (met uitzondering van het protocol bij die Akte) ongeveer ongewijzigd werden opgenomen in de Akte van Parijs. Enkel het Aangangsel bij de Akte van Parijs, betreffende dwanglicenties in ontwikkelingslanden, bevatte nieuwe wezenlijke wijzigingen.

Les conférences de révision avaient, en général, pour objectif de trouver des réponses aux nouveaux développements technologiques (tels que la technologie d'enregistrement du son, la photographie, la radio, la cinématographie et la télévision).

Dans les années 70 et 80, de nombreuses avancées technologiques ont vu le jour (reprographie, vidéo-technologie, systèmes de cassettes compactes facilitant le « home taping » (reproduction de cassettes à la maison), radiodiffusion par satellite, télévision par le câble, importance croissante de programmes d'ordinateur, œuvres générées par ordinateur et bases de données électroniques, etc.).

Pendant un certain temps, la communauté internationale du droit d'auteur a préféré suivre une stratégie basée sur des principes directeurs plutôt que d'essayer d'établir de nouvelles normes internationales.

Les recommandations, dispositions types et principes directeurs qui ont été élaborés par les différents organes de l'OMPI ont servi de lignes directrices à l'attention des gouvernements quant à la manière de répondre aux défis posés par les nouvelles technologies. Ces différentes instructions se basaient, en général, sur l'interprétation des normes internationales existantes et plus particulièrement, de la Convention de Berne (par exemple, en ce qui concerne les programmes d'ordinateur, les bases de données, le « home-taping », la radiodiffusion par satellite, la télévision par le câble), mais elles comportaient également quelques nouvelles normes (relatives notamment à la distribution et à la location d'exemplaires d'œuvres).

Les lignes directrices ainsi proposées ont eu un impact considérable sur les législations nationales, contribuant de la sorte au développement du droit d'auteur dans le monde entier.

À la fin des années 80, il est néanmoins apparu que ces principes directeurs ne pourraient suffire à eux seuls; de nouvelles normes internationales contraignantes étaient devenues indispensables. La préparation de celles-ci a débuté au sein de deux forums: celui du GATT dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round et celui de l'OMPI au sein de comités d'experts.

L'adoption de l'Accord sur les aspects du droit de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) a donné lieu à l'émergence d'une situation nouvelle. Cet accord contenait certains acquis de la période des principes directeurs, mais ne répondait pas à tous les défis posés par les nouvelles technologies. Bien que l'Accord TRIPS a un champ d'application couvrant diverses questions soulevées par l'explosion de l'utilisation de la technologie numérique, spécialement Internet, cet accord ne traitait pas vraiment de certains autres problèmes.

De herzieningsconferenties hadden in het algemeen als doelstelling antwoorden te vinden op nieuwe technologische ontwikkelingen (zoals geluidsopname-technologie, fotografie, radio, cinematografie en televisie).

In de jaren 1970 and 1980 vonden een aantal belangrijke nieuwe technologische ontwikkelingen plaats (reprografie, videotechnologie, compact cassette systemen die « home taping » vergemakkelijkten, satellietomroep, kabeltelevisie, het toenemend belang van computer-programma's, door de computer voortgebrachte werken en elektronische databanken, enz.).

Gedurende een periode volgde de internationale auteursrechtsgemeenschap de strategie gebaseerd op algemene richtsnoeren, veeleer dan nieuwe internationale normen trachten vast te stellen.

De aanbevelingen, richtinggevende beginselen en modelbepalingen die werden uitgewerkt door de verscheidene WIPO-organen boden richtlijnen aan regeringen over hoe te reageren op de uitdagingen van nieuwe technologieën. Deze aanbevelingen, richtinggevende beginselen en modelbepalingen waren in het algemeen gebaseerd op interpretatie van bestaande internationale normen, meer bepaald de Berner Conventie (bijvoorbeeld, betreffende computerprogramma's, databanken, « home taping, » satellietomroep, kabeltelevisie); maar zij bevatten tevens enkele nieuwe standaarden (bijvoorbeeld, betreffende distributie en verhuur van kopieën).

De raadgevingen in de periode van algemene richtsnoeren hadden een belangrijke impact op nationale wetgeving, hetgeen bijdroeg tot de wereldwijde ontwikkeling van het auteursrecht.

Op het einde van de jaren 1980, werd evenwel aangenomen dat loutere algemene richtsnoeren niet langer volstonden; nieuwe bindende internationale normen waren onontbeerlijk. De voorbereiding van nieuwe normen begon in twee fora: binnen de GATT, namelijk in het kader van de onderhandelingen van de Uruguay-ronde, en binnen WIPO, namelijk in expertencomités.

Na de goedkeuring van het akkoord over de aspecten van intellectueel recht die betrekking hebben op handel (het TRIPS-akkoord) ontstond een nieuwe situatie. Het TRIPS-akkoord omvatte bepaalde resultaten van de periode van algemene richtsnoeren maar beantwoordde niet aan alle uitdagingen die door de nieuwe technologieën werden gesteld. Hoewel het TRIPS-akkoord een ruime toepassing heeft op verschillende van de vragen die rezen door de spectaculaire groei van het gebruik van digitale technologie, in het bijzonder via het Internet, bood het niet echt een antwoord op bepaalde van de andere problemen.

Les travaux préparatoires visant à élaborer de nouvelles normes en matière de droit d'auteur et de droits voisins menés au sein des comités de l'OMPI ont été activés pour cette raison. Cela a eu pour conséquence, la convocation relativement rapide d'une Conférence diplomatique *ad hoc* de l'OMPI à Genève, du 2 au 20 décembre 1996. Lors de celle-ci, deux traités ont été adoptés : le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) et le traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT).

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

La 1^{ère} phrase de l'article 1^{er} du WCT énonce que « le présent traité constitue un arrangement particulier au sens de l'article 20 de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, en ce qui concerne les Parties contractantes qui sont des pays membres de l'Union instituée par cette convention ». L'article 20 de la Convention de Berne dispose que « les Gouvernements des pays de l'Union se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements confèreraient aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par la Convention, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente Convention. Les dispositions des arrangements existants qui répondent aux conditions précitées restent applicables ». La disposition de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} du WCT a une importance particulière pour l'interprétation de ce traité. Elle précise qu'aucune interprétation du WCT résultant en un abaissement du niveau de protection offert par la Convention de Berne n'est acceptable.

L'article 1^{er}, alinéa 4 du Traité offre une autre garantie quant au plus grand respect possible de la Convention de Berne en faisant référence à toutes les dispositions substantielles de cette Convention et prévoit que « les Parties contractantes doivent se conformer aux articles 1^{er} à 21 et à l'annexe de la Convention de Berne ». Selon l'article 1^{er}, alinéa 3 du Traité, il faut entendre par les termes « Convention de Berne » l'Acte de Paris de 1971 de cette Convention.

L'article 1^{er}, alinéas 3 et 4, doit être considéré à la lumière des dispositions de l'article 17 du Traité : outre les signataires de l'Acte de Paris de 1971 et les signataires de chaque Acte de la Convention de Berne en général, tous les États membres de l'OMPI, qu'ils soient ou non parties contractantes, peuvent devenir parties au Traité, de même que certaines organisations intergouvernementales.

De voorbereidende werkzaamheden van nieuwe normen inzake auteursrecht en naburige rechten binnen de WIPO-comités werden om deze reden versneld. Dit leidde tot de behoorlijk snelle sameroeping van de WIPO Diplomatieke Conferentie betreffende bepaalde auteursrechten en naburige rechten, die plaatsvond te Genève van 2 tot en met 20 december 1996. De Diplomatieke Conferentie keurde twee verdragen goed: het Verdrag van de WIPO inzake het auteursrecht (WCT) en het Verdrag van de WIPO inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT).

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

De eerste zin van artikel 1 van het WCT stelt dat « Dit Verdrag een bijzondere schikking is in de zin van artikel 20 van de Berner Conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst ten aanzien van de Verdragsluitende Partijen die landen zijn van de unie welke bij die conventie zijn opgericht. » Artikel 20 van de Berner Conventie bevat de volgende bepaling : « De regeringen van de landen van de Unie behouden zich het recht voor onderling bijzondere schikkingen te treffen, voor zover deze aan de auteurs ruimere rechten toekennen dan die door de Conventie toegekend, of andere bepalingen bevatten die niet in strijd zijn met deze Conventie. De bepalingen van de bestaande schikkingen die aan de bovenomschreven voorwaarden voldoen, blijven van toepassing. » Voorzamelde bepaling van artikel 1, eerste lid van het WCT is van specifiek belang voor de interpretatie van het Verdrag. Het verduidelijkt dat geen interpretatie van het WCT aanvaardbaar is die zou resulteren in een vermindering van het beschermingsniveau dat wordt geboden door de Berner Conventie.

Artikel 1, vierde lid van het Verdrag biedt een bijkomende waarborg voor het meest volledige eerbiedigen van de Berner Conventie, daar het verwijst naar alle substantiële bepalingen van de Berner Conventie, stellende dat « De Verdragsluitende Partijen dienen te voldoen aan de artikelen 1 tot en met 21 en het Aanhangel van de Berner Conventie. » Artikel 1, derde lid van het Verdrag verduidelijkt dat, in deze context, met « de Berner Conventie », de Akte van Parijs van 1971 van dat Verdrag bedoeld wordt.

Artikel 1, eerste lid en vierde lid, dienen bekeken te worden in het licht van de bepalingen van artikel 17 van het Verdrag : niet enkel Verdragstaten bij de Akte van Parijs van 1971, en, in het algemeen, niet enkel Verdragstaten bij elke Akte van de Berner Conventie kunnen tot het Verdrag toetreden, maar tevens alle lidstaten van de WIPO, ongeacht of zij al dan niet Verdragstaten zijn, evenals bepaalde intergouvernementele organisaties.

L'article 1^{er}, alinéa 2 du Traité comporte une disposition de sauvegarde de nature identique à celle de l'article 2, 2 de l'Accord sur les ADPIC : « Aucune disposition du présent traité n'emporte dérogation aux obligations qu'ont les Parties contractantes les unes à l'égard des autres en vertu de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ». La portée de cette disposition de sauvegarde du WCT diffère cependant de celle de la disposition semblable de l'accord TRIPS. Cette disposition de sauvegarde prévue par l'article 1^{er}, alinéa 2, du WCT renvoie également à l'article 6*bis* de la Convention de Berne qui a trait aux droits moraux, alors que l'Accord sur les ADPIC n'y fait aucune référence.

L'article 1^{er}, alinéa 2 du WCT a surtout de l'intérêt par rapport aux articles 22 à 38 de la Convention de Berne (dispositions administratives et finales), auxquels ni le WCT, ni l'Accord sur les ADPIC ne renvoient.

La deuxième phrase de l'article 1^{er}, alinéa 1 du WCT traite du lien entre le WCT et des traités autres que la Convention de Berne. Elle dit en substance qu'« il n'a aucun lien avec d'autres traités que la Convention de Berne et s'applique sans préjudice des droits et obligations découlant de tout autre traité ». L'Accord sur les ADPIC ainsi que la Convention universelle sur le droit d'auteur sont des exemples de ces « autres » traités.

Il est à noter qu'il n'existe pas non plus de lien spécifique entre le WCT et le WPPT, ce dernier étant également l'un des « autres » traités visés dans la seconde phrase de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} du WCT. Il convient d'indiquer qu'il n'y a pas davantage de lien entre le WCT et le WPPT qui soit similaire à celui existant entre la Convention de Berne et la Convention de Rome. D'après l'article 24, alinéa 2, de la Convention de Rome, seuls les pays signataires de la Convention universelle sur le droit d'auteur ou de la Convention de Berne peuvent adhérer à cette convention. En principe, tout État membre de l'OMPI peut devenir partie au WPPT, sans obligation d'adhérer au WCT (ou à la Convention de Berne ou encore à la Convention universelle sur le droit d'auteur).

Article 2

Cette disposition indique clairement que le Traité utilise le même concept d'œuvres littéraires et artistiques que la Convention de Berne.

Le Traité inclut, à cet égard, quelques précisions de même nature que celles insérées dans l'Accord sur les ADPIC.

Artikel 1, tweede lid van het Verdrag bevat een beveiligingsclausule gelijkaardig met deze van artikel 2, 2 van het TRIPS-akkoord: «Niets in dit Verdrag houdt een afwijking in van de bestaande verplichtingen die de Verdragsluitende Partijen met elkaar zijn aangegaan krachtens de Berner Conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst.» De draagwijdte van de beveiligingsclausule van het WCT verschilt echter van de gelijkaardige bepaling van het TRIPS-akkoord. De beveiligingsclausule van artikel 1, tweede lid van het WCT omvat een verwijzing naar artikel 6*bis* van de Berner Conventie dat betrekking heeft op de morele rechten terwijl niet naar dit artikel verwezen wordt in het TRIPS-akkoord.

Artikel 1, tweede lid van het WCT is voorts van belang vanuit het oogpunt van de artikelen 22 tot 38 van de Berner Conventie die administratieve bepalingen en slotbepalingen omvatten en waarnaar niet expliciet verwezen wordt (noch in het WCT, noch in het TRIPS-akkoord).

De tweede zin van artikel 1, eerste lid van het WCT handelt over de vraag van de relatie tussen het WCT en Verdragen andere dan de Berner Conventie. Het stelt immers dat «Dit Verdrag niet in verband staat met andere verdragen dan de Berner Conventie en geen afbreuk doet aan de rechten en verplichtingen krachtens andere verdragen.» Het TRIPS-akkoord en de Universele Auteursrecht Conventie zijn voorbeelden van dergelijke « andere » verdragen.

Er dient tevens op gewezen te worden dat er evenmin een specifieke band bestaat tussen het WCT en het WPPT, en dat deze laatste eveneens een « ander » verdrag is dat wordt gedekt door de tweede zin van artikel 1, eerste lid van het WCT. Opgemerkt moet worden dat er geen relatie is tussen het WCT en het WPPT zoals die er is tussen de Berner Conventie en de Conventie van Rome. Onder artikel 24, tweede lid van de Conventie van Rome, kunnen immers enkel de landen toetreden tot de Conventie van Rome indien zij Verdragstaat zijn bij de Berner Conventie of lid zijn van de Universele Auteursrecht Conventie, terwijl elke lidstaat van WIPO in beginsel mag toetreden tot het WPPT, en er geen voorwaarde bestaat dat ze Verdragstaat zijn bij het WCT (of bij de Berner Conventie of lid van de Universele Auteursrecht Conventie).

Artikel 2

Deze bepaling toont duidelijk aan dat in het Verdrag hetzelfde begrip van letterkundige en artistieke werken gehanteerd wordt als in de Berner Conventie.

Het Verdrag omvat op dit vlak tevens enige verduidelijkingen die gelijkaardig zijn aan deze die in het TRIPS-akkoord zijn ingevoegd.

Tout d'abord, l'article 2 du Traité spécifie que « la protection au titre du droit d'auteur s'étend aux expressions et non aux idées, procédures, méthodes de fonctionnement ou concepts mathématiques en tant que tels ». Ceci correspond, en fait, à l'éclaircissement donné à l'article 9, 2 de l'Accord sur les ADPIC. Le principe énoncé à l'article 2 correspond à ce qui est prévu dans le contexte de la Convention de Berne. Ainsi qu'il ressort des rapports des Conférences diplomatiques qui ont approuvé et adapté la Convention de Berne, les pays parties à cette Convention ont toujours conçu l'étendue de la protection offerte dans ce sens.

Article 3

L'article 3 règle les questions relatives aux conditions à remplir pour bénéficier de la protection, au pays d'origine, au traitement national, à la protection sans formalités, à la limitation éventuelle de la protection (« Backdoor ») ainsi qu'à la protection des œuvres des ressortissants de certains pays qui ne sont pas parties au Traité.

Le WCT règle les questions précitées de manière simple: il prévoit, en son article 3, une application *mutatis mutandis* des articles 3 à 6 de la Convention de Berne.

L'application *mutatis mutandis* de ces dispositions peut donner lieu à un certain nombre de problèmes. C'est pourquoi la Conférence diplomatique a adopté la déclaration commune suivante: « Il est entendu qu'aux fins de l'article 3 du présent traité, l'expression « pays de l'Union » qui figure dans les articles 2 à 6 de la Convention de Berne désigne une Partie contractante du présent traité, pour ce qui est d'appliquer ces articles de la Convention de Berne à la protection prévue dans le présent traité. Il est aussi entendu que l'expression « pays étranger à l'Union » qui figure dans ces articles de la Convention de Berne désigne, dans les mêmes circonstances, un pays qui n'est pas Partie contractante du présent traité, et que les mots « la présente Convention » qui figurent à l'article 2, 8), à l'article 2*bis*, 2), et aux articles 3, 4 et 5 de la Convention de Berne désignent la Convention de Berne et le présent traité. Enfin, il est entendu que, dans les articles 3 à 6 de la convention, les mots « ressortissant à l'un des pays de l'Union » désignent, lorsque ces articles sont appliqués au présent traité, en ce qui concerne une organisation intergouvernementale qui est Partie contractante du présent traité, un ressortissant d'un des pays qui est membre de cette organisation ».

Vooreerst verduidelijkt artikel 2 van het Verdrag dat « de bescherming van het auteursrecht zich uitstrekt tot uitingen en niet tot ideeën, procedures, werkwijzen of wiskundige concepten als zodanig ». Dit komt overeen met de bepaling van artikel 9,2 van het TRIPS-akkoord. Het beginsel van artikel 2 komt ook overeen met de context van de Berner Conventie. Uit de notulen van de Diplomatieke Conferenties die de Berner Conventie goedkeurden en aanpasten, blijkt immers dat de Verdragsluitende Partijen de reikwijdte van de bescherming onder de Conventie steeds in deze zin verstaan hebben.

Artikel 3

Artikel 3 regelt de vragen met betrekking tot voorwaarden voor de bescherming, land van oorsprong, nationale behandeling, vormvrije bescherming, mogelijke inperking van bescherming (« Backdoor ») en bescherming van werken van onderdanen van bepaalde landen die geen Verdragsluitende Partij zijn.

Deze vragen worden op een eenvoudige manier geregeld: er wordt in een *mutatis mutandis* toepassing van de artikelen 3 tot 6 van de Berner Conventie voorzien.

De *mutatis mutandis*toepassing van deze bepalingen kan een aantal problemen doen rijzen. Om deze reden werd tevens een gemeenschappelijke Verklaring aangenomen door de Diplomatieke Conferentie die het volgende stelt: « Het is wel verstaan dat bij de toepassing van artikel 3 van dit Verdrag de uitdrukking « land van de unie » in de artikelen 2 tot en met 6 van de Berner Conventie wordt gelezen als verwijzende naar een Verdragsluitende Partij bij dit Verdrag wanneer de genoemde artikelen van de Berner Conventie met betrekking tot de in dit Verdrag voorziene bescherming worden toegepast. Het is eveneens wel verstaan dat de uitdrukking « land dat geen lid van de unie is » in de genoemde artikelen van de Berner Conventie onder dezelfde omstandigheden wordt gelezen als verwijzende naar een land dat geen Verdragsluitende Partij bij dit Verdrag is, en dat de uitdrukking « deze conventie » in artikel 2, 8), artikel 2*bis*, 2), en de artikelen 3, 4 en 5 van de Berner Conventie wordt gelezen als verwijzende naar de Berner Conventie en dit Verdrag. Ten slotte is het wel verstaan dat de uitdrukking « onderdaan van een van de landen van de unie » in de artikelen 3 tot en met 6 van de Berner Conventie bij de toepassing van de genoemde artikelen op dit Verdrag ten aanzien van een intergouvernementele organisatie die een Verdragsluitende Partij bij dit Verdrag is, wordt gelezen als verwijzende naar een onderdaan van een van de landen die lid zijn van die organisatie zijn ».

En ce qui concerne l'objet et le champ d'application de la protection des programmes d'ordinateur et des bases de données, l'article 3 du Traité prescrit, par ailleurs, une application *mutatis mutandis* des articles 2 et 2bis de la Convention de Berne. Lors de la Conférence diplomatique, il y a eu quelque hésitation quant à la réelle nécessité de faire référence à ces articles, vu que l'article 1^{er}, alinéa 4 du Traité oblige déjà les Parties contractantes à respecter les articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne et par là même, les articles 2 et 2bis de la Convention. Certaines délégations ont toutefois estimé que les articles 2 et 2bis de la Convention de Berne étaient de nature similaire aux articles 3 à 6 du Traité au sens où ils régissent un aspect déterminé du champ d'application du Traité, c'est-à-dire l'étendue de la matière couverte.

Article 4

L'article 4 du Traité fournit des précisions concernant la protection des programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires. Ces éclaircissements sont similaires à ceux contenus dans l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC. C'est ce que souligne la Déclaration commune relative à l'article 4 qui a été adoptée par la Conférence diplomatique. Selon cette Déclaration, l'étendue de la protection des programmes d'ordinateur au titre de l'article 4 du Traité est compatible avec l'article 2 de la Convention de Berne de même qu'avec les dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC.

La seule vraie différence entre l'article 4 du WCT, d'une part, et l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC, d'autre part, réside dans l'usage de termes plus généraux pour les dispositions du WCT. L'article 10, 1 de l'Accord sur les ADPIC prévoit la protection des programmes d'ordinateur, qu'ils soient « exprimés en code source ou en code objet », tandis que l'article 4 du WCT parle de la même protection pour les programmes d'ordinateur « quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression ». Il est entendu que l'étendue de la protection est identique pour les deux dispositions, le texte du WCT étant néanmoins moins spécifique d'un point de vue technologique.

Cette disposition est mise en œuvre au niveau européen par la directive 91/250/CEE du Conseil du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, notamment son article 1^{er}.

En ce qui concerne la Belgique, l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur prévoit ce qui suit : « Conformément à la directive 91/250/CEE du

Wat het voorwerp en het toepassingsgebied van de bescherming van computer-programma's en databanken betreft, schrijft artikel 3 van het Verdrag tevens een *mutatis mutandis* toepassing voor van de artikelen 2 en 2bis van de Berner Conventie. Tijdens de Diplomatieke Conferentie was er enige aarzeling of een verwijzing naar deze artikelen werkelijk nodig is, gelet op het feit dat artikel 1, vierde lid van het Verdrag de Verdragstaten reeds verplicht om artikelen 1 tot 21 van de Berner Conventie na te leven, en aldus ook de artikelen 2 en 2bis van de Conventie. Enkele delegaties waren echter van mening dat artikelen 2 en 2bis van de Berner Conventie qua aard gelijkaardig zijn aan artikelen 3 tot 6 van het Verdrag in de zin dat zij een bepaald aspect van het toepassingsgebied van het Verdrag regelen, namelijk de omvang van het beschermde voorwerp.

Artikel 4

Artikel 4 van het Verdrag bevat verduidelijkingen betreffende de bescherming van computerprogramma's als werken van letterkunde. Deze verduidelijkingen zijn gelijkaardig aan deze begrepen in artikel 10 van het TRIPS-akkoord. Dit laatste wordt beklemtoond door een gemeenschappelijke Verklaring betreffende artikel 4 die door de Conferentie is goedgekeurd. Deze Verklaring verduidelijkt dat het toepassingsgebied van de bescherming van computerprogramma's onder Artikel 4 van het Verdrag in overeenstemming is met artikel 2 van de Berner Conventie en met de relevante bepalingen van het TRIPS-akkoord.

Het enige echte verschil tussen artikel 4 van het WCT en artikel 10 van het TRIPS-akkoord, is dat de bepalingen van het WCT meer algemene taal gebruiken. Artikel 10, 1 van het TRIPS-akkoord voorziet in de bescherming van computerprogramma's « in bron- dan wel doelcode » terwijl artikel 4 van het WCT hetzelfde voorziet voor computerprogramma's « wat ook de wijze of de vorm van hun uitdrukking moge zijn. » Het is wel verstaan dat de reikwijdte dezelfde is onder de twee bepalingen, maar de tekst van het WCT minder technologie-specifiek is.

Aan deze bepaling wordt op Europees vlak invulling gegeven door richtlijn 91/250/EEG van de Raad van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's, meer bepaald door artikel 1 van die richtlijn.

Op Belgisch vlak bepaalt artikel 1 van de wet van 30 juni 1994 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's het volgende : « Overeenkomstig het bepaalde in richtlijn

Conseil du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, les programmes d'ordinateur, en ce compris le matériel de conception préparatoire, sont protégés par le droit d'auteur et assimilés aux œuvres littéraires au sens de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. » Il ressort de cette disposition que la législation belge est déjà conforme, sur le fond, à l'article 4 du WCT.

Article 5

L'article 5 du Traité fournit des précisions concernant la protection des bases de données. Ces éclaircissements sont similaires à ceux contenus dans l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC. C'est ce que souligne la Déclaration commune relative à l'article 5 qui a été adoptée par la Conférence diplomatique. Selon cette Déclaration, l'étendue de la protection des compilations de données (bases de données) au titre de l'article 5 est compatible avec l'article 2 de la Convention de Berne de même qu'avec les dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC.

La seule réelle différence entre l'article 5 du WCT et l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC réside dans l'usage de termes plus généraux pour les dispositions du WCT. L'article 10, 2 de l'Accord sur les ADPIC parle de « compilations de données ou d'autres éléments, qu'elles soient reproduites sur support exploitable par machine ou sous toute autre forme », alors que l'article 5 du WCT fait référence en général aux « compilations de données ou d'autres éléments, sous quelque forme que ce soit ».

Au niveau européen, cette disposition est mise en œuvre par la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil, du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, et plus précisément, son article 3.

Au niveau belge, l'article 20*bis*, alinéas 1^{er} et 2, de la loi relative au droit d'auteur énonce ce qui suit :

« Les bases de données qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent une création intellectuelle propre à leur auteur sont protégées comme telle par le droit d'auteur ».

« La protection des bases de données par le droit d'auteur ne s'étend pas aux œuvres, aux données ou éléments eux-mêmes et est sans préjudice de tout droit existant sur les œuvres, les données ou autres éléments contenus dans la base de données ».

Il ressort de cette disposition que la législation belge est, sur le plan du contenu, déjà conforme à l'article 5 du WCT.

91/250/EEG van de Raad van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's worden computerprogramma's, het voorbereidend materiaal daaronder begrepen, auteursrechtelijk beschermd en gelijkgesteld met werken van letterkunde in de zin van de Berner Conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst». Hieruit moge blijken dat de Belgische Wetgeving op inhoudelijk vlak reeds in overeenstemming is met artikel 4 WCT.

Artikel 5

Artikel 5 van het Verdrag bevat verduidelijkingen betreffende de bescherming van databanken. Deze verduidelijkingen zijn gelijkaardig aan deze in artikel 10 van het TRIPS-akkoord. Dit wordt beklemtoond door een gemeenschappelijke Verklaring betreffende artikel 5 die door de Conferentie is goedgekeurd. Deze Verklaring verduidelijkt dat het toepassingsgebied van de bescherming van verzamelingen van gegevens (databanken) onder artikel 5 van het Verdrag in overeenstemming is met artikel 2 van de Berner Conventie en met de relevante bepalingen van het TRIPS-akkoord.

Het enige echte verschil tussen artikel 5 van het WCT en artikel 10 van het TRIPS-akkoord, is dat de bepalingen van het WCT meer algemene taal gebruiken. Artikel 10, 2 van het TRIPS-akkoord heeft het eveneens over « verzamelingen van gegevens of ander materiaal, in machineleesbare dan wel in andere vorm » terwijl artikel 5 van het WCT in het algemeen verwijst naar « verzamelingen van gegevens of van ander materiaal, in welke vorm dan ook ».

Aan deze bepaling wordt op Europees vlak invulling gegeven door richtlijn 96/9/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken, meer bepaald door artikel 3 van die richtlijn.

Op Belgisch vlak bepaalt artikel 20*bis*, eerste en tweede lid, Auteurswet, het volgende :

« Databanken die door de keuze of de rangschikking van de stof een eigen intellectuele schepping van de auteur vormen, worden als zodanig door het auteursrecht beschermd ».

« De bescherming van databanken op grond van het auteursrecht geldt niet voor de werken, de gegevens of de elementen zelf en laat de bestaande rechten op de werken, gegevens of andere elementen vervat in de databank onverlet ».

Hieruit moge blijken dat de Belgische Wetgeving op inhoudelijk vlak reeds in overeenstemming is met artikel 5 WCT.

Article 6

L'article 6, alinéa 1^{er}, du WCT concerne le droit exclusif de distribution : le droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public de l'original et d'exemplaires d'œuvres par la vente ou tout autre transfert de propriété. La Convention de Berne ne confère un tel droit que pour les œuvres cinématographiques. Certains experts sont d'avis qu'un tel droit, survivant au moins jusqu'à la première vente d'exemplaires, peut être considéré comme le corollaire indispensable du droit de reproduction. En fait, certains systèmes juridiques, parmi lesquels le système belge, reconnaissent le droit de distribution sur cette base. D'autres experts, en revanche, partagent un point de vue différent. De nombreuses législations nationales n'optent pas pour la reconnaissance implicite du droit de distribution.

L'article 6, alinéa 1^{er} du WCT devrait être perçu, pour le moins, comme une clarification utile des obligations imposées par la Convention de Berne (et également au titre de l'Accord sur les ADPIC, qui renvoie aux dispositions pertinentes de la Convention). Il semble cependant plus indiqué de concevoir que l'article 6, alinéa 1^{er} comporte un élément « *Berne-plus-TRIPS-plus* ».

S'agissant de l'Europe, l'article 6 du WCT est mis en œuvre par la directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information, notamment son article 4,1.

En Belgique, le droit de distribution est traditionnellement considéré comme un élément du droit de reproduction. Toutefois, la loi du 22 mai 2005 transposant la directive 2001/29/CE opte pour l'inclusion explicite du droit de distribution pour les auteurs dans la loi relative au droit d'auteur. Quant aux bénéficiaires des droits voisins, la loi précitée prévoit depuis quelque temps déjà une reconnaissance explicite du droit de distribution, notamment aux articles 35, 39 et 44.

La Conférence diplomatique a adopté la Déclaration commune suivante à propos des articles 6 et 7 du Traité : « Aux fins de ces articles, les expressions « exemplaires » et « original et exemplaires », dans le contexte du droit de distribution et du droit de location prévus par ces articles, désignent exclusivement les exemplaires fixés qui peuvent être mis en circulation en tant qu'objets tangibles ».

Artikel 6

Artikel 6, eerste lid, van het WCT voorziet in het uitsluitende distributierecht : het uitsluitende recht van beschikbaarstelling voor het publiek van originelen en kopieën van werken door verkoop of door andere eigendomsoverdracht. Onder de Berner Conventie wordt een dergelijk recht enkel met betrekking tot cinematografische werken toegekend. Sommige deskundigen menen dat uit het gegeven dat het distributierecht minstens tot na de eerste verkoop van kopieën overleeft, kan worden afgeleid dat het distributierecht als een onlosmakelijk corollarium van het reproductierecht dient beschouwd te worden. In enkele wettelijke systemen, waaronder het Belgische, is het distributierecht feitelijk erkend op deze grond. Andere experten zijn echter een andere mening toegedaan, en vele nationale wetgevingen volgen niet de oplossing die gebaseerd is op het concept van impliciete erkenning van het distributierecht.

Artikel 6, eerste lid van het WCT kan op zijn minst beschouwd worden als een nuttige verduidelijking van de verplichtingen onder de Berner Conventie (en tevens onder het TRIPS-akkoord dat verwijst naar de relevante bepalingen van die Conventie). Het is evenwel meer aangewezen om te beschouwen dat artikel 6, eerste lid een *Berne-plus-TRIPS-plus* element bevat.

Op Europees vlak werd aan artikel 6 WCT invulling gegeven door richtlijn 2001/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatie-maatschappij, meer bepaald door artikel 4, 1 van die richtlijn.

Op Belgisch vlak werd het distributierecht van de auteurs traditioneel erkend als onderdeel van het reproductierecht. Evenwel werd er in het kader van de wet van 22 mei 2005 houdende de omzetting van richtlijn 2001/29/EG de voorkeur aan gegeven om het distributierecht voor auteurs expliciet op te nemen in artikel 1 van de Auteurswet. Voor de naburige rechthebbenden voorziet de Auteurswet reeds enige tijd in een expliciete erkenning van het distributierecht, meer bepaald in de artikelen 35, 39 en 44.

Een gemeenschappelijke Verklaring werd door de Diplomatieke Conferentie goedgekeurd betreffende de artikelen 6 en 7 van het Verdrag. Die Verklaring luidt als volgt : « Onder « het origineel en kopieën » en « exemplaren », zoals in deze artikelen genoemd, die overeenkomstig deze artikelen het voorwerp van het verspreidingsrecht en het verhuurrecht vormen, wordt uitsluitend verstaan vastgelegde exemplaren die als tastbare voorwerpen in het verkeer kunnen worden gebracht. »

La question peut se poser de savoir si cette Déclaration commune est en contradiction avec la solution parapluie adoptée pour les transmissions dans le cadre des réseaux numériques interactifs, visée à l'article 8 du WCT.

La « solution parapluie » implique, en effet, que les États contractants peuvent également avoir recours au droit de distribution (outre le droit de communication au public) pour mettre en œuvre le droit exclusif de l'auteur d'autoriser la mise à disposition du public de ses œuvres de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit (on peut penser à cet égard aux formes d'exploitation dans le contexte d'Internet). On peut dès lors se demander si la Déclaration commune exclut ou non l'application du droit de distribution pour de telles transmissions. En d'autres termes, la question est de savoir si la Déclaration commune, selon laquelle le droit de distribution porte sur les exemplaires tangibles, pourrait mener à ce qu'un État contractant ne puisse plus opter pour le droit de distribution en tant qu'instrument de mise en œuvre du droit visé à l'article 8 du WCT.

La réponse est de toute évidence négative. La Déclaration commune définit seulement le champ d'application minimal du droit de distribution et n'empêche pas les Parties contractantes d'aller au-delà de ce minimum.

L'article 6, alinéa 2 du Traité porte sur l'épuisement du droit de distribution. Il n'oblige pas les Parties contractantes à opter pour l'épuisement national/régional ou international — ni à régler le problème de l'épuisement — du droit de distribution après la première vente ou autre opération de transfert de propriété de l'original ou d'un exemplaire de l'œuvre (effectuée avec l'autorisation de l'auteur).

Il est à noter, dans un souci d'exhaustivité, que la question de l'épuisement en ce qui concerne les auteurs est réglée, dans le cadre européen, par l'article 4, 2, de la directive 2001/29/CE (doc Chambre, 2003-2004, 1137/1), qui prévoit un épuisement communautaire.

La loi belge du 22 mai 2005 transposant la directive 2001/29/CE choisit, quant à lui, de faire explicitement mention du principe de l'épuisement communautaire pour les auteurs, à l'article 1^{er} de la loi relative au droit d'auteur. Pour les bénéficiaires des droits voisins, la loi prévoit également de manière expresse le principe de l'épuisement communautaire, plus précisément aux articles 35 (artistes exécutants), 39 (producteurs de phonogrammes et de premières fixations de films) et 44 (organismes de radiodiffusion) de cette même loi.

De vraag kan rijzen of deze gemeenschappelijke Verklaring strijdig is met de « paraplu oplossing » voor doorgiften in interactieve digitale netwerken, opgenomen in artikel 8 WCT.

De « paraplu-oplossing » houdt immers in dat de Verdragsluitende Staten ook het distributierecht (naast het recht van mededeling aan het publiek) kunnen aanwenden om vorm te geven aan het uitsluitende recht van de auteur om toestemming te geven tot het beschikbaar stellen van zijn werken op zodanige wijze dat deze voor leden van het publiek beschikbaar zijn vanaf een door hen gekozen plaats en op een door hen gekozen tijdstip (hierbij kan voornamelijk gedacht worden aan exploitatievormen in een internet-context). Derhalve kan de vraag rijzen of de gemeenschappelijke Verklaring al dan niet de toepassing uitsluit van het distributierecht met betrekking tot dergelijke doorgiften. Met andere woorden, de vraag zou kunnen rijzen of de gemeenschappelijke Verklaring, die het distributierecht uitlegt als betrekking hebbend op tastbare exemplaren, er zou kunnen toe leiden dat een Verdragsluitende Staat niet meer voor het distributierecht kan opteren om invulling te geven aan het in artikel 8 WCT opgenomen recht.

Het antwoord op deze vraag is duidelijk ontkennend. De gemeenschappelijke Verklaring bepaalt enkel het minimale toepassingsgebied van het distributierecht; het creëert geen enkel obstakel voor Verdragsluitende Partijen om verder te gaan dan dit minimum.

Artikel 6, tweede lid van het Verdrag handelt over het probleem van de uitputting van het distributierecht. Het verduidelijkt dat het Verdrag de Verdragsluitende Partijen er niet toe verplicht om te kiezen voor nationale, regionale of internationale uitputting -of het probleem van uitputting überhaupt te regelen- van het distributierecht na de eerste verkoop of andere eigendomsoverdracht van het origineel of een kopie van het werk met de toestemming van de auteur.

Voor de volledigheid kan vermeld worden dat de kwestie van de uitputting wat de auteurs betreft op Europees vlak geregeld wordt door artikel 4, 2 van richtlijn 2001/29/EG (stuk Kamer, 2003-2004, nr. 1137/01). In dat artikel wordt voorzien in een communautaire uitputting.

Op Belgisch vlak werd er in de wet van 22 mei houdende omzetting van richtlijn 2001/29/EG de voorkeur aan gegeven om het principe van de communautaire uitputting voor de auteurs expliciet op te nemen in artikel 1 Auteurswet. Ook voor de naburige rechthebbenden werd er de voorkeur aan gegeven het principe van de communautaire uitputting expliciet op te nemen in de Auteurswet, meer bepaald in de artikelen 35 (uitvoerende kunstenaars), 39 (producenten van fonogrammen en van de eerste vastleggingen van films) en 44 (omroeporganisaties).

Article 7

L'article 7 du Traité prévoit le droit exclusif d'autoriser la location commerciale au public de certaines catégories d'œuvres originales ou d'exemplaires de ces œuvres, à savoir des programmes d'ordinateur, des œuvres cinématographiques et des œuvres incorporées dans des phonogrammes, telles que définies dans les législations nationales des Parties contractantes et telles que visées aux articles 11 et 14, 4 de l'Accord sur les ADPIC. Il prévoit, en outre, les mêmes exceptions que les articles 11 et 14, 4, de l'Accord sur les ADPIC. Il s'agit plus précisément des exceptions relatives aux programmes d'ordinateur lorsque ces derniers ne constituent pas l'objet essentiel de la location et aux œuvres cinématographiques, à moins que la location commerciale n'ait mené à la réalisation à grande échelle d'exemplaires de ces œuvres, ce qui représente une atteinte substantielle au droit exclusif de reproduction. En outre il est prévu que dans le cas où une Partie contractante appliquait, au 15 avril 1994, un système de rémunération équitable pour la location d'exemplaires d'œuvres incorporées dans des phonogrammes, au lieu d'un droit exclusif, cette Partie contractante peut maintenir ce système, à condition que la location commerciale ne constitue pas une atteinte substantielle au droit exclusif de reproduction.

Article 8

L'article 8 concerne le droit de communication au public.

Les travaux préparatoires menés par les Comités de l'OMPI ont permis d'arriver à un accord selon lequel la transmission d'œuvres via Internet et d'autres réseaux similaires devrait faire l'objet d'un droit exclusif d'autorisation de l'auteur ou de ses ayants droit, en prévoyant bien évidemment les exceptions adéquates.

Néanmoins, aucun consensus n'a pu être trouvé quant à la manière de mettre en œuvre ce droit exclusif, autrement dit quant au(x) droit(s) applicable(s). Le droit de communication au public et le droit de distribution ont été présentés comme les deux principales possibilités. Il est également à noter que la Convention de Berne ne couvre pas entièrement ces droits; le droit de communication au public ne s'étend pas à certaines catégories d'œuvres alors que la reconnaissance explicite du droit de distribution dans la Convention de Berne ne porte que sur une seule catégorie d'œuvres, à savoir les œuvres cinématographiques.

Les différences en matière de qualification légale des transmissions numériques s'expliquent, en partie,

Artikel 7

Artikel 7 van het Verdrag voorziet in een uitsluitend recht om toestemming te verlenen tot de commerciële verhuur aan het publiek van oorspronkelijke werken of kopieën van computerprogramma's, cinematografische werken, en werken belichaamd in fonogrammen zoals bepaald in de nationale wetgevingen van Verdragsluitende Partijen. Dit zijn dezelfde categorieën van werken als voorzien in de artikelen 11 en 14, 4 van het TRIPS-akkoord. Ook worden dezelfde uitzonderingen voorzien als in de artikelen 11 en 14, 4 TRIPS-akkoord. Deze uitzonderingen betreffen meer bepaald computerprogramma's wanneer die zelf niet het essentiële voorwerp uitmaken van de verhuur en cinematografische werken, tenzij commerciële verhuur ervan geleid heeft tot het op grote schaal kopiëren van zulke werken, zodat het uitsluitende reproductierecht wezenlijk is aangetast. Ten slotte wordt tevens bepaald dat indien een Verdragsluitend Partij op 15 april 1994 in plaats van een uitsluitend recht een stelsel kent van billijke vergoeding voor de verhuur van kopieën van werken belichaamd in fonogrammen, die Verdragsluitend Partij dat stelsel kan handhaven, mits de commerciële verhuur geen aanleiding geeft tot wezenlijke aantasting van het uitsluitende reproductierecht.

Artikel 8

Artikel 8 handelt over het recht van mededeling aan het publiek.

Gedurende de voorbereidende werkzaamheden tekende zich een akkoord af binnen de WIPO-comités dat de doorgifte van werken via het Internet en gelijkaardige netwerken het voorwerp zou moeten uitmaken van een exclusief recht van toestemming van de auteur of de rechthebbende; vanzelfsprekend met gepaste uitzonderingen.

Er werd evenwel geen overeenstemming bereikt betreffende de manier waarop dit exclusieve recht diende geïmplementeerd te worden, met andere woorden welk recht of welke rechten daartoe dienden aangewend te worden. Het recht van mededeling aan het publiek en het distributierecht werden daarbij naar voren geschoven als de twee belangrijkste mogelijkheden. Er werd evenwel opgemerkt dat de Berner Conventie deze rechten niet volledig afdekt: het recht van mededeling aan het publiek strekt zich niet uit tot bepaalde categorieën van werken, terwijl een expliciete erkenning van het distributierecht in de Berner Conventie slechts één categorie afdekt, namelijk die van de cinematografische werken.

Verschillen in de juridische kwalificatie van digitale doorgiften waren gedeeltelijk te wijten aan het feit dat

par la complexité de leur nature et par le fait que les divers experts ont choisi de privilégier un aspect plutôt qu'un autre. Il y a toutefois une raison plus fondamentale à ces divergences : la grande disparité des législations nationales du point de vue de la couverture des deux droits susmentionnés. Il est dès lors apparu, de façon évidente, qu'il serait difficile de s'accorder sur une solution fondée sur l'un de ces droits plutôt que sur l'autre.

On a donc opté pour une solution spécifique, à savoir une définition neutre du traitement de la transmission numérique, indépendamment de toute qualification légale particulière, c'est-à-dire sans spécifier lequel des deux droits « traditionnels » précités couvre la transmission numérique. Cette description doit être spécifique d'un point de vue technologique et doit également exprimer la nature interactive des transmissions numériques. Il importe, eu égard à la qualification légale du droit exclusif, de laisser suffisamment de marge de manœuvre aux législateurs nationaux. Cette solution a été dite « solution parapluie ». Enfin, il convient de combler les lacunes de la Convention de Berne relatives à l'application des droits concernés, soit les droits de communication au public et de distribution.

Le WCT met en pratique cette solution parapluie de manière particulière. Étant donné le nombre apparemment plus important des États qui ont choisi d'appliquer, en général, le droit de communication au public, le Traité étend l'applicabilité de ce droit à toutes les catégories d'œuvres et spécifie qu'il couvre également les transmissions dans le cadre des systèmes interactifs décrits sans avoir recours à une qualification légale. Cette disposition est inscrite à l'article 8 du Traité, qui dit en substance : « Sans préjudice des dispositions des articles 11, alinéa 1), 2°), 11bis, alinéa 1), 1°) et 2°), 11ter, alinéa 1), 2°), 14, alinéa 1), 2°) et 14bis, alinéa 1), de la Convention de Berne, les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser toute communication au public de leurs œuvres par fil ou sans fil, y compris la mise à la disposition du public de leurs œuvres de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit de manière individualisée ». Toutefois, dans un second temps, lors de la discussion de cette disposition, la Commission principale I de la Conférence diplomatique a déclaré — et aucune délégation ne s'est opposée à cette déclaration — que les Parties contractantes sont libres de mettre en œuvre l'obligation d'octroi d'un droit exclusif en vue d'autoriser la « mise à disposition du public », également par le biais de l'application d'un droit autre que le droit de communication au public ou encore en combinant différents droits. Par « autre » droit, on entend d'abord le droit de distribution, mais

zulke doorgiften van complexe aard zijn, en dat de verschillende deskundigen een bepaald aspect belangrijker vonden dan een ander aspect. Er was evenwel een meer fundamentele reden, namelijk dat de afdekking van de twee voormelde rechten in de nationale wetgevingen in grote mate verschillen. Voornamelijk om deze reden werd het duidelijk dat een oplossing op basis van een consensus, waarbij het ene recht boven het andere zou worden verkozen, moeilijk bereikt zou kunnen worden.

Om deze reden werd een specifieke oplossing uitgewerkt en voorgesteld. Deze oplossing bestaat erin dat de handeling van digitale doorgifte op een neutrale wijze dient omschreven te worden, los van een specifieke juridische kwalificatie, dit wil zeggen, zonder te specificeren welk van de twee hierboven vermelde « traditionele » rechten de digitale doorgifte omvat. Deze beschrijving dient technologie-specifiek te zijn, en dient ook de interactieve aard van digitale doorgiften uit te drukken. Met betrekking tot de juridische kwalificatie van het uitsluitende recht zou voldoende vrijheid moeten worden geboden aan de nationale wetgevers. Deze oplossing wordt de « paraplu oplossing » genoemd. Ten slotte zouden de leemtes in de Berner Conventie inzake de toepassing van de relevante rechten — het recht van mededeling aan het publiek en het distributierecht — ongedaan gemaakt moeten worden.

Het WCT past deze « paraplu oplossing » op een speciale manier toe. Daar de staten die opteerden voor het recht van mededeling aan het publiek als algemene keuze talrijker leken, breidt het Verdrag de toepasselijkheid van het recht van mededeling aan het publiek uit tot alle categorieën van werken, en verduidelijkt het dat het recht van mededeling aan het publiek tevens de doorgiften in interactieve systemen dekt. Dit wordt bepaald in artikel 8 van het Verdrag dat het volgende stelt : « Onverminderd de bepalingen van de artikelen 11, eerste lid, 2°), 11bis, 1), 1°) en 2°), 11ter, 1), 2°), 14, 1), 2°) en 14bis, 1) van de Berner Conventie, hebben auteurs van werken van letterkunde en kunst het uitsluitend recht om toestemming te verlenen voor het per draad of langs draadloze weg mededelen van hun werken aan het publiek, met inbegrip van het op zodanige wijze voor het publiek beschikbaar stellen van hun werken dat deze voor leden van het publiek beschikbaar zijn vanaf een door hen gekozen plaats en op een door hen gekozen tijdstip ». Als een tweede stap werd evenwel tijdens de bespreking van deze bepaling in het Vast Comité I van de Diplomatieke Conferentie verklaard — en geen enkele delegatie verzette zich tegen deze verklaring — dat Verdragsluitende Partijen de vrijheid hebben de verplichting om een uitsluitend recht toe te kennen om toestemming te verlenen voor het « beschikbaar stellen voor het publiek » te implementeren via de toepassing van een ander recht dan het recht van mededeling aan het publiek of door de combinatie van verschillende

aussi éventuellement un nouveau droit spécifique, tel que le droit de mise à disposition du public prévu aux articles 10 et 14 du WPPT.

À l'échelon européen, le droit des auteurs de mettre leurs œuvres à la disposition du public de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit est régi par la directive 2001/29/CE, notamment son article 3,1. La directive 2001/29/CE recourt en vue de l'application de ce droit au droit de communication au public. Cette solution a, ainsi que mentionné ci-dessus, également été choisie par la plupart des Parties contractantes.

Pour ce qui est de la Belgique, la loi du 22 mai 2005 transposant la directive 2001/29/CE insère le droit précité dans la loi relative au droit d'auteur, notamment aux articles 1^{er} (auteurs), 35 (artistes exécutants), 39 (producteurs de phonogrammes et de premières fixations de films) et 44 (organismes de radiodiffusion).

L'article 8 a fait l'objet de la déclaration commune suivante: «Il est entendu que la simple fourniture d'installations destinées à permettre ou à réaliser une communication ne constitue pas une communication au public au sens du présent traité ou de la Convention de Berne. Il est entendu en outre que rien, dans l'article 8, n'interdit à une Partie contractante d'appliquer l'article 11*bis*.2)». Sur la base des débats qui ont eu lieu au sein de la Commission principale I à ce propos, il est apparu que la Déclaration commune avait pour objectif de clarifier la responsabilité des fournisseurs de services et d'accès dans le contexte des réseaux numériques, tels qu'Internet.

En fait, la Déclaration commune contient une évidence. Il va de soi que, lorsqu'une personne accomplit un acte non couvert par un droit prévu par le Traité (et les législations nationales correspondantes), cette personne n'est pas directement responsable pour l'acte qui est couvert par un tel droit. Par contre, il s'agit de tout autre chose lorsque, en fonction de circonstances, l'intéressé peut toujours être responsable sur une autre base, telle que la responsabilité pour faute commune ou faute partagée ou la responsabilité pour le fait d'autrui («contributory or vicarious liability»). Les questions de responsabilité sont extrêmement complexes. En effet, pour pouvoir juger une affaire donnée, la connaissance d'un large volume de législation et de jurisprudence est requise dans chaque pays. C'est la raison pour laquelle les traités internationaux portant sur la propriété intellectuelle ne

rechten. Met het «andere» recht, werd uiteraard in eerste instantie aan het distributierecht gedacht, maar een «ander» recht kan tevens een specifiek nieuw recht zijn, zoals het recht van beschikbaarstelling voor het publiek zoals voorzien in de artikelen 10 en 14 van het WPPT.

Op Europees vlak wordt het recht van auteurs om hun werken op zodanige wijze voor het publiek beschikbaar te stellen dat deze voor leden van het publiek beschikbaar zijn vanaf een door hen gekozen plaats en op een door hen gekozen tijdstip, geregeld in richtlijn 2001/29/EG, meer bepaald in artikel 3, 1. In richtlijn 2001/29/EG wordt ervoor gekozen voormeld recht vorm te geven via het recht van mededeling aan het publiek. Dat is ook, zoals hierboven vermeld, de oplossing waarvoor de meeste Verdragsluitende Partijen opteren.

Op Belgisch vlak werd door de wet van 22 mei 2005 houdende omzetting van richtlijn 2001/29/EG voormeld recht ingevoegd in de Auteurswet, meer bepaald in de artikelen 1 (auteurs), 35 (uitvoerende kunstenaars), 39 (producenten van fonogrammen en van eerste vastleggingen van films) en 44 (omroeporganisaties).

Er werd een gemeenschappelijke Verklaring aangenomen betreffende artikel 8. Deze stelt het volgende: «Het is wel verstaan dat de enkele terbeschikkingstelling van materiële faciliteiten voor het mogelijk maken of verrichten van een mededeling op zich geen mededeling in de zin van dit Verdrag of de Berner Conventie uitmaakt. Het is voorts wel verstaan dat niets in artikel 8 van dit Verdrag eraan in de weg staat dat een Verdragsluitende Partij artikel 11*bis*, 2), van de Berner Conventie toepast.» Op basis van besprekingen binnen het Vast Comité I betreffende dit punt is het duidelijk dat de eerste zin van de gemeenschappelijke Verklaring bedoeld was om het punt van de aansprakelijkheid van dienst- en toegangsverleners in digitale netwerken zoals het Internet te verduidelijken.

De gemeenschappelijke Verklaring stelt eigenlijk iets vanzelfsprekends, daar het voor de hand ligt dat indien een persoon een handeling uitvoert die niet gedekt is door een recht waarin het Verdrag (of de overeenstemmende nationale wetgevingen) voorziet, deze persoon niet rechtstreeks aansprakelijk kan gesteld worden voor de handeling die wel gedekt is door dergelijk recht. Een andere zaak is evenwel dat hij, afhankelijk van de omstandigheden, steeds aansprakelijk kan zijn op een andere grond, zoals de aansprakelijkheid uit gemeenschappelijke fout of gedeelde fout of de aansprakelijkheid voor daden van derden («contributory or vicarious liability»). Vragen omtrent aansprakelijkheid zijn echter zeer complex; in elk land is de kennis van een groot volume van wetgeving en rechtspraak vereist om een concrete zaak te kunnen beoordelen. Om deze reden

couvrent pas, à juste titre, ces questions. Il en va de même pour le WCT.

Article 9

L'article 9 du WCT met fin à la discrimination injustifiée touchant les œuvres photographiques pour ce qui est de la durée de leur protection. Il impose aux Parties contractantes de ne pas appliquer l'article 7, alinéa 4 de la Convention de Berne à l'égard des œuvres photographiques. Cet article prescrit, pour les œuvres photographiques de même que pour les œuvres des arts appliqués, un délai plus court — 25 ans — que la durée générale de 50 ans.

Article 10

L'article 10 du Traité se divise en deux alinéa's. Le premier définit les types de limitations ou d'exceptions pouvant s'appliquer aux droits conférés par le Traité, tandis que le second détermine les critères d'application des limitations ou exceptions aux droits octroyés par la Convention de Berne.

Les deux paragraphes ont recours au test à trois étapes figurant à l'article 9, alinéa 2 de la Convention de Berne. Celui-ci définit les conditions dans lesquelles des limitations et exceptions sont autorisées: (i) dans certains cas spéciaux, (ii) à condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre, et (iii) ni causé de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur. Selon l'article 9, alinéa 2 de la Convention de Berne, ces critères s'appliquent uniquement au droit de reproduction, tandis que les deux paragraphes de l'article 10 du Traité embrassent tous les droits prévus par le Traité et la Convention de Berne. Dans cette optique, les dispositions contenues dans l'article 10 sont de même nature que celles de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, qui soumet à ces mêmes critères tous les droits visés par l'accord en question, soit directement, soit indirectement, en faisant référence aux dispositions substantielles de la Convention de Berne.

De même, la directive 2001/29/CE fait référence à ces trois critères, plus particulièrement en son article 5.5. Les exceptions belges au droit d'auteur et aux droits voisins figurent actuellement aux articles 21 à 23 (auteurs) et 46 à 47*bis* (titulaires des droits voisins) de la loi relative au droit d'auteur.

omvatten internationale Verdragen betreffende intellectuele eigendom begrijpelijkerwijs geen aansprakelijkheidskwesties. Het WCT volgt deze traditie.

Artikel 9

Artikel 9 van het WCT maakt een einde aan de ongerechtvaardigde discriminatie van fotografische werken wat de beschermingsduur betreft. Het verplicht de Verdragsluitende Partijen ertoe artikel 7, vierde lid van de Berner Conventie niet toe te passen ten aanzien van fotografische werken. Dat artikel 7, vierde lid van de Berner Conventie schrijft voor werken van toegepaste kunst en voor fotografische werken een kortere beschermingstermijn voor dan de algemene beschermingstermijn: 25 jaar in plaats van 50 jaar.

Artikel 10

Artikel 10 van het Verdrag omvat twee leden. Het eerste lid bepaalt de types van beperkingen of uitzonderingen die kunnen worden toegepast op de rechten die werden toegekend onder het Verdrag, terwijl het tweede lid voorziet in criteria voor de toepassing van beperkingen of uitzonderingen op de rechten onder de Berner Conventie.

Beide paragrafen maken gebruik van de driestapentoets die is opgenomen in artikel 9, tweede lid van de Berner Conventie. Deze bepaalt onder welke voorwaarden beperkingen en uitzonderingen toegestaan zijn, namelijk (i) in bepaalde speciale gevallen; (ii) op voorwaarde dat zij geen afbreuk doen aan de normale exploitatie van het werk en (iii) op voorwaarde dat zij de legitieme belangen van de auteurs niet op een onredelijke wijze schaden. Onder Artikel 9, tweede lid van de Berner Conventie, is deze toets enkel van toepassing op het reproductierecht, terwijl beide paragrafen van artikel 10 van het Verdrag alle rechten omvatten die zijn voorzien in respectievelijk het Verdrag en in de Berner Conventie. In dat opzicht zijn de bepalingen van artikel 10 gelijkaardig aan artikel 13 van het TRIPS-akkoord dat dezelfde toets toepast op alle rechten die in het TRIPS-akkoord zijn voorzien, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks door verwijzing naar de substantiële bepalingen van de Berner Conventie.

Ook in richtlijn 2001/29/EG is deze driestapentoets opgenomen, meer bepaald in artikel 5, 5 van die richtlijn. De Belgische uitzonderingen op het auteursrecht en op de naburige rechten zijn thans opgenomen in de artikelen 21 tot 23 Auteurswet (auteurs) en de artikelen 46 tot 47*bis* Auteurswet (naburige rechthebbers).

Articles 11 et 12

Les travaux préparatoires ont permis d'établir qu'il n'était pas suffisant d'accorder des droits appropriés concernant l'usage numérique des œuvres, en particulier sur Internet. Dans un tel environnement, les droits ne peuvent s'appliquer de manière effective sans mesures techniques de protection et sans information concernant la gestion des droits requise pour l'octroi de licences et le contrôle de l'usage qui en est fait. Il a été convenu que l'application de telles mesures devrait être laissée aux intéressés, titulaires des droits, mais qu'il importerait également de prendre des dispositions adéquates afin de protéger l'usage de ces mesures et de ces informations. Ces dispositions sont contenues dans les articles 11 et 12 du Traité.

L'article 11 du Traité énonce que les Parties contractantes doivent «prévoir une protection juridique appropriée et des sanctions juridiques efficaces contre la neutralisation des mesures techniques efficaces qui sont mises en œuvre par les auteurs dans le cadre de l'exercice de leurs droits en vertu du présent traité ou de la Convention de Berne et qui restreignent l'accomplissement, à l'égard de leurs œuvres, d'actes qui ne sont pas autorisés par les auteurs concernés ou permis par la loi».

L'article 12, alinéa 1^{er} du Traité oblige les Parties contractantes à «prévoir des sanctions juridiques appropriées et efficaces contre toute personne qui accomplit l'un des actes suivants en sachant, ou, pour ce qui relève des sanctions civiles, en ayant des raisons valables de penser que cet acte va entraîner, permettre, faciliter ou dissimuler une atteinte à un droit prévu par le présent traité ou la Convention de Berne : (i) supprimer ou modifier, sans y être habilitée, toute information relative au régime des droits se présentant sous forme électronique; (ii) distribuer, importer aux fins de distribution, radiodiffuser ou communiquer au public, sans y être habilitée, des œuvres ou des exemplaires d'œuvres en sachant que des informations relatives au régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation». L'article 12, alinéa 2 définit l'expression «information sur le régime des droits» comme les «informations permettant d'identifier l'œuvre, l'auteur de l'œuvre, le titulaire de tout droit sur l'œuvre ou des informations sur les conditions et modalités d'utilisation de l'œuvre, et de tout numéro ou code représentant ces informations, lorsque l'un quelconque de ces éléments d'information est joint à l'exemplaire d'une œuvre ou apparaît en relation avec la communication d'une œuvre au public».

Artikelen 11 en 12

Gedurende de voorbereidende werk-zaamheden werd erkend dat het niet volstond om louter rechten toe te kennen met betrekking tot het digitaal gebruik van werken, meer bepaald het gebruik op het Internet. In een dergelijke omgeving kunnen de rechten niet effectief worden toegepast zonder technische beschermingsmaatregelen en zonder informatie over het beheer van de rechten, nodig voor het toekennen van licenties en de controle over het gebruik ervan. Er was overeenstemming over dat de toepassing van dergelijke maatregelen en informatie dient te worden overgelaten aan belanghebbende rechthebbenden, maar dat tevens gepaste wettelijke bepalingen nodig zijn om het gebruik van dergelijke maatregelen en informatie te beschermen. Dergelijke bepalingen zijn vervat in de artikelen 11 en 12 van het Verdrag.

Artikel 11 van het Verdrag stelt dat de Verdragstaten dienen te voorzien in «afdoende wettelijke bescherming en doeltreffende rechtsmiddelen tegen het onwerkzaam maken van doeltreffende technische maatregelen die door de auteurs worden gebruikt in verband met de uitoefening van hun rechten krachtens dit Verdrag of van de Berner Conventie, teneinde te beletten dat met betrekking tot hun werken handelingen worden verricht waarvoor de auteurs geen toestemming hebben verleend of die rechtens niet zijn geoorloofd».

Artikel 12, eerste lid van het Verdrag verplicht de Verdragsluitende Partijen om «in adequate en doeltreffende rechtsmiddelen te voorzien tegen eenieder die zich willens en wetens aan een van de volgende handelingen schuldig maakt in de wetenschap dat, of die met betrekking tot civielrechtelijke sancties redelijkerwijs kan vermoeden dat deze handeling inbreuk op een recht dat door dit Verdrag of de Berner Conventie wordt beschermd tot gevolg zal hebben, mogelijk zal maken, vergemakkelijken of verhullen : (i) het zonder toestemming verwijderen of wijzigen van in elektronische vorm opgeslagen informatie over het beheer van de rechten; (ii) het zonder toestemming verspreiden, importeren voor verspreiding, uitzenden via de radio of het mededelen aan het publiek van werken of exemplaren van werken in de wetenschap dat in elektronische vorm opgeslagen informatie over het beheer van de rechten zonder toestemming is verwijderd of gewijzigd». Artikel 12, tweede lid definieert «informatie over het beheer van de rechten» als «informatie die het werk, de auteur van het werk, de persoon die enig recht op het werk heeft, identificeert, of informatie over de voorwaarden waaronder het werk mag worden gebruikt en alle getallen of codes waaruit die informatie bestaat, wanneer een van deze informatiebestanddelen aan een exemplaar van een werk is gehecht of bij wege van mededeling aan het publiek van een werk kenbaar wordt».

S'agissant de l'article 12 du Traité, la Conférence diplomatique a adopté une déclaration commune, composée de deux parties. La première stipule qu'«il est entendu que l'expression «atteinte à un droit prévu par le présent traité ou la Convention de Berne» vise aussi bien les droits exclusifs que les droits à rémunération». La seconde, quant à elle, dit en substance qu'«il est entendu en outre que les Parties contractantes ne se fonderont pas sur cet article pour concevoir ou mettre en œuvre un régime des droits qui ait pour effet d'imposer des formalités non permises en vertu de la Convention de Berne ou du présent traité, interdisant le libre mouvement des marchandises ou empêchant la jouissance des droits reconnus par le présent traité».

Dans le cadre européen, la directive 2001/29/CE, notamment ses articles 6 et 7, met en œuvre les articles 11 et 12 du WCT. Quant au contexte national, la loi du 22 mai 2005 transposant la directive 2001/29/CE insère dans le chapitre VIII de la loi relative au droit d'auteur une section 1*bis* intitulée «Protection juridique des mesures techniques et de l'information sur le régime des droits».

Article 13

L'article 13 du WCT renvoie simplement à l'article 18 de la Convention de Berne afin de déterminer les œuvres auxquelles s'applique le Traité.

Article 14

L'article 14 du Traité comprend deux alinéas. Le premier est une version *mutatis mutandis* de l'article 36, alinéa 1^{er} de la Convention de Berne: «Les Parties contractantes s'engagent à adopter, en conformité avec leur système juridique, les mesures nécessaires pour assurer l'application du présent traité».

Le second, quant à lui, est la version *mutatis mutandis* de la première phrase de l'article 41, 1 de l'Accord sur les ADPIC, qui stipule que «les Parties contractantes feront en sorte que leur législation comporte des procédures destinées à faire respecter les droits prévus par le présent traité, de manière à permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte à ces droits, y compris des mesures propres à prévenir rapidement toute atteinte et des mesures propres à éviter toute atteinte ultérieure».

Er werd door de Diplomatieke Conferentie een gemeenschappelijke Verklaring aangenomen betreffende artikel 12 van het Verdrag, die uit twee delen bestaat. Het eerste deel stelt dat: «Het is wel verstaan dat de uitdrukking «inbreuk op een recht uit hoofde van dit Verdrag of de Berner Conventie» zowel betrekking heeft op de uitsluitende rechten als op vergoedingsrechten». Het tweede deel stelt dat: «Het is voorts wel verstaan dat de Verdragsluitende Partijen geen beroep op dit artikel zullen doen om stelsels inzake het beheer van rechten uit te werken of toe te passen die ertoe zouden leiden dat formaliteiten worden opgelegd die overeenkomstig de Berner Conventie of dit Verdrag niet zijn toegestaan en waardoor het vrije verkeer van goederen zou worden verhinderd of het genot van rechten uit hoofde van dit Verdrag zou worden belemmerd».

Op Europees vlak werd aan artikelen 11 en 12 WCT invulling gegeven door richtlijn 2001/29/EG, meer bepaald door de artikelen 6 en 7 van die richtlijn. Op Belgisch vlak werd door de wet van 22 mei 2005 houdende omzetting van richtlijn 2001/29/EG in Hoofdstuk VIII van de Auteurswet een Afdeling 1*bis* ingevoegd met als titel «Rechtsbescherming van technische voorzieningen en informatie betreffende het beheer van rechten».

Artikel 13

Artikel 13 van het WCT verwijst naar artikel 18 van de Berner Conventie teneinde te bepalen op welke werken het Verdrag van toepassing is.

Artikel 14

Artikel 14 van het Verdrag omvat twee leden. Het eerste lid is een *mutatis mutandis* versie van artikel 36, eerste lid van de Berner Conventie. Het stelt dat «de Verdragsluitende Partijen zich ertoe verbinden de nodige maatregelen te nemen overeenkomstig hun wetgeving, teneinde de toepassing van dit Verdrag te verzekeren».

Het tweede lid is een *mutatis mutandis* versie van de eerste zin van artikel 41, 1 van het TRIPS-akkoord. Het stelt het volgende: «de Verdragsluitende Partijen waarborgen dat hun wetgeving voorziet in procedures tot handhaving van de rechten waarmee doeltreffend kan worden opgetreden tegen iedere inbreuk op de rechten die in dit Verdrag zijn voorzien, met inbegrip van de maatregelen waarmee op korte termijn inbreuk kan worden voorkomen, alsmede maatregelen die een afschrikmiddel voor verdere inbreuken vormen».

Article 15

Les articles 15 à 25 du WCT comportent les dispositions administratives et finales de ce Traité. Celles-ci concernent l'Assemblée, le Bureau international, les conditions à remplir pour devenir partie au Traité, les réserves (exclusion de celles-ci), la dénonciation du Traité, les langues du Traité et son dépositaire.

De manière générale, on peut affirmer que ces dispositions sont identiques ou comparables aux dispositions des autres traités de l'OMPI relatifs aux mêmes matières.

L'article 15 porte sur l'Assemblée générale des Parties contractantes.

Article 16

Le Bureau international de l'OMPI effectue les tâches administratives relatives au Traité.

Article 17

L'article 17 du Traité définit les conditions à remplir pour devenir partie au Traité. Le premier alinéa prescrit que « tout État membre de l'OMPI peut devenir partie au présent traité ». Le second dit en substance que « l'Assemblée peut décider d'autoriser à devenir partie au présent traité toute organisation intergouvernementale qui déclare qu'elle a compétence et dispose d'une législation propre liant tous ses États membres, en ce qui concerne les questions régies par le présent traité et qu'elle a été dûment autorisée, conformément à ses procédures internes, à devenir partie au présent traité ». Le troisième alinéa énonce enfin que « la Communauté européenne, ayant fait la déclaration visée à l'alinéa précédent lors de la conférence diplomatique qui a adopté le présent traité, peut devenir partie au présent traité ».

Article 18

Sauf dispositions expresses contraires prévues par le présent Traité, chaque Partie contractante jouit de tous les droits découlant du Traité de même qu'elle en accepte toutes les obligations.

Article 19

L'article 19 traite de la signature du Traité.

Artikel 15

De artikelen 15 tot 25 van het WCT omvatten de administratieve bepalingen en slotbepalingen van het WCT. Deze handelen over zaken als de algemene Vergadering, het International Bureau, de voorwaarden om in aanmerking te komen als partij bij het Verdrag, voorbehouden (uitsluiting van voorbehouden), opzegging van het Verdrag, talen van het Verdrag en depositaris.

In het algemeen kan gesteld worden dat deze bepalingen dezelfde zijn of vergelijkbaar met de bepalingen van andere WIPO-Verdragen betreffende dezelfde punten.

Artikel 15 handelt over de algemene Vergadering van de Verdragsluitende Partijen.

Artikel 16

Het International Bureau van de WIPO verricht de administratieve taken betreffende het Verdrag.

Artikel 17

Artikel 17 van het Verdrag voorziet in de voorwaarden om in aanmerking te komen als partij bij het Verdrag. Onder het eerste lid, kan iedere lidstaat van de WIPO partij worden bij dit Verdrag. Het tweede lid bepaalt dat « de algemene vergadering kan besluiten of zij een intergouvernementele organisatie als partij bij dit Verdrag toelaat die verklaart dat zij bevoegd is, en een eigen wetgeving heeft die al haar lidstaten bindt betreffende aangelegenheden die in dit Verdrag worden geregeld, en dat zij overeenkomstig haar interne procedures naar behoren gemachtigd is om partij bij dit Verdrag te worden. » Het derde lid voegt hier het volgende aan toe: « De Europese Gemeenschap, die tijdens de diplomatieke conferentie die dit Verdrag heeft aangenomen, de in het tweede lid bedoelde verklaring heeft afgelegd, kan partij worden bij dit Verdrag ».

Artikel 18

Behoudens uitdrukkelijke andersluidende bepalingen in dit Verdrag geniet elke Verdragsluitende Partij alle rechten en aanvaardt zij alle verplichtingen die uit dit Verdrag voortvloeien.

Artikel 19

Artikel 19 handelt over de ondertekening van het Verdrag.

Article 20

Le nombre d'actes de ratification ou d'adhésion requis pour l'entrée en vigueur des traités administrés par l'OMPI est habituellement relativement peu élevé. Il est généralement fixé à 5. L'article 20 du WCT prévoit toutefois un nombre d'actes de ratification ou d'adhésion bien supérieur, à savoir 30.

Article 21

Cet article traite sur la date d'entrée en vigueur du Traité eu égard aux Parties.

Article 22

Aucune réserve au présent Traité n'est autorisée.

Article 23

Toute Partie contractante peut dénoncer le Traité au moyen d'une notification au Directeur général de l'OMPI. La dénonciation prend effet un an après la date de réception de cette notification par le Directeur général de l'OMPI.

Article 24

L'article 24 porte sur les langues du Traité.

Article 25

Le Directeur général de l'OMPI est le dépositaire du présent Traité.

II. TRAITÉ DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE SUR LES INTERPRÉTATIONS ET EXÉCUTIONS ET LES PHONOGRAMMES (WPPT)

S'agissant des droits des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes, les normes internationales existantes ont été fixés par la Convention de Rome. Lors de son adoption en 1961, celle-ci a été saluée comme une « convention pionnière », dès lors qu'elle établissait des normes relatives aux deux catégories de droits susmentionnées ainsi qu'aux droits des organismes de radiodiffusion (dits « droits voisins »), normes encore inconnues dans la plupart des pays.

Artikel 20

Het aantal akten van bekrachtiging of toetreding die nodig zijn voor de inwerkingtreding van de verdragen beheerd door WIPO werd traditioneel vrij laag vastgelegd; vijf is het meest voorkomende aantal. Artikel 20 van het WCT bepaalt echter een veel hoger aantal, namelijk 30 akten van bekrachtiging of toetreding.

Artikel 21

Dit artikel handelt over de datum waarop het Verdrag voor Partijen van kracht wordt.

Artikel 22

Er worden geen voorbehouden op het Verdrag toegestaan.

Artikel 23

Het Verdrag kan door iedere Verdragsluitende Partij worden opgezegd door middel van een kennisgeving aan de Directeur-Generaal van de WIPO. Een opzegging wordt van kracht een jaar na de datum waarop de Directeur-Generaal van de WIPO de kennisgeving heeft ontvangen.

Artikel 24

Artikel 24 handelt over de talen van het verdrag.

Artikel 25

De Directeur-Generaal van de WIPO is de depositaris van dit Verdrag.

II. VERDRAG VAN DE WERELDORGANISATIE VOOR DE INTELLECTUELE EIGENDOM INZAKE UITVOERINGEN EN FONOGRAMMEN (WPPT)

Wat de rechten van uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen betreft, werden de bestaande internationale standaarden vastgelegd in de Conventie van Rome van 1961. Ten tijde van de goedkeuring van dit verdrag werd de Conventie van Rome beschouwd als een pionierverdrag, aangezien het normen vastlegde voor de twee vermelde categorieën van rechten alsook voor de rechten van omroeporganisaties (waarnaar gezamenlijk verwezen wordt als « naburige rechten »), die in het merendeel van de landen nog niet bestonden.

Les années 70 et 80 ont été marquées par d'importantes avancées technologiques (vidéo-technologie, systèmes de cassettes compactes facilitant le «home taping» (reproduction de cassettes à la maison), radiodiffusion par satellite, télévision par le câble, usages liés à l'ordinateur, etc.), qui ont fait l'objet de discussions au sein du Comité intergouvernemental de la Convention de Rome de même que lors de diverses réunions de l'OMPI (comités, groupes de travail, symposiums) où les «droits voisins» figuraient à l'ordre du jour.

Ces débats ont mené à l'élaboration de recommandations, de principes directeurs et de dispositions types à l'attention des gouvernements et des législateurs. À la fin des années 80, il est apparu, en ce qui concerne le droit d'auteur, que de simples principes directeurs n'étaient plus suffisants; de nouvelles normes contraignantes étaient devenues nécessaires.

La préparation de ces dernières a débuté au sein de deux forums: D'une part, au sein des Comités d'experts de l'OMPI et, d'autre part, au sein du GATT dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round.

L'adoption de l'Accord sur les ADPIC a activé les travaux préparatoires des nouvelles normes en matière de droit d'auteur et de droits voisins, qui ont abouti à la convocation de la Conférence diplomatique de l'OMPI sur certaines questions de droit d'auteur et de droits voisins à Genève, du 2 au 20 décembre 1996, lors de laquelle les deux nouveaux traités ont été adoptés.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Au début des travaux préparatoires du WPPT (appelé le «nouvel Instrument»), il a été proposé que ce traité ait, avec la Convention de Rome, le même lien que le WCT («le Protocole de Berne») est censé avoir avec la Convention de Berne, c'est-à-dire qu'il constitue un arrangement particulier en vertu de l'article 22 de la Convention de Rome,.

Cette proposition n'ayant toutefois pas rallié suffisamment de suffrages, il a été convenu d'établir entre le WPPT et la Convention de Rome un lien identique à celui existant entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention de Rome. Cela signifie que, (i) les Parties contractantes ne sont, en général, pas tenues d'appliquer les dispositions substantielles de la Convention de Rome; (ii) que seules quelques dispositions de cette dernière sont incluses par référence (celles relatives aux critères de protection); et (iii) que l'article 1^{er}, alinéa 2 du Traité contient, *mutatis mutandis*, pratiquement la même disposition que l'article 2, alinéa 2

In de jaren '70 en «80 vonden echter een groot aantal belangrijke nieuwe technologische ontwikkelingen plaats (videotechnologie, «home taping», satellietomroep, kabeltelevisie, enz. ...). Die nieuwe ontwikkelingen werden besproken in het Intergouvernementeel Comité van de Conventie van Rome, en werden ook behandeld in verschillende WIPO vergaderingen (comités, werkgroepen, symposiums) waar de zogenaamde «naburige rechten» besproken werden.

Het resultaat waren aanbevelingen, richtinggevende beginselen en modelbepalingen voor regeringen en wetgevers. Aan het eind van de jaren '80 werd op het vlak van het Auteursrecht erkend dat aanbevelingen niet langer volstonden; nieuwe bindende regels waren onontbeerlijk.

De voorbereiding van nieuwe normen begon in 2 fora. Enerzijds binnen WIPO, in de hierboven vermelde comités van experts, en anderzijds binnen de GATT, in het raamwerk van de onderhandelingsronde van Uruguay.

Na de goedkeuring van het TRIPS-akkoord, werd het voorbereidend werk van nieuwe normen inzake auteursrecht en naburige rechten opgedreven. Dit leidde tot het bijeenroepen van de WIPO Diplomatieke Conferentie over bepaalde vraagstukken inzake auteursrecht en naburige rechten, die plaatsvond in Genève van 2 tot 20 december 1996, en waar de twee nieuwe verdragen werden aangenomen (goedgekeurd).

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

In een vroeg stadium van het voorbereidende werk van het WPPT — «het Nieuwe Instrument» — ontstond de idee dat het dezelfde relatie zou moeten hebben met de Conventie van Rome als het WCT — «het Protocol van Bern» — heeft met de Conventie van Bern; dit wil zeggen dat het een bijzondere overeenkomst zoals bepaald in art. 22 van de Conventie van Rome zou moeten zijn.

Dit idee vond echter niet voldoende bijval en de verhouding tussen het WPPT en de Conventie van Rome werd geregeld op een gelijkaardige manier als de verhouding tussen het TRIPS-akkoord en de Conventie van Rome. Dit betekent dat (i) over het algemeen toepassing van de materiële bepalingen van de Conventie van Rome geen verplichting is voor de Verdragsluitende Partijen; (ii) slechts enkele bepalingen van de Conventie van Rome opgenomen zijn bij wijze van verwijzing (die welke betrekking hebben op de criteria van bescherming); en (iii) Artikel 1, tweede lid van het Verdrag *mutatis mutandis* praktisch de-

de l'Accord sur les ADPIC, qui dit en substance qu'aucune disposition du Traité ne dérogera aux obligations que les Parties contractantes ont les unes envers les autres en vertu de la Convention de Rome.

Quant au lien du WPPT avec d'autres traités, l'article 1^{er}, alinéa 3 comporte une disposition similaire à celle de l'article 1^{er}, alinéa 2 du WCT: «Le présent traité n'a aucun lien avec d'autres traités et s'applique sans préjudice des droits et obligations découlant de tout autre traité».

Le titre de l'article 1^{er} s'intitule «Rapports avec d'autres conventions». Son second alinéa, quant à lui, traite d'une question plus large, à savoir la relation entre le droit d'auteur, d'une part, et les «droits voisins» prévus par le Traité, d'autre part.

Cette disposition est la reproduction fidèle de l'article 1^{er} de la Convention de Rome: «La protection prévue par le présent traité laisse intacte et n'affecte en aucune façon la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques. En conséquence, aucune disposition du présent traité ne pourra être interprétée comme portant atteinte à cette protection». Il est bien connu que, lors de la Conférence diplomatique de 1961 ayant adopté la Convention de Rome, certains experts ont essayé, en dépit d'une certaine résistance, clairement reflétée dans les rapports de cette Conférence, d'interpréter cette disposition de manière telle que non seulement la protection mais également l'exercice du droit d'auteur ne soient affectés d'aucune façon par la protection et l'exercice des droits voisins. Ainsi, si un auteur souhaite autoriser l'utilisation de l'enregistrement d'une interprétation ou exécution de son œuvre, ni l'artiste interprète ou exécutant, ni le producteur de l'enregistrement ne devraient pouvoir empêcher cet usage en invoquant leurs droits voisins. La Conférence diplomatique a rejeté cette interprétation en adoptant la déclaration commune suivante: «Il est entendu que l'article 1, 2) précise la relation entre les droits existant sur les phonogrammes en vertu du présent traité et le droit d'auteur sur les œuvres incorporées dans ces phonogrammes. Dans les cas où sont requises à la fois l'autorisation de l'auteur d'une œuvre incorporée dans le phonogramme et celle d'un artiste interprète ou exécutant ou d'un producteur possédant des droits sur le phonogramme, l'obligation d'avoir l'autorisation de l'auteur ne cesse pas d'exister du fait que l'autorisation de l'artiste interprète ou exécutant ou du producteur est également requise, et vice versa».

Article 2

Le WPPT respecte la structure de la Convention de Rome, au sens où il comporte, en son article 2, une

zelfde bepaling bevat als Artikel 2, tweede lid van het TRIPS-akkoord, dit wil zeggen dat niets in het Verdrag afwijkt van de verplichtingen die de Verdragsluitende Partijen ten opzichte van elkaar hebben ingevolge de Conventie van Rome.

Artikel 1, derde lid van het Verdrag bevat, wat de verhouding tot de andere verdragen betreft, een gelijkwaardige bepaling als artikel 1, tweede lid van het WCT: «Dit Verdrag staat niet in verband met andere verdragen en doet geen afbreuk aan de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit andere verdragen».

De titel van artikel 1 van het WPPT luidt «Relatie tot andere Conventies» maar in het tweede lid van het artikel wordt een ruimere aangelegenheid behandeld, met name de relatie tussen auteursrecht enerzijds en de «naburige rechten» als bepaald in het Verdrag anderzijds.

Deze bepaling is een woordelijke weergave van de tekst van artikel 1 van de Conventie van Rome «De krachtens dit Verdrag toegekende bescherming laat onverlet en is op generlei wijze van invloed op de bescherming van het auteursrecht op werken van letterkunde en kunst. Derhalve mag geen bepaling van dit Verdrag zo worden uitgelegd dat daardoor aan deze bescherming afbreuk zou worden gedaan». Het is algemeen bekend dat tijdens de Diplomatieke Conferentie van 1961 tot goedkeuring van de Conventie van Rome bepaalde deskundigen gepoogd hebben, ondanks een zekere weerstand die duidelijk blijkt uit de conferentieverslagen, om deze bepaling zo uit te leggen dat niet alleen de bescherming maar ook de uitoefening van het auteursrecht volledig onverlet zou moeten worden gelaten door de bescherming en uitoefening van naburige rechten; indien bijvoorbeeld een auteur het gebruik van de geluidsopname van de uitvoering van zijn werk wil toelaten, dan zou noch de uitvoerende kunstenaar, noch de producent van de opname het gebruik hiervan mogen kunnen verbieden op basis van zijn naburige rechten. In de Diplomatieke Conferentie werd deze interpretatie verworpen toen de gemeenschappelijke Verklaring werd aangenomen die als volgt luidt: «Artikel 1, 2) licht de relatie tussen de rechten op fonogrammen op grond van dit Verdrag en auteursrecht op werken omvat in deze fonogrammen toe. In die gevallen waarin toelating vereist is zowel van de auteur van een werk omvat in het fonogram als van de uitvoerende kunstenaar of producent die rechten bezit in het fonogram is het zo dat de toelating van de auteur niet ophoudt te bestaan omdat de toelating van de uitvoerder of producent ook vereist is en vice versa».

Artikel 2

Het WPPT volgt de structuur van de Conventie van Rome, in die zin dat het in artikel 2 een reeks van

série de définitions. Les définitions suivantes sont identiques à celles inscrites à l'article 3 de la Convention de Rome : « artistes interprètes ou exécutants », « phonogramme », « producteur d'un phonogramme », « publication », « radiodiffusion ». Le Traité ajoute cependant deux définitions : « fixation » et « communication au public », tout en supprimant celles relatives à la « reproduction » et à la « réémission ».

Les définitions prennent en compte l'impact de la technologie numérique. Il est en effet reconnu que les phonogrammes ne signifient plus forcément la fixation des sons d'une interprétation ou exécution ou d'autres sons. Actuellement ils peuvent également intégrer les fixations de représentations (numériques) de sons qui n'ont jamais existé mais qui ont été directement générés par des moyens électroniques. Il est question de ces fixations éventuelles dans les définitions de « phonogramme », « fixation », « producteur de phonogramme », « radiodiffusion » et « communication au public ». Il convient néanmoins de souligner que la référence aux « représentations de sons » n'étend pas la portée des définitions concernées des traités existants. Elle témoigne seulement d'un souhait de clarification eu égard aux nouvelles technologies.

Article 3

L'article 3 WPPT définit qui peut se prévaloir de la protection prévue par le WPPT. L'article 3, alinéa 1^{er} prévoit que la protection doit être accordée aux artistes interprètes et producteurs de phonogrammes ressortissants d'autres Parties contractantes. Les notions d'« artistes interprètes » et de « producteur de phonogramme » sont respectivement définies aux articles 2, a) et 2, d) du WPPT.

La notion de « ressortissants d'une autre Partie contractante » est définie à l'article 3, alinéa 2 du WPPT. À ce sujet, il est renvoyé aux critères de la Convention de Rome (articles 4, 5, 17 et 18).

Article 4

Le présent article concerne le traitement national. À l'instar de l'article 3, 1 de l'Accord sur les ADPIC relatif aux droits voisins, l'article 4 du WPPT dispose que le traitement national ne vise que les droits conférés expressément par le Traité.

L'article 4, alinéa 1^{er} du WPPT stipule également *in fine* que le traitement national s'applique aussi à la rémunération équitable visée à l'article 15 du WPPT. L'article 4, alinéa 2 du WPPT ajoute toutefois que l'obligation d'appliquer le traitement national n'est

définies bevat. In de definities worden min of meer dezelfde termen gebruikt als in artikel 3 van de Conventie van Rome : « uitvoerende kunstenaars », « fonogram », « producent van een fonogram », « publicatie » en « uitzending »; min in die zin dat « reproductie » en « heruitzending » niet worden omschreven en méér in die zin dat in het WPPT ook « vastlegging » en « mededeling aan het publiek » worden omschreven.

De definities houden rekening met de impact van digitale technologie. Men erkent immers dat fonogrammen niet noodzakelijk meer de vastlegging van geluiden van een uitvoering of van andere geluiden bevatten. Nu kunnen ze ook vastleggingen bevatten van (digitale) weergaven van geluiden die nooit bestaan hebben maar die rechtstreeks werden opgewekt via elektronische middelen. De referentie aan dergelijke mogelijke vastleggingen blijkt uit de definities van « fonogram », « vastlegging », « producent van een fonogram », « uitzending » en « mededeling aan het publiek ». Er moet op gewezen worden dat de verwijzing naar « weergaven van geluiden » de relevante definities van de bestaande verdragen niet uitbreidt. Het gaat om verduidelijkingen die noodzakelijk zijn gezien de nieuwe technologie.

Artikel 3

In artikel 3 WPPT wordt bepaald wie aanspraak kan maken op de in het WPPT voorziene bescherming. Artikel 3, eerste lid bepaalt dat de bescherming moet toegekend worden aan de uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen die onderdaan zijn van andere Verdragsluitende Partijen. De begrippen « uitvoerende kunstenaars » en « producent van een fonogram » worden gedefinieerd in respectievelijk artikel 2, a) en 2, d) WPPT.

Het begrip « onderdanen van een andere Verdragsluitende Partij » wordt in artikel 3, tweede lid WPPT omschreven. Ter zake wordt verwezen naar de criteria van de Conventie van Rome (Artikelen 4, 5, 17 en 18).

Artikel 4

Dit artikel handelt over de nationale behandeling. Net als in artikel 3, 1 van het TRIPS-akkoord betreffende de naburige rechten, wordt in artikel 4 WPPT bepaald dat de nationale behandeling niet verder gaat dan de rechten die uitdrukkelijk toegekend worden krachtens het Verdrag.

Tevens bepaalt artikel 4, eerste lid WPPT *in fine* dat de nationale behandeling ook van toepassing is op de billijke vergoeding als bedoeld in artikel 15 WPPT. Artikel 4, tweede lid WPPT voegt daar evenwel aan toe dat de verplichting tot het toepassen van de

toutefois pas d'application dans la mesure ou une autre Partie contractante fait usage des réserves accordées en vertu de l'article 15, troisième alinéa du WPPT.

Article 5

L'article 5, alinéa 1^{er}, énonce ce qui suit: «Indépendamment de ses droits patrimoniaux, et même après la cession de ces droits, l'artiste interprète ou exécutant conserve le droit, en ce qui concerne ses interprétations ou exécutions sonores vivantes ou ses interprétations ou exécutions fixées sur phonogrammes, d'exiger d'être mentionné comme tel, sauf lorsque le mode d'utilisation de l'interprétation ou exécution impose l'omission de cette mention, et de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de ces interprétations ou exécutions, préjudiciables à sa réputation». Cette disposition suit, dans les grandes lignes, l'article 6*bis* de la Convention de Berne (relatif aux droits moraux des auteurs), mais elle requiert un niveau de protection quelque peu inférieur. En effet, l'application du droit a été un peu assouplie eu égard au droit pour les artistes interprètes ou exécutants d'être d'identifiés comme tels et la portée du droit au respect de l'exécution ou de l'interprétation est aussi plus limitée. L'article 5, alinéas 2 et 3, relatif à la durée de la protection des droits et aux moyens de recours pour sauvegarder ces droits, sont des versions *mutatis mutandis* de l'article 6*bis*, alinéas 2 et 3 de la Convention de Berne.

Au niveau belge, les droits moraux de l'artiste-interprète sont prévus à l'article 34 de la loi sur le droit d'auteur. La législation belge est donc conforme au prescrit de l'article 5 du WPPT.

Article 6

Les droits moraux des artistes interprètes ou exécutants ne s'étendent qu'aux interprétations ou exécutions sonores vivantes et aux interprétations ou exécutions fixées sur un phonogramme. Les droits patrimoniaux sur les interprétations ou exécutions fixées ne couvrent, quant à eux, que les interprétations ou exécutions fixées sur un phonogramme.

La question se pose de savoir si les droits patrimoniaux des artistes interprètes ou exécutants sur leurs interprétations ou exécutions non fixées, prévus à l'article 6, s'étendent à toutes les interprétations ou exécutions ou seulement aux interprétations ou exécutions sonores? Il s'agit là d'une question d'interprétation. Le texte de la disposition laisse sous-entendre une portée plus large. Néanmoins, si l'on tient compte des définitions des termes «fixation» et

nationale Behandlung echter niet van toepassing is voorzover een andere Verdragsluitende Partij gebruikmaakt van de voorbehouden die ingevolge artikel 15, derde lid WPPT, zijn toegestaan.

Artikel 5

In Artikel 5, eerste lid, is het volgende bepaald: «Onafhankelijk van de zogenaamde exploitatierechten, en zelfs na overdracht van deze rechten, heeft de uitvoerend kunstenaar terzake van zijn hoorbare live-uitvoeringen of op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen het recht om te eisen dat hij als de uitvoerende van zijn uitvoeringen wordt aangeduid, behalve wanneer de wijze waarop de uitvoering wordt gebruikt de weglating hiervan vereist, en om zich te verzetten tegen iedere misvorming, vermindering of andere wijziging van zijn uitvoeringen die zijn reputatie zou kunnen schaden». Deze bepaling volgt in grote lijnen artikel 6*bis* van de Berner Conventie (over morele rechten van auteurs) maar vereist een iets lager beschermingsniveau: wat betreft het recht om te worden erkend als uitvoerend kunstenaar, is het element uitvoerbaarheid ingebouwd en ook het toepassingsveld van «recht op respect» is enger. Artikel 5, tweede en derde lid, over de duur van de bescherming van en de rechtsmiddelen tot waarborging van de rechten, zijn *mutatis mutandis* versies van artikel 6*bis*, tweede en derde lid, van de Berner Conventie.

Op Belgisch vlak wordt in de morele rechten van de uitvoerende kunstenaar voorzien in artikel 34 Auteurswet. Hieruit moge blijken dat de Belgische wetgeving op inhoudelijk vlak reeds in overeenstemming is met artikel 5 WPPT.

Artikel 6

De morele rechten van uitvoerende kunstenaars betreffen enkel hoorbare live-uitvoeringen en op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen en de vermogensrechten op vastgelegde uitvoeringen betreffen enkel op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen.

Het is een vraag of de vermogensrechten van uitvoerende kunstenaars op hun niet-vastgelegde uitvoeringen op basis van Artikel 6 alle uitvoeringen betreffen of enkel de hoorbare uitvoeringen. Het antwoord op deze vraag is een kwestie van interpretatie. De tekst van de bepaling zou kunnen laten doorschemeren dat de rechten verder reiken; als de definities van «vastlegging» en «mededeling aan het publiek» onder Artikel 2, c) en g) echter ook in

« communication au public » (article 2, c) et g)), une interprétation plus restrictive semble justifiée.

Selon l'article 2, c), « fixation » signifie seulement « l'incorporation de sons, ou des représentations de ceux-ci, dans un support qui permette de les percevoir, de les reproduire ou de les communiquer à l'aide d'un dispositif ». L'article 2, g) du WPPT définit la « communication au public » comme « la transmission au public, par tout moyen autre que la radiodiffusion, de sons provenant d'une interprétation ou exécution ou des sons ou représentations de sons fixés sur un phonogramme ». Cependant, l'article 2, f) décrit la « radiodiffusion » comme « la transmission sans fil de sons ou d'images et de sons, ou des représentations de ceux-ci, aux fins de réception par le public ».

La formulation de ces définitions amène à privilégier l'interprétation selon laquelle les droits de communication au public et de fixation sont limités aux interprétations ou exécutions sonores, tandis que le droit de radiodiffusion des interprétations ou exécutions non fixées porte sur les interprétations ou exécutions tant sonores qu'audiovisuelles.

Quant à l'article 14, 1 de l'Accord sur les ADPIC, la possibilité pour les artistes interprètes ou exécutants d'empêcher la fixation de leurs interprétations ou exécutions sonores directes et la reproduction d'une telle fixation ne s'étend qu'à la fixation sur un phonogramme, alors que la possibilité d'empêcher la radiodiffusion et la communication au public d'interprétations ou d'exécutions directes embrasse toutes les catégories d'interprétations ou exécutions directes.

De plus il faut remarquer que bien que les droits des artistes interprètes ou exécutants prévus dans le WPPT ont quasiment le même champ d'application que les droits accordés par l'Accord sur les ADPIC, la nature de ces droits diffère de celle des droits octroyés par l'Accord sur les ADPIC et par l'article 7 de la Convention de Rome. Si l'Accord et la Convention précitées prévoient la « possibilité d'empêcher » les actes concernés, le Traité, quant à lui, confère le « droit exclusif » d'autoriser de tels actes.

Articles 7 et 11

Les articles 7 et 11 règlent la portée du droit de reproduction en ce qui concerne le stockage sur un support électronique des exécutions et des phonogrammes sous forme numérique. L'article 7 traite du droit de reproduction des artistes interprètes, l'article 11 du droit de reproduction des producteurs de phonogrammes.

Bien que le projet du WPPT contienne certaines dispositions destinées à clarifier l'application du droit de reproduction au stockage des interprétations ou

aanmerking worden genomen, lijkt een engere interpretatie aangewezen.

Volgens Artikel 2, c), betekent « vastlegging » enkel « de opname van geluiden of van de weergave daarvan, door middel waarvan deze kunnen worden waargenomen, gereproduceerd of medegedeeld door middel van een toestel ». Artikel 2, g) definieert « mededeling aan het publiek » als « de overdracht aan het publiek door elk medium anders dan door uitzending, van geluiden van een uitvoering of de op een fonogram vastgelegde geluiden of weergaven van geluiden ». In artikel 2, f) wordt « uitzending » echter gedefinieerd als « transmissie langs draadloze weg van geluiden of van beelden en geluiden of van de weergaven daarvan voor ontvangst door het publiek ».

De formulering van deze definities staft de interpretatie dat de rechten van mededeling aan het publiek en vastlegging beperkt zijn tot hoorbare uitvoeringen terwijl het recht op uitzending van niet vastgelegde uitvoeringen zowel hoorbare als audiovisuele uitvoeringen betreft.

Wat Artikel 14, 1 van het TRIPS-akkoord betreft is het zo dat de mogelijkheid die uitvoerende kunstenaars hebben om vastlegging van hun live-uitvoeringen en reproductie van dergelijke vastlegging te verhinderen, zich enkel uitstrekt tot vastlegging op fonogrammen, terwijl de mogelijkheid om uitzending en mededeling aan het publiek van live-uitvoeringen te verhinderen zich uitstrekt tot alle soorten van live-uitvoeringen.

Tevens moet opgemerkt worden dat hoewel het toepassingsgebied van de rechten voor uitvoerende kunstenaars in het WPPT praktisch hetzelfde is als in het TRIPS-akkoord, de aard ervan anders is dan die van dergelijke rechten onder het TRIPS-akkoord en onder artikel 7 van de Conventie van Rome. Terwijl het TRIPS-akkoord en de Conventie voorzien in de « mogelijkheid om de handelingen in kwestie te verhinderen » worden in het Verdrag « uitsluitende rechten » verleend om dergelijke handelingen toe te staan.

Artikelen 7 en 11

In de artikelen 7 en 11 wordt de draagwijdte van het reproductierecht geregeld wat betreft de opslag van uitvoeringen en fonogrammen in digitale vorm in een elektronisch medium. Artikel 7 handelt over het reproductierecht van de uitvoerende kunstenaars, terwijl artikel 11 over het reproductierecht van de producenten van fonogrammen handelt.

Hoewel het ontwerp van het WPPT sommige bepalingen bevatte, bedoeld om de toepassing van het reproductierecht op opslag van uitvoeringen en

exécutions et des phonogrammes sous forme numérique sur un support électronique, celles-ci n'ont pas été insérées dans le texte du Traité. Toutefois, la Conférence diplomatique a adopté la déclaration commune suivante: « Le droit de reproduction énoncé aux articles 7 et 11 et les exceptions dont il peut être assorti en vertu de l'article 16 s'appliquent pleinement dans l'environnement numérique, en particulier à l'utilisation des interprétations et exécutions et des phonogrammes sous forme numérique. Il est entendu que le stockage d'une interprétation ou exécution protégée, ou d'un phonogramme protégé, sous forme numérique sur un support électronique constitue une reproduction au sens de ces articles ».

La première phrase énonce une évidence, à savoir que les dispositions du Traité sur les droits de reproduction s'appliquent pleinement dans un environnement numérique. La notion de « reproduction » ne doit pas être restreinte pour la seule raison qu'une reproduction a été réalisée sous une forme numérique, par le biais d'un stockage dans une mémoire électronique, ou que cette reproduction est de nature temporaire. Il découle également de cette première phrase que l'article 16 est aussi pleinement d'application. Cela constitue un fondement approprié pour introduire dans la législation nationale des exceptions justifiées, telles que les reproductions temporaires et occasionnelles conformément au test en trois étapes visé par cet article du Traité.

Article 8

Pour ce qui est du droit de distribution, l'article 8, alinéa 1^{er} énonce que « les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public de l'original et de copies de leurs interprétations ou exécutions fixées sur phonogrammes par la vente ou tout autre transfert de propriété ». L'article 8, alinéa 2 traite de l'épuisement de ce droit. Il n'oblige pas les États contractants à opter pour l'épuisement national/régional ou international, ni à régler la question de l'épuisement.

Afin d'être complet, on peut signaler que l'épuisement, en ce qui concerne les auteurs, est réglé au plan européen par l'article 4, alinéa 2 de la directive 2001/29/CE qui prévoit un épuisement communautaire.

Au niveau belge, la loi du 22 mai 2005 transposant la directive 2001/29/CE choisit, quant à lui, de faire explicitement mention du principe de l'épuisement communautaire pour les auteurs, à l'article 1^{er} de la loi relative au droit d'auteur. Pour les bénéficiaires des

fonogrammes in digitale vorm in een elektronisch medium te verduidelijken, werden deze bepalingen uiteindelijk niet opgenomen in de tekst van het Verdrag. In de Diplomatieke Conferentie werd echter een gemeenschappelijke Verklaring aangenomen die als volgt luidt: « Het reproductierecht, zoals omschreven in de artikelen 7 en 11, en de krachtens artikel 16 toegestane uitzonderingen zijn ten volle van toepassing in de digitale omgeving en met name op het gebruik van uitvoeringen en fonogrammen in digitale vorm. Het is wel verstaan dat het opslaan in digitale vorm van een beschermende uitvoering of een beschermd fonogram in een elektronisch medium een reproductie vormt in de zin van voornoemde artikelen ».

Wat de eerste zin betreft, ligt het voor de hand dat met name de bepalingen van het Verdrag over reproductierechten volledig toepasbaar zijn in een digitale omgeving. Het begrip « reproductierecht » moet niet worden beperkt, louter omdat een reproductie in digitale vorm is gebeurd via opslag in een elektronisch geheugen of omdat een reproductie van tijdelijke aard is. Tegelijkertijd resulteert uit dezelfde eerste zin dat ook artikel 16 van het Verdrag volledig van toepassing is. Dit vormt een basis voor het invoeren in de nationale wetgeving, van verantwoorde uitzonderingen, zoals met betrekking tot bepaalde tijdelijke en incidentele reproducties, in overeenstemming met de « drie-stappen-test » waarin voorzien is door deze bepaling van het Verdrag.

Artikel 8

Wat het distributierecht betreft, wordt in artikel 8, eerste lid bepaald dat uitvoerende kunstenaars het uitsluitend recht hebben om toestemming te verlenen voor het door verkoop of andere overgang van eigendom voor het publiek beschikbaar stellen van het origineel van hun uitvoeringen vastgelegd op fonogrammen en van kopieën daarvan. Artikel 8, tweede lid handelt over de uitputting van het distributierecht. Het verduidelijkt dat het Verdrag de Verdragsluitende Partijen er niet toe verplicht om te kiezen voor nationale, regionale of internationale uitputting -of het probleem van uitputting überhaupt te regelen- van het distributierecht.

Voor de volledigheid kan vermeld worden dat de kwestie van de uitputting wat de auteurs betreft op Europees vlak geregeld wordt door artikel 4, tweede lid van richtlijn 2001/29/EG. In dat artikel wordt voorzien in een communautaire uitputting.

Op Belgisch vlak werd er in de wet van 22 mei 2005 houdende omzetting van richtlijn 2001/29/EG de voorkeur aan gegeven om het principe van de communautaire uitputting voor de auteurs expliciet op te nemen in artikel 1 Auteurswet. Ook voor de

droits voisins, la loi prévoit également de manière expresse le principe de l'épuisement communautaire, plus précisément aux articles 35 (artistes exécutants), 39 (producteurs de phonogrammes et de premières fixations de films) et 44 (organismes de radiodiffusion) de cette même loi.

Article 9

Le présent article prévoit un droit exclusif de location à l'usage des artistes-interprètes relatif à l'original de leurs exécutions fixées sur phonogramme, ainsi qu'à leurs copies. Le deuxième alinéa offre toutefois la possibilité aux Parties contractantes qui, au 15 avril 1994, ont prévu, pour la location commerciale, un système de rémunération équitable, de conserver ce système sous certaines conditions.

Cette disposition est mise en œuvre au niveau européen par la directive 92/100/CEE du Conseil du 19 novembre 1992 relative au droit de location et de prêt et à certains droits voisins du droit d'auteur dans le domaine de la propriété intellectuelle, notamment l'article 2 de la directive.

Au niveau belge, le droit de location pour les artistes-interprètes est réglementé par l'article 35 de la loi sur le droit d'auteur. La loi belge est donc déjà conforme au prescrit de l'article 9 du WPPT.

Articles 10 et 14

Les articles 10 et 14 visent la transmission d'exécutions et de phonogrammes dans des réseaux numériques. La solution qui a été donnée à cette question a été baptisée « solution parapluie » (« umbrella solution »). L'article 10 traite des droits des artistes-interprètes, l'article 14 des droits des producteurs de phonogrammes.

Les travaux préparatoires menés par les Comités de l'OMPI ont permis d'arriver à un accord selon lequel la transmission d'œuvres via Internet et d'autres réseaux similaires devrait faire l'objet d'un droit exclusif d'autorisation de l'auteur ou de ses ayants droit, en prévoyant bien évidemment les exceptions adéquates.

Néanmoins, aucun consensus n'a pu être trouvé quant à la manière de mettre en œuvre ce droit exclusif, autrement dit quant au(x) droit(s) applicable(s). Le droit de communication au public et le droit de distribution ont été présentés comme les deux principales possibilités.

naburige rechthebbenden werd er de voorkeur aan gegeven het principe van de communautaire uitputting expliciet op te nemen in de Auteurswet, meer bepaald in de artikelen 35 (uitvoerende kunstenaars), 39 (producenten van fonogrammen en van de eerste vastleggingen van films) en 44 (omroeporganisaties).

Artikel 9

Dit artikel voorziet in een exclusief recht van verhuur ten behoeve van de uitvoerende kunstenaars met betrekking tot het origineel van hun op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen, en kopieën daarvan. Het tweede lid biedt evenwel de mogelijkheid aan Verdragsluitende Partijen die op 15 april 1994 voor de commerciële verhuur voorzagen in een systeem van billijke vergoeding, dit systeem onder bepaalde voorwaarden te behouden.

Aan deze bepaling wordt op Europees vlak invulling gegeven door richtlijn 92/100/EEG van de Raad van 19 november 1992 betreffende het verhuurrecht, het uitleenrecht en bepaalde naburige rechten op het gebied van intellectuele eigendom, meer bepaald door artikel 2 van die richtlijn.

Op Belgisch vlak wordt het recht van verhuur voor de uitvoerende kunstenaars geregeld in artikel 35 Auteurswet. Hieruit moge blijken dat de Belgische wet op inhoudelijk vlak reeds in overeenstemming is met artikel 9 WPPT.

Artikelen 10 en 14

De artikelen 10 en 14 handelen over de transmissie van uitvoeringen en fonogrammen in digitale netwerken. De oplossing die aan dit onderwerp gegeven werd, kreeg de naam « paraplu oplossing » (« umbrella solution ») mee. Artikel 10 handelt over de rechten van uitvoerende kunstenaars, terwijl artikel 14 over de rechten van producenten van fonogrammen handelt.

Gedurende de voorbereidende werkzaamheden, tekende zich een akkoord af binnen de WIPO-comités dat de doorgifte van werken via het Internet en gelijkaardige netwerken het voorwerp zou moeten uitmaken van een exclusief recht van toestemming van de auteur of de rechthebbende; vanzelfsprekend met gepaste uitzonderingen.

Er werd evenwel geen overeenstemming bereikt betreffende de manier waarop dit exclusieve recht diende geïmplementeerd te worden, met andere woorden welk recht of welke rechten daartoe dienden aangewend te worden. Het recht van mededeling aan het publiek en het distributierecht werden daarbij naar voren geschoven als de twee belangrijkste mogelijkheden.

Les différences en matière de qualification légale des transmissions numériques s'expliquent, en partie, par la complexité de leur nature et par le fait que les divers experts ont choisi de privilégier un aspect plutôt qu'un autre. Il y a toutefois une raison plus fondamentale à ces divergences : la grande disparité des législations nationales du point de vue de la couverture des deux droits susmentionnés. Il est dès lors apparu, de façon évidente, qu'il serait difficile de s'accorder sur une solution fondée sur l'un de ces droits plutôt que sur l'autre.

On a opté pour une solution spécifique, c'est-à-dire une définition neutre de la transmission numérique, libre de toute qualification légale particulière. Cette description doit être spécifique d'un point de vue technologique et doit également exprimer la nature interactive des transmissions numériques. Il importe, concernant la qualification légale du droit exclusif (en d'autres termes, la liberté du choix du(des) droit(s) applicable(s)), de laisser suffisamment de marge de manœuvre aux législateurs nationaux. Cette solution a été dite « solution parapluie ».

Pour ce qui est du WPPT, les dispositions pertinentes figurent aux articles 10 et 14, conformément auxquels les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes jouissent « du droit exclusif d'autoriser la mise à disposition du public, par fil ou sans fil », respectivement de leurs interprétations ou exécutions fixées sur des phonogrammes et de leurs phonogrammes, « de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ». Il est également évident, dans le cas qui nous occupe, et dans le respect de la liberté de choix des Parties contractantes quant à la qualification légale des actes couverts par certains droits conférés par les traités, que ces Parties peuvent exécuter les dispositions en question, non seulement en appliquant un droit spécifique, mais aussi d'autres droits tels que le droit de distribution ou le droit de communication au public (moyennant le plein respect de leur obligation d'octroyer un droit exclusif d'autorisation des actes décrits).

Quant au WCT, les dispositions visées sont inscrites à l'article 8 : « Sans préjudice des dispositions des articles 11, alinéa 1), 2°), 11*bis*, alinéa 1), 1°) et 2°), 11*ter*, alinéa 1), 2°), 14, alinéa 1), 2°) et 14*bis*, alinéa 1), de la Convention de Berne, les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser toute communication au public de leurs œuvres par fil ou sans fil, y compris la mise à la disposition du public de leurs œuvres de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit de manière individualisée ». Lors de la

Vershillen in de juridische kwalificatie van digitale doorgiften waren gedeeltelijk te wijten aan het feit dat zulke doorgiften van complexe aard zijn, en dat de verschillende deskundigen een bepaald aspect belangrijker vonden dan een ander aspect. Er was evenwel een meer fundamentele reden, namelijk dat de afdekking van de twee voormelde rechten in de nationale wetgevingen in grote mate verschillen. Voornamelijk om deze reden werd het duidelijk dat een oplossing op basis van een consensus, waarbij het ene recht boven het andere zou worden verkozen, moeilijk bereikt zou kunnen worden.

Om deze reden werd een specifieke oplossing uitgewerkt en voorgesteld. Deze oplossing bestaat erin dat de handeling van digitale doorgifte op een neutrale wijze dient omschreven te worden, los van een specifieke juridische kwalificatie, dit wil zeggen, zonder te specificeren welk van de twee hierboven vermelde « traditionele » rechten de digitale doorgifte omvat. Deze beschrijving dient technologie-specifiek te zijn, en dient ook de interactieve aard van digitale doorgiften uit te drukken. Met betrekking tot de juridische kwalificatie van het uitsluitende recht zou voldoende vrijheid moeten worden geboden aan de nationale wetgevers. Deze oplossing wordt de « paraplu oplossing » genoemd.

Wat het WPPT betreft, zijn de toepasselijke bepalingen opgenomen in artikel 10 en 14, op grond waarvan uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen respectievelijk « het uitsluitende recht moeten hebben om toestemming te verlenen voor het op zodanige wijze per draad of langs draadloze weg beschikbaar stellen » van hun op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen of van hun fonogrammen « dat deze voor leden van het publiek toegankelijk zijn vanaf een door hen gekozen plaats en op een door hen gekozen tijdstip ». Het is ook duidelijk, in dit geval, gelet op de vrijheid van de Verdragsluitende Partijen om handelingen beschermd door bepaalde rechten, als bepaald in de verdragen, te implementeren, dat deze Partijen de relevante bepalingen mogen toepassen, niet enkel door een specifiek recht toe te passen maar ook door andere rechten toe te passen zoals het distributierecht of het recht van mededeling aan het publiek (zolang hun verplichtingen inzake verlening van een uitsluitend recht tot toelating, met betrekking tot de omschreven daden, volledig worden nageleefd).

In het geval van het WCT zijn de desbetreffende bepalingen omvat in Artikel 8, dat als volgt luidt : « Onverminderd de bepalingen van de artikelen 11, 1), 2°), 11*bis*, 1), 1°) en 2°), 11*ter*, 1), 2°), 14, 1), 2°) en 14*bis*, 1) van de Berner Conventie, hebben auteurs van werken van letterkunde en kunst het uitsluitend recht om toestemming te verlenen voor het per draad of langs draadloze weg mededelen van hun werken aan het publiek, met inbegrip van het op zodanige wijze voor het publiek beschikbaar stellen van hun werken dat deze voor leden van het publiek beschikbaar zijn

discussion de cette disposition à la Commission principale I de la Conférence diplomatique susmentionnée, il a été déclaré — et aucune délégation ne s'est opposée à cette déclaration — que les Parties contractantes sont libres de mettre en œuvre l'obligation d'octroi d'un droit exclusif en vue d'autoriser la « mise à disposition du public », également par le biais de l'application d'un droit autre que le droit de communication au public ou encore en combinant différents droits. Par « autre » droit, on entend bien évidemment le droit de distribution (ce qui veut dire que la solution parapluie a aussi été appliquée pour le WCT en matière de transmission numérique).

L'article 8 du WCT a fait l'objet de la déclaration commune suivante: « Il est entendu que la simple fourniture d'installations destinées à permettre ou à réaliser une communication ne constitue pas une communication au public au sens du présent traité ou de la Convention de Berne. Il est entendu en outre que rien, dans l'article 8, n'interdit à une Partie contractante d'appliquer l'article 11*bis*.2 ». Sur la base des débats qui ont eu lieu au sein de la Commission principale I à ce propos, il est apparu que la Déclaration commune avait pour objectif de clarifier la question de la responsabilité des fournisseurs de services et d'accès dans le contexte des réseaux numériques, tels qu'Internet. Il va également de soi, bien qu'il n'en soit pas fait mention explicitement, que le principe inscrit dans la Déclaration commune s'applique aussi, *mutatis mutandis*, aux dispositions précitées des articles 10 et 14 du WPPT relatifs à la « mise à disposition du public ».

La Déclaration commune contient une évidence. Il est clair que, lorsqu'une personne accomplit un acte non couvert par un droit prévu par la Convention (et les législations nationales correspondantes), cette personne n'est pas directement responsable pour l'acte qui est couvert par un tel droit. Par contre, il s'agit de tout autre chose lorsque, en fonction de circonstances, l'intéressé peut toujours être responsable sur une autre base, telle que la responsabilité pour faute commune ou faute partagée ou la responsabilité pour le fait d'autrui (« contributory or vicarious liability »). Les questions de responsabilité sont extrêmement complexes. En effet, pour pouvoir juger une affaire donnée, la connaissance d'un large volume de législation et de jurisprudence est requise dans chaque pays. C'est la raison pour laquelle les traités internationaux portant sur la propriété intellectuelle ne couvrent pas, à juste titre, ces questions. Il en va de même pour le WPPT.

vanaf een door hen gekozen plaats en op een door hen gekozen tijdstip ». Tijdens de bespreking van deze bepaling in het Vast Comité I van de Diplomatieke Conferentie werd verklaard -en geen enkele delegatie verzette zich tegen deze verklaring- dat Verdragsluitende Partijen de vrijheid hebben de verplichting om een uitsluitend recht toe te kennen om toestemming te verlenen voor het « beschikbaar stellen voor het publiek » te implementeren via de toepassing van een ander recht dan het recht van mededeling aan het publiek of door de combinatie van verschillende rechten. Met het « andere » recht, werd uiteraard in eerste instantie aan het distributierecht gedacht. (Dat betekent dat wat betreft de digitale transmissies de « paraplu oplossing » ook werd toegepast in het WCT).

Er werd een gemeenschappelijke Verklaring aangenomen betreffende artikel 8. Deze stelt het volgende: « Het is wel verstaan dat de enkele terbeschikkingstelling van materiële faciliteiten voor het mogelijk maken of verrichten van een mededeling op zich geen mededeling in de zin van dit Verdrag of de Berner Conventie uitmaakt. Het is voorts wel verstaan dat niets in artikel 8 van dit Verdrag eraan in de weg staat dat een Verdragsluitende Partij artikel 11*bis*, 2), van de Berner Conventie toepast. » Op basis van besprekingen binnen het Vast Comité I betreffende dit punt is het duidelijk dat de eerste zin van de gemeenschappelijke Verklaring bedoeld was om het punt van de aansprakelijkheid van dienst- en toegangsverleners in digitale netwerken zoals het Internet te verduidelijken. Het is evenzeer duidelijk, ofschoon dat niet expliciet gesteld werd, dat het principe dat is weergegeven in de gemeenschappelijke Verklaring ook *mutatis mutandis* van toepassing is op de bovenvermelde bepalingen van Artikel 10 en 14 van het WPPT betreffende « beschikbaar stellen voor het publiek ».

De gemeenschappelijke Verklaring stelt eigenlijk iets vanzelfsprekends, daar het voor de hand ligt dat indien een persoon een handeling uitvoert die niet gedekt is door een recht waarin het Verdrag (of de overeenstemmende nationale wetgevingen) voorziet, deze persoon niet rechtstreeks aansprakelijk kan gesteld worden voor de handeling die wel gedekt is door dergelijk recht. Een andere zaak is evenwel dat hij, afhankelijk van de omstandigheden, steeds aansprakelijk kan zijn op een andere grond, zoals de aansprakelijkheid uit gemeenschappelijke fout of gedeelde fout of de aansprakelijkheid voor daden van derden (« contributory or vicarious liability »). Vragen omtrent aansprakelijkheid zijn echter zeer complex; in elk land is de kennis van een groot volume van wetgeving en rechtspraak vereist om een concrete zaak te kunnen beoordelen. Om deze reden omvatten internationale Verdragen betreffende intellectuele eigendom begrijpelijkerwijs geen aansprakelijkheidskwesties. Het WPPT volgt deze traditie.

Articles 11 et 13

En plus des droits de « mise à disposition » et de distribution, le WPPT prévoit les mêmes droits pour les producteurs de phonogrammes — droit de reproduction et droit de location (articles 11 et 13) — que ceux octroyés par l'Accord sur les ADPIC (article 14, 2 et 4).

Article 12

L'article 12 comporte *mutatis mutandis* les mêmes dispositions pour les producteurs de phonogrammes pour ce qui est du droit de distribution de leurs phonogrammes que celles inscrites à l'article 8 pour les artistes interprètes ou exécutions concernant le droit de distribution de leurs interprétations ou exécutions fixées sur un phonogramme.

Article 15

L'article 15 offre quasiment le même genre de rémunération aux artistes interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes que l'article 12 de la Convention de Rome avec quasiment les mêmes réserves éventuelles que celles prévues par l'article 16, alinéa 1^{er}, a) de la Convention. Une exception est que l'article 12 laisse au législateur national le soin de décider si ce droit doit être accordé aux artistes interprètes ou exécutants ou aux producteurs de phonogrammes ou aux deux, tandis que l'article 15 du WPPT prescrit que ce droit doit être conféré aux deux catégories, sous la forme d'une rémunération unique équitable.

L'article 15, alinéa 4, du Traité met en exergue une caractéristique spécifique de cet article : « Aux fins du présent article, les phonogrammes mis à la disposition du public, par fil ou sans fil, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement sont réputés avoir été publiés à des fins de commerce ».

La Conférence diplomatique a adopté la Déclaration commune suivante à propos de cet article : « Il est entendu que l'article 15 n'apporte pas une solution définitive à la question du niveau des droits de radiodiffusion et de communication au public dont devraient jouir, à l'ère du numérique, les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes. Les délégations n'ayant pu parvenir à un consensus sur les propositions divergentes concernant les aspects de l'exclusivité à accorder dans certaines circonstances, ou les droits à reconnaître sans possibilité de réserves, elles ont renoncé pour le présent à régler la question ». Cette Déclaration

Artikelen 11 en 13

Naast het « recht van beschikbaarstelling » en het distributierecht, voorziet het WPPT in dezelfde rechten voor producenten van fonogrammen — reproductierecht en recht van verhuur (artikelen 11 en 13) — als die welke toegekend worden onder het TRIPS-akkoord (artikel 14, 2 en 4).

Artikel 12

Artikel 12 bevat *mutatis mutandis* dezelfde bepalingen voor producenten van fonogrammen met betrekking tot het distributierecht van hun fonogrammen als artikel 8 voor uitvoerende kunstenaars met betrekking tot hun op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen.

Artikel 15

In artikel 15 is praktisch in hetzelfde soort van vergoedingsrecht voor uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen voorzien als in artikel 12 van de Conventie van Rome en met ongeveer dezelfde mogelijke voorbehouden als in artikel 16, eerste lid, a) van de Conventie van Rome. Een uitzondering is dat artikel 12 bepaalt dat de nationale wetgever moet beslissen of dit recht wordt verleend aan uitvoerende kunstenaars, aan producenten of aan beide, terwijl artikel 15 WPPT bepaalt dat dit recht aan beide moet worden verleend in de vorm van één enkele billijke vergoeding.

Een specifiek aspect ligt besloten in artikel 15, vierde lid, waarin het volgende is bepaald : « Voor de toepassing van dit artikel worden fonogrammen die per draad of langs draadloze weg aan het publiek beschikbaar worden gesteld op zodanige wijze dat deze voor leden van het publiek toegankelijk zijn vanaf een door hen gekozen plaats en op een door hen gekozen tijdstip, geacht voor commerciële doeleinden te zijn gepubliceerd ».

De Diplomatieke Conferentie nam de volgende gemeenschappelijke Verklaring met betrekking tot artikel 15 aan : « Het is wel verstaan dat artikel 15 geen uitputtend antwoord geeft op de vraag in welke omvang rechten van uitzending en mededeling aan het publiek dienen toe te komen aan producenten van fonogrammen en uitvoerende kunstenaars in het digitale tijdperk. De delegaties zijn het niet eens kunnen worden over verschillende voorstellen inzake het verlenen in bepaalde opzichten van exclusiviteit onder zekere omstandigheden of inzake het toekennen van rechten zonder mogelijkheid van voorbehoud, en hebben derhalve dit punt voor later gereserveerd ».

renvoie à la position selon laquelle, dans le cas de certains services quasi à la demande, l'octroi de droits exclusifs est justifié.

Article 16

S'agissant du WCT, la déclaration commune suivante, relative aux limitations et exceptions, a été adoptée: «Il est entendu que les dispositions de l'article 10 permettent aux Parties contractantes de maintenir et d'étendre de manière adéquate dans l'environnement numérique les limitations et exceptions prévues dans leurs législations nationales qui ont été considérées comme acceptables en vertu de la Convention de Berne. De même, ces dispositions doivent être interprétées comme permettant aux Parties contractantes de concevoir de nouvelles exceptions et limitations qui soient appropriées dans l'environnement des réseaux numériques.

Il est aussi entendu que l'article 10, alinéa 2, ne réduit ni n'étend le champ d'application des limitations et exceptions permises par la Convention de Berne». La Conférence diplomatique a jugé cette déclaration applicable *mutatis mutandis* à l'article 16 du WPPT relatif aux limitations et exceptions.

Bien évidemment, les exceptions ou limitations — qu'elles soient nouvelles ou qu'elles existent déjà — dans un environnement numérique ne sont applicables que si elles satisfont au test en trois étapes mentionné à l'article 16, alinéa 2 du Traité.

Conformément à l'article 16, alinéa 1 du WPPT, les Parties contractantes «ont la faculté de prévoir dans leur législation nationale, en ce qui concerne la protection des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes, des limitations ou exceptions de même nature que celles qui y sont prévues en ce qui concerne la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques».

Cette disposition correspond, en substance, à l'article 15, alinéa 2 de la Convention de Rome. Il existe toutefois une différence importante entre ces deux dispositions: la Convention de Rome prévoit également, en son article 15, alinéa 1^{er}, des limitations spécifiques, indépendantes de celles imposées par une législation nationale donnée en matière de protection du droit d'auteur.

Deux de ces limitations spécifiques (utilisation de courts fragments à l'occasion du compte-rendu d'un événement d'actualité et fixation éphémère pour un organisme de radiodiffusion) sont conformes aux dispositions correspondantes de la Convention de

Deze Verklaring verwijst naar het standpunt dat in het geval van sommige «near-on-demand» diensten het toekennen van uitsluitende rechten gerechtvaardigd zijn.

Artikel 16

In het geval van het WCT werd een gemeenschappelijke Verklaring aangenomen betreffende beperkingen en uitzonderingen, die als volgt luidt: «Het is wel verstaan dat het bepaalde in artikel 10 het de Verdragsluitende Partijen toestaat om in hun nationale recht voorziene beperkingen en uitzonderingen die overeenkomstig de Berner Conventie aanvaardbaar worden geacht, van toepassing te doen zijn op, en op passende wijze uit te breiden tot, de digitale omgeving. Het bepaalde in dit artikel dient voorts zo te worden uitgelegd dat het de Verdragsluitende Partijen toestaat om nieuwe beperkingen en uitzonderingen uit te werken die aan de digitale netwerkomgeving zijn aangepast.

Het is eveneens wel verstaan dat het bepaalde in artikel 10, tweede lid, het toepassingsgebied van de krachtens de Berner Conventie toegestane beperkingen en uitzonderingen niet beperkt noch uitbreidt». In de Diplomatieke Conferentie werd bepaald dat deze Overeengekomen Verklaring *mutatis mutandis* ook van toepassing is op Artikel 16 van het WPPT betreffende beperkingen en uitzonderingen.

Het moge duidelijk zijn dat beperkingen en uitzonderingen — bestaande of nieuwe — in de digitale omgeving enkel toepasselijk zijn als ze voldoen aan de «drie-stappen-test» vermeld in Artikel 16, tweede lid van het Verdrag.

Artikel 16, eerste lid WPPT bepaalt dat de Verdragsluitende Partijen «in hun nationale wetgeving kunnen voorzien in soortgelijke beperkingen of uitzonderingen ten aanzien van de bescherming van uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen als waarin zij in hun nationale wetgeving voorzien in verband met de bescherming van het auteursrecht op werken van letterkunde en kunst».

Deze bepaling stemt in hoofdzaak overeen met artikel 15, tweede lid van de Conventie van Rome. Een groot verschil is echter dat de Conventie van Rome in artikel 15, eerste lid ervan ook in specifieke beperkingen voorziet los van die waarin in een gegeven nationale wet betreffende auteurs-bescherming is voorzien.

Twee van deze specifieke beperkingen (gebruik van korte fragmenten om actuele gebeurtenissen te verslaan en kortstondige vastleggingen door omroeporganisaties) zijn in overeenstemming met de overeenkomstige bepalingen van de Berner Conventie; de

Berne, contrairement à une troisième limitation portant sur l'usage privé, sans autres conditions. La Convention de Berne, quant à elle, comprend, en son article 9, alinéa 2, des dispositions générales couvrant les limitations en cas d'usage privé qui sont dès lors soumises au test à trois étapes.

Si un pays est partie aux WCT et WPPT, ce qui est souhaitable sur la base de l'article 16, alinéa 1^{er} susvisé, il est tenu d'appliquer ces trois critères pour toutes les limitations et exceptions aux droits prévus par le WPPT. L'article 16, alinéa 2 de ce Traité comporte néanmoins une disposition prescrivant directement l'application de ces critères (auxquels il doit donc être satisfait, indépendamment de l'adhésion ou non d'un pays donné au WCT): «Les parties contractantes doivent restreindre toutes les limitations ou exceptions dont elles assortissent les droits prévus dans le présent traité à certains cas spéciaux où il n'est pas porté atteinte à l'exploitation normale de l'interprétation ou exécution ou du phonogramme, ni causé de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'artiste interprète ou exécutant ou du producteur du phonogramme».

Article 17

En vertu de l'article 17 du WPPT, «la durée de la protection à accorder aux artistes interprètes ou exécutants en vertu du présent traité ne doit pas être inférieure à une période de 50 ans à compter de la fin de l'année où l'interprétation ou exécution a été fixée sur un phonogramme». Cette durée semble être différente de celle prévue par l'article 14, 5 de l'Accord sur les ADPIC, qui fait également référence à l'année où l'interprétation ou exécution a eu lieu en tant que point de départ alternatif pour calculer la durée de la protection. En pratique, cependant, il n'y a aucune différence, dès lors que, dans le cas d'une interprétation ou exécution non fixée, la durée de la protection n'a qu'une importance toute théorique.

La durée de la protection des phonogrammes diffère substantiellement de celle prévue par l'Accord sur les ADPIC. Selon l'article 14.5 de cet accord, la période de 50 ans est toujours calculée à partir de la fin de l'année durant laquelle la fixation a été réalisée, tandis que l'article 17, alinéa 2 du WPPT prévoit que la période commence à courir à compter de la fin de l'année où le phonogramme a été publié et que ce n'est qu'à défaut d'une telle publication, qu'elle est calculée de la manière prévue par l'Accord sur les ADPIC. Étant donné que la publication vient normalement après la fixation, la durée de protection offerte par le Traité est en général un peu plus longue.

derde specifieke beperking echter niet aangezien hierbij wordt voorzien in de mogelijkheid van beperkingen ten aanzien van het privé-gebruik zonder verdere voorwaarden, terwijl in de Berner Conventie beperkingen voor privé-gebruik ook onder de algemene bepalingen van artikel 9, tweede lid vallen en bijgevolg moeten worden getoetst aan de «drie-stappen-test».

Als een land zowel tot het WCT als het WPPT toetreedt, wat wenselijk is op basis van artikel 16, eerste lid van het WPPT, is het ertoe verplicht de «drie-stappen-test» ook toe te passen voor beperkingen en uitzonderingen op de rechten bepaald in het WPPT. Artikel 16, tweede lid van het WPPT bevat echter een bepaling waarbij dit ook direct wordt opgelegd (en dus is die test toepasselijk ongeacht of een gegeven land al dan niet ook tot het WCT is toegetreten); het luidt als volgt: «De Verdragsluitende Partijen begrenzen alle beperkingen van of uitzonderingen op de rechten waarin dit Verdrag voorziet tot bepaalde speciale gevallen die geen afbreuk doen aan een normale exploitatie van de uitvoering of het fonogram en die niet op ongerechtvaardigde wijze schade toebrengen aan de rechtmatige belangen van de uitvoerend kunstenaar of de producent van het fonogram».

Artikel 17

Artikel 17 van het WPPT bepaalt: «De duur van de krachtens dit Verdrag aan uitvoerende kunstenaars te verlenen bescherming loopt tot ten minste het einde van een tijdvak van 50 jaar, te rekenen vanaf het einde van het jaar waarin de uitvoering op een fonogram werd vastgelegd». Deze duur lijkt te verschillen van de duur bepaald in artikel 14, 5 van het TRIPS-akkoord, dat ook verwijst naar het jaar waarin de uitvoering plaatsvond als een alternatief startpunt voor de berekening. In de praktijk is er echter geen verschil aangezien de beschermingsduur in het geval van een niet-vastgelegde uitvoering enkel van theoretisch belang is.

De beschermingsduur van fonogrammen verschilt ook in werkelijkheid van de duur waarin in het TRIPS-akkoord is voorzien. Volgens artikel 14, 5 van het akkoord, wordt de duur van 50 jaar altijd berekend vanaf het einde van het jaar waarin de vastlegging gebeurde, terwijl volgens artikel 17, tweede lid van het WPPT de duur berekend wordt vanaf het einde van het jaar waarin het fonogram werd gepubliceerd en het is enkel in geval van niet-publicatie dat de berekening gebeurt zoals bepaald in het TRIPS-akkoord. Aangezien publicatie normaal plaatsvindt na vastlegging, is de duur volgens het Verdrag in het algemeen iets langer.

Articles 18 et 19

Les travaux préparatoires ont permis d'établir qu'il n'était pas suffisant d'accorder des droits appropriés concernant l'usage numérique des œuvres et des prestations couvertes par les droits voisins, en particulier sur Internet. Dans un tel environnement, les droits ne peuvent s'appliquer de manière effective sans le support de mesures techniques de protection et sans information concernant le régime des droits requis pour l'octroi de licences et le contrôle de l'usage qui en est fait. Il a été convenu que l'application de telles mesures devrait être laissée aux intéressés, titulaires des droits, mais qu'il importerait également de prendre des dispositions adéquates afin de protéger l'usage de ces mesures et de ces informations. Ces dispositions sont contenues dans les articles 18 et 19 du WPPT.

L'article 18 du Traité énonce que les Parties contractantes doivent «prévoir une protection juridique appropriée et des sanctions juridiques efficaces contre la neutralisation des mesures techniques efficaces qui sont mises en œuvre par les artistes interprètes ou exécutants ou les producteurs de phonogrammes dans le cadre de l'exercice de leurs droits en vertu du présent traité et qui restreignent l'accomplissement, à l'égard de leurs interprétations ou exécutions ou de leurs phonogrammes, d'actes qui ne sont pas autorisés par les artistes interprètes ou exécutants ou les producteurs de phonogrammes concernés ou permis par la loi».

L'article 19, alinéa 1^{er} du Traité oblige les Parties contractantes à «prévoir des sanctions juridiques appropriées et efficaces contre toute personne qui accomplit l'un des actes suivants en sachant, ou, pour ce qui relève des sanctions civiles, en ayant des raisons valables de penser que cet acte va entraîner, permettre, faciliter ou dissimuler une atteinte à un droit prévu par le présent traité :

1^o supprimer ou modifier, sans y être habilitée, toute information relative au régime des droits se présentant sous forme électronique;

2^o distribuer, importer aux fins de distribution, radiodiffuser, communiquer au public ou mettre à la disposition du public, sans y être habilitée, des interprétations ou exécutions, des copies d'interprétations ou exécutions fixées ou des exemplaires de phonogrammes en sachant que des informations relatives au régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation».

L'article 19, alinéa 2 définit l'expression «information sur le régime des droits» comme les «informa-

Artikelen 18 en 19

Gedurende de voorbereidende werk-zaamheden werd erkend dat het niet volstond om louter rechten toe te kennen met betrekking tot het digitaal gebruik van werken, meer bepaald het gebruik op het Internet. In een dergelijke omgeving kunnen de rechten niet effectief worden toegepast zonder de hulp van technische beschermingsmaatregelen en informatie betreffende het beheer van de rechten, welke nodig zijn voor het geven van licenties en het controleren van het gebruik. Er was overeenstemming over dat de toepassing van dergelijke maatregelen en informatie dient te worden overgelaten aan belanghebbende rechthebbenden, maar dat tevens gepaste wettelijke bepalingen nodig waren om het gebruik van dergelijke maatregelen en informatie te beschermen. Dergelijke bepalingen zijn vervat in de artikelen 18 en 19 van het WPPT.

Artikel 18 van het Verdrag stelt dat de Verdragsluitende Partijen dienen te voorzien in «een adequate rechtsbescherming en doeltreffende rechtsmiddelen tegen het onwerkzaam maken van doeltreffende technische maatregelen die door uitvoerende kunstenaars of producenten van fonogrammen worden gebruikt in verband met de uitoefening van hun rechten krachtens dit Verdrag, teneinde te beletten dat met betrekking tot hun uitvoeringen of fonogrammen handelingen worden verricht waarvoor de kunstenaars of producenten geen toestemming hebben verleend of die rechs niet zijn geoorloofd».

Artikel 19, eerste lid van het Verdrag stelt dat de Verdragsluitende Partijen dienen te voorzien in «adequate en doeltreffende rechtsmiddelen tegen een ieder die zich willens en wetens aan een van de volgende handelingen schuldig maakt, in de wetenschap dat, of die met betrekking tot civielrechtelijke sancties redelijkerwijs kan vermoeden, dat deze handeling inbreuk op een in dit Verdrag voorzien recht tot gevolg zal hebben, mogelijk maken, vergemakkelijken of verhullen :

1^o het zonder toestemming verwijderen of wijzigen van in elektronische vorm opgeslagen informatie over het beheer van de rechten;

2^o het zonder toestemming verspreiden, importeren voor verspreiding, uitzenden, mededelen aan het publiek van uitvoeringen, kopieën van vastgelegde uitvoeringen of exemplaren van fonogrammen in de wetenschap dat in elektronische vorm opgeslagen informatie over het beheer van de rechten zonder toestemming is verwijderd of gewijzigd».

Artikel 19, tweede lid van het Verdrag definieert «informatie over het beheer van de rechten» als

tions permettant d'identifier l'artiste interprète ou exécutant, l'interprétation ou exécution, le producteur du phonogramme, le phonogramme, le titulaire de tout droit sur l'interprétation ou exécution ou sur le phonogramme ou des informations sur les conditions et modalités d'utilisation de l'interprétation ou exécution ou du phonogramme, et de tout numéro ou code représentant ces informations, lorsque l'un quelconque de ces éléments d'information est joint à la copie d'une interprétation ou exécution fixée ou à l'exemplaire d'un phonogramme ou apparaît en relation avec la communication au public ou la mise à disposition du public d'une interprétation ou exécution fixée d'un phonogramme».

S'agissant de l'article 12 du WCT, la Conférence diplomatique a adopté une déclaration commune, comportant des dispositions similaires à celles de l'article 19 du WPPT. La première partie de cette déclaration stipule qu'«il est entendu que l'expression «atteinte à un droit prévu par le présent traité ou la Convention de Berne» vise aussi bien les droits exclusifs que les droits à rémunération». La seconde, quant à elle, dit en substance qu'«il est entendu en outre que les Parties contractantes ne se fonderont pas sur cet article pour concevoir ou mettre en œuvre un régime des droits qui ait pour effet d'imposer des formalités non permises en vertu de la Convention de Berne ou du présent traité, interdisant le libre mouvement des marchandises ou empêchant la jouissance des droits reconnus par le présent traité». La Conférence diplomatique a annoncé que la Déclaration susmentionnée était applicable *mutatis mutandis* à l'article 19 du WPPT.

Au plan européen, la directive 2001/29/CE met en œuvre les articles 18 et 19 du WPPT, plus précisément dans les articles 6 et 7 de cette directive. Sur le plan belge, la loi du 22 mai 2005 transposant la directive 2001/29/CE prévoit d'insérer au Chapitre VIII de la loi sur le droit d'auteur une section *1bis* intitulée «Protection juridique des équipements techniques et information relative à la gestion des droits».

Article 20

L'article 20 du Traité énonce que «la jouissance et l'exercice des droits prévus dans le présent traité ne sont subordonnés à aucune formalité».

Article 21

Cet article traite de la possibilité d'émettre des réserves à l'égard du Traité. Il stipule qu'il n'est pas

«information die de uitvoerend kunstenaar, de uitvoering van de uitvoerend kunstenaar, de producent van het fonogram, het fonogram, de persoon die enig recht op de uitvoering of het fonogram heeft, identificeert of informatie over de voorwaarden waaronder de uitvoering of het fonogram mag worden gebruikt en alle getallen of codes waaruit die informatie bestaat, wanneer een van deze informatiebestanddelen aan een kopie van een vastgelegde uitvoering of een exemplaar van een fonogram is gehecht of in verband met de mededeling aan het publiek van een vastgelegde uitvoering of een fonogram kenbaar wordt».

Er werd door de Diplomatieke Conferentie een gemeenschappelijke Verklaring aangenomen betreffende artikel 12 van het WCT, dat bepalingen bevat die gelijkaardig zijn aan artikel 19 WPPT. Het eerste deel van de Overeengekomen Verklaring stelt dat: «Het is wel verstaan dat de uitdrukking «inbreuk op een recht uit hoofde van dit Verdrag of de Berner Conventie» zowel betrekking heeft op de uitsluitende rechten als op vergoedingsrechten». Het tweede deel stelt: «Het is voorts wel verstaan dat de Verdragsluitende Partijen geen beroep op dit artikel zullen doen om stelsels inzake het beheer van rechten uit te werken of toe te passen die ertoe zouden leiden dat formaliteiten worden opgelegd die overeenkomstig de Berner Conventie of dit Verdrag niet zijn toegestaan en waardoor het vrije verkeer van goederen zou worden verhinderd of het genot van rechten uit hoofde van dit Verdrag zou worden belemmerd». De Diplomatieke Conferentie stelde dat de hierboven vermelde gemeenschappelijke Verklaring *mutatis mutandis* ook van toepassing is op artikel 19 WPPT.

Op Europees vlak werd aan artikelen 18 en 19 WPPT invulling gegeven door richtlijn 2001/29/EG, meer bepaald door de artikelen 6 en 7 van die richtlijn. Op Belgisch vlak werd door de wet van 22 mei 2005 houdende omzetting van richtlijn 2001/29/EG in Hoofdstuk VIII van de Auteurswet een Afdeling *1bis* ingevoegd met als titel «Rechtsbescherming van technische voorzieningen en informatie betreffende het beheer van rechten».

Artikel 20

Volgens artikel 20 van het WPPT mag het genot en de uitoefening van de in dit Verdrag voorziene rechten niet onderworpen worden aan enige formaliteit.

Artikel 21

Dit artikel handelt over de mogelijkheid om voorbehouden ten aanzien van het Verdrag te maken. Het

possible de faire des réserves à l'égard du WPPT, sauf dans le cas prévu à l'article 15, troisième alinéa.

Article 22

L'article 22, alinéa 1^{er} du WPPT prévoit, de manière générale, une application *mutatis mutandis* de l'article 18 de la Convention de Berne, alors que l'article 22, alinéa 2 permet aux Parties contractantes de limiter l'application de l'article 5 traitant des droits moraux aux interprétations ou exécutions qui ont eu lieu après l'entrée en vigueur du Traité à leur égard.

Article 23

L'article 23 est constitué de deux alinéas. Le premier est la version *mutatis mutandis* de l'article 36, alinéa 1^{er} de la Convention de Berne. Il stipule que «les Parties contractantes s'engagent à adopter, en conformité avec leur système juridique, les mesures nécessaires pour assurer l'application du présent traité». Le second alinéa est la version *mutatis mutandis* de la première phrase de l'article 41, 1 de l'Accord sur les ADPIC. Il dit en substance que «les Parties contractantes feront en sorte que leur législation comporte des procédures destinées à faire respecter les droits prévus par le présent traité, de manière à permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte à ces droits, y compris des mesures propres à prévenir rapidement toute atteinte et des mesures propres à éviter toute atteinte ultérieure».

Articles 24 à 33

Les articles 24 à 33 contiennent les dispositions administratives et finales du Traité et portent sur des questions telles que l'Assemblée des Parties contractantes, le Bureau international, les conditions à remplir pour devenir partie au Traité, la signature du Traité, son entrée en vigueur, la date effective de la prise d'effet des obligations découlant du Traité, la dénonciation de celui-ci, les langues du Traité et son depositaire.

De manière générale, on peut affirmer que ces dispositions sont identiques ou semblables aux dispositions des autres traités de l'OMPI relatifs aux mêmes matières. Seules deux caractéristiques spécifiques méritent d'être soulignées: la possibilité pour les organisations intergouvernementales de devenir par-

bepaalt dat ten aanzien van het WPPT geen voorbehouden kunnen worden gemaakt, behoudens in het geval voorzien in artikel 15, derde lid.

Artikel 22

In artikel 22, eerste lid van het WPPT wordt in het algemeen voorzien in de *mutatis mutandis* toepassing van artikel 18 van de Berner Conventie. In artikel 22, tweede lid wordt de Verdragsluitende Partijen echter toegestaan de toepassing van artikel 5 over morele rechten te beperken tot uitvoeringen die hebben plaatsgevonden nadat dit Verdrag ten aanzien van hen in werking is getreden.

Artikel 23

Artikel 23 bevat twee leden. Het eerste lid is een *mutatis mutandis* versie van artikel 36, eerste lid van de Berner Conventie. Hierin wordt bepaald dat «De Verdragsluitende Partijen zich ertoe verbinden de noodzakelijke maatregelen te nemen, overeenkomstig hun wetgeving, teneinde de toepassing van dit Verdrag te verzekeren». Het tweede lid is een *mutatis mutandis* versie van de eerste zin van artikel 41, 1 van het TRIPS-akkoord. Het luidt als volgt: «De Verdragsluitende Partijen waarborgen dat hun wetgeving voorziet in procedures tot handhaving van de rechten waarmee doeltreffend kan worden opgetreden tegen iedere inbreuk op de rechten die in dit Verdrag zijn voorzien, met inbegrip van maatregelen waarmee op korte termijn inbreuk kan worden voorkomen, alsmede maatregelen die een afschrikmiddel voor verdere inbreuken vormen».

Artikelen 24 tot 33

De artikelen 24 tot 33 van het WPPT bevatten administratieve bepalingen en slotbepalingen die betrekking hebben op onderwerpen als de algemene Vergadering van Verdragsluitende Partijen, het Internationaal Bureau, voorwaarden om in aanmerking te komen als Partij bij het Verdrag, ondertekening van het Verdrag, inwerkingtreding van het Verdrag, datum waarop het Verdrag voor Partijen van kracht wordt, opzegging van het Verdrag, talen van het Verdrag en depositaris.

Deze bepalingen zijn over het algemeen dezelfde als of vergelijkbaar met de bepalingen van andere WIPO-verdragen die dezelfde onderwerpen behandelen. Slechts twee specifieke kenmerken moeten worden aangehaald: de mogelijkheid voor intergouvernementele organisaties om verdragspartij te worden,

ties au Traité et le nombre d'instruments de ratification ou d'adhésion requis pour l'entrée en vigueur du Traité.

L'article 26 du Traité définit les conditions à remplir pour devenir partie au Traité. L'article 26, alinéa 1^{er} prescrit que «tout État membre de l'OMPI peut devenir partie au présent traité». L'article 26, alinéa 2 dit en substance que «l'Assemblée peut décider d'autoriser à devenir partie au présent traité toute organisation intergouvernementale qui déclare qu'elle a compétence et dispose d'une législation propre liant tous ses États membres, en ce qui concerne les questions régies par le présent traité et qu'elle a été dûment autorisée, conformément à ses procédures internes, à devenir partie au présent traité». L'article 26, alinéa 3 énonce enfin que «la Communauté européenne, ayant fait la déclaration visée à l'alinéa précédent lors de la conférence diplomatique qui a adopté le présent traité, peut devenir partie au présent traité».

Le nombre d'actes de ratification ou d'adhésion requis pour l'entrée en vigueur des traités administrés par l'OMPI est habituellement relativement peu élevé. Il est généralement fixé à 5. L'article 29 du WPPT prévoit toutefois un nombre d'instruments de ratification ou d'adhésion bien supérieur, à savoir 30.

Le ministre des Affaires étrangères,

Karel DE GUCHT

Le ministre de l'Économie,

Marc VERWILGHEN.

en het aantal instrumenten voor bekrachtiging of toetreding noodzakelijk voor de inwerkingtreding van het Verdrag.

In artikel 26 van het Verdrag worden de voorwaarden bepaald voor het in aanmerking komen als Partij bij het Verdrag. Krachtens artikel 26, eerste lid kan elke WIPO-lidstaat verdragspartij worden. In artikel 26, tweede lid wordt bepaald dat de algemene Vergadering kan besluiten of zij een intergouvernementele organisatie als partij bij dit Verdrag toelaat, die verklaart dat zij bevoegd is en een eigen wetgeving heeft die al haar Lidstaten bindt, betreffende aangelegenheden die in dit Verdrag worden geregeld en dat zij overeenkomstig haar interne procedures naar behoren gemachtigd is om partij bij dit Verdrag te worden.» Artikel 26, derde lid voegt het volgende toe: «De Europese Gemeenschap, die tijdens de Diplomatieke Conferentie die dit Verdrag heeft aangenomen, de in het vorige lid bedoelde verklaring heeft afgelegd, kan partij worden bij dit Verdrag».

Het aantal akten van bekrachtiging of toetreding dat noodzakelijk is voor de inwerkingtreding van de verdragen toegepast door de WIPO is doorgaans vrij beperkt. Het zijn er meestal vijf. In artikel 29 van het WPPT is dit aantal veel hoger vastgelegd, met name 30 akten van bekrachtiging of toetreding door Staten.

De minister van Buitenlandse Zaken,

Karel DE GUCHT

De minister van Economie,

Marc VERWILGHEN.

PROJET DE LOI

ALBERT II,

Roi des Belges,

À tous, présents et à venir,
SALUT.

Sur la proposition de Notre ministre des Affaires étrangères et de Notre ministre de l'Economie,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre ministre des Affaires étrangères et Notre ministre de l'Economie sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives et de déposer au Sénat le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

Le Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, sortira son plein et entier effet.

Art. 3

Le Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le ministre des Affaires étrangères,

Karel DE GUCHT.

Le ministre de l'Economie,

Marc VERWILGHEN.

WETSONTWERP

ALBERT II,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze minister van Buitenlandse Zaken en van Onze minister van Economie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze minister van Buitenlandse Zaken en Onze minister van Economie zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Senaat in te dienen :

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

Het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 3

Het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te Brussel, 9 december 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De minister van Buitenlandse Zaken,

Karel DE GUCHT.

De minister van Economie,

Marc VERWILGHEN.

TRAITÉ

de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996.

PRÉAMBULE

Les Parties contractantes,

Désireuses de développer et d'assurer la protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques d'une manière aussi efficace et uniforme que possible,

Reconnaissant la nécessité d'instituer de nouvelles règles internationales et de préciser l'interprétation de certaines règles existantes pour apporter des réponses appropriées aux questions soulevées par l'évolution constatée dans les domaines économique, social, culturel et technique,

Reconnaissant que l'évolution et la convergence des techniques de l'information et de la communication ont une incidence considérable sur la création et l'utilisation des œuvres littéraires et artistiques,

Soulignant l'importance exceptionnelle que revêt la protection au titre du droit d'auteur pour l'encouragement de la création littéraire et artistique,

Reconnaissant la nécessité de maintenir un équilibre entre les droits des auteurs et l'intérêt public général, notamment en matière d'enseignement, de recherche et d'accès à l'information, telle qu'elle ressort de la Convention de Berne,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

Rapports avec la Convention de Berne

1) Le présent traité constitue un arrangement particulier au sens de l'article 20 de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, en ce qui concerne les Parties contractantes qui sont des pays membres de l'Union instituée par cette convention. Il n'a aucun lien avec d'autres traités que la Convention de Berne et s'applique sans préjudice des droits et obligations découlant de tout autre traité.

2) Aucune disposition du présent traité n'emporte dérogation aux obligations qu'ont les Parties contractantes les unes à l'égard des autres en vertu de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

3) Dans le présent traité, il faut entendre par « Convention de Berne » l'Acte de Paris du 24 juillet 1971 de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

4) Les Parties contractantes doivent se conformer aux articles 1^{er} à 21 et à l'annexe de la Convention de Berne.

Article 2

Étendue de la protection au titre du droit d'auteur

La protection au titre du droit d'auteur s'étend aux expressions et non aux idées, procédures, méthodes de fonctionnement ou concepts mathématiques en tant que tels.

VERTALING

VERDRAG

van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996.

PREAMBULE

De Verdragsluitende Partijen,

Geleid door de wens de bescherming van de rechten van auteurs op hun werken van letterkunde en kunst op een zo doeltreffend en eenvormig mogelijke wijze te ontwikkelen en te verzekeren,

Erkennend de noodzaak tot invoering van nieuwe internationale regels en tot verduidelijking van de interpretatie van bepaalde bestaande regels teneinde adequate oplossingen te vinden voor de vraagstukken die zijn ontstaan als gevolg van nieuwe economische, maatschappelijke, culturele en technologische ontwikkelingen,

Erkennend dat de ontwikkeling en de convergentie van informatie- en communicatietechnologieën een ingrijpende invloed hebben op de schepping en op het gebruik van werken van letterkunde en kunst,

Benadrukkend de uitzonderlijke betekenis van de bescherming van het auteursrecht als aanmoediging voor literaire en kunstzinnige scheppingen,

Erkennend de noodzaak tot behoud van het evenwicht tussen de rechten van auteurs en het grotere algemeen belang, met name op het gebied van onderwijs, onderzoek en de toegang tot informatie, zoals in de Berner Conventie tot uitdrukking komt,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Verhouding tot de Berner Conventie

1) Dit Verdrag is een bijzondere schikking in de zin van artikel 20 van de Berner Conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst ten aanzien van de Verdragsluitende Partijen die landen zijn van de Unie welke bij die Conventie is opgericht. Dit Verdrag staat niet in verband met andere verdragen dan de Berner Conventie en doet geen afbreuk aan de rechten en verplichtingen krachtens andere verdragen.

2) Niets in dit Verdrag houdt een afwijking in van de bestaande verplichtingen die de Verdragsluitende Partijen met elkaar zijn aangegaan krachtens de Berner Conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst.

3) Hierna wordt onder « Berner Conventie » verstaan de Akte van Parijs van 24 juli 1971 van de Berner Conventie voor de bescherming van werken van letterkunde en kunst.

4) De Verdragsluitende Partijen dienen te voldoen aan de artikelen 1 tot en met 21 en het Aanhangsel van de Berner Conventie.

Artikel 2

Reikwijdte van de bescherming van het auteursrecht

De bescherming van het auteursrecht strekt zich uit tot uitingen en niet tot ideeën, procedures, werkwijzen of wiskundige concepten als zodanig.

Article 3

**Application des articles 2 à 6
de la Convention de Berne**

Les Parties contractantes appliquent *mutatis mutandis* les dispositions des articles 2 à 6 de la Convention de Berne dans le cadre de la protection prévue par le présent traité.

Article 4

Programmes d'ordinateur

Les programmes d'ordinateur sont protégés en tant qu'œuvres littéraires au sens de l'article 2 de la Convention de Berne. La protection prévue s'applique aux programmes d'ordinateur quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression.

Article 5

Compilations de données (bases de données)

Les compilations de données ou d'autres éléments, sous quelque forme que ce soit, qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles sont protégées comme telles. Cette protection ne s'étend pas aux données ou éléments eux-mêmes et elle est sans préjudice de tout droit d'auteur existant sur les données ou éléments contenus dans la compilation.

Article 6

Droit de distribution

1) Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public de l'original et d'exemplaires de leurs œuvres par la vente ou tout autre transfert de propriété.

2) Aucune disposition du présent traité ne porte atteinte à la faculté qu'ont les Parties contractantes de déterminer les conditions éventuelles dans lesquelles l'épuisement du droit prévu à l'alinéa 1) s'applique après la première vente ou autre opération de transfert de propriété de l'original ou d'un exemplaire de l'œuvre, effectuée avec l'autorisation de l'auteur.

Article 7

Droit de location

- 1) Les auteurs
 - i) de programmes d'ordinateur,
 - ii) d'œuvres cinématographiques et
 - iii) d'œuvres incorporées dans des phonogrammes telles que définies dans la législation nationale des Parties contractantes,
- jouissent du droit exclusif d'autoriser la location commerciale au public de l'original ou d'exemplaires de leurs œuvres.

Artikel 3

**Toepassing van de artikelen 2 tot en met 6
van de Berner Conventie**

De Verdragsluitende Partijen passen *mutatis mutandis* de bepalingen van de artikelen 2 tot en met 6 van de Berner Conventie toe met betrekking tot de bescherming waarin in dit Verdrag is voorzien.

Artikel 4

Computerprogramma's

Computerprogramma's worden beschermd als werken van letterkunde in de zin van artikel 2 van de Berner Conventie. Deze bescherming is van toepassing op computerprogramma's, ongeacht de uitdrukkingswijze of -vorm daarvan.

Artikel 5

Verzamelingen van gegevens

Verzamelingen van gegevens of van ander materiaal, in welke vorm dan ook, die vanwege de keuze of rangschikking van hun inhoud een schepping van de geest vormen, worden als zodanig beschermd. Deze bescherming strekt zich niet uit tot de gegevens of het materiaal zelf en laat het auteursrecht op de gegevens of het materiaal vervat in de verzameling onverlet.

Artikel 6

Distributierecht

1) Auteurs van werken van letterkunde en kunst hebben het uitsluitend recht om toestemming te verlenen voor het door verkoop of andere overgang van eigendom voor het publiek beschikbaar stellen van het origineel en de exemplaren van hun werken.

2) Niets in dit Verdrag doet afbreuk aan de vrijheid van de Verdragsluitende Partijen om de eventuele voorwaarden te bepalen waaronder de uitputting van het recht bedoeld in het eerste lid van toepassing is na de eerste verkoop of andere overgang van eigendom van het origineel of van een exemplaar van het werk met toestemming van de auteur.

Artikel 7

Recht van Verhuur

- 1) Auteurs van
 - i) computerprogramma's,
 - ii) cinematografische werken en
 - iii) werken belichaamd in fonogrammen, zoals bepaald in de nationale wetgeving van de Verdragsluitende Partijen,
- hebben het uitsluitend recht om toestemming te verlenen tot de commerciële verhuur aan het publiek van oorspronkelijke werken of van kopieën daarvan.

2) L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable,

i) en ce qui concerne les programmes d'ordinateur, lorsque le programme lui-même n'est pas l'objet essentiel de la location et,

ii) en ce qui concerne les œuvres cinématographiques, à moins que la location commerciale n'ait mené à la réalisation largement répandue d'exemplaires de ces œuvres, qui compromette de manière substantielle le droit exclusif de reproduction.

3) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), une Partie contractante qui appliquait au 15 avril 1994 et continue d'appliquer un système de rémunération équitable des auteurs pour la location d'exemplaires de leurs œuvres incorporées dans des phonogrammes peut maintenir ce système à condition que la location commerciale d'œuvres incorporées dans des phonogrammes ne compromette pas de manière substantielle le droit exclusif de reproduction des auteurs.

Article 8

Droit de communication au public

Sans préjudice des dispositions des articles 11, alinéa 1), 2°), 11*bis*, alinéa 1), 1°) et 2°), 11*ter*, alinéa 1), 2°), 14 alinéa 1), 2°) et 14*bis*, alinéa 1) de la Convention de Berne, les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser toute communication au public de leurs œuvres par fil ou sans fil, y compris la mise à la disposition du public de leurs œuvres de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit de manière individualisée.

Article 9

Durée de la protection des œuvres photographiques

En ce qui concerne les œuvres photographiques, les Parties contractantes n'appliquent pas les dispositions de l'article 7, alinéa 4), de la Convention de Berne.

Article 10

Limitations et exceptions

1) Les Parties contractantes peuvent prévoir, dans leur législation, d'assortir de limitations ou d'exceptions les droits conférés aux auteurs d'œuvres littéraires et artistiques en vertu du présent traité dans certains cas spéciaux où il n'est pas porté atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni causé de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur.

2) En appliquant la Convention de Berne, les Parties contractantes doivent restreindre toutes limitations ou exceptions dont elles assortissent les droits prévus dans ladite convention à certains cas spéciaux où il n'est pas porté atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni causé de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur.

2) Het eerste lid is niet van toepassing

i) op computerprogramma's, wanneer het programma zelf niet het eigenlijke voorwerp van verhuur is, en

ii) op cinematografische werken, ten minste als de commerciële verhuur niet heeft geleid tot wijdverspreid kopiëren van dergelijke werken zodat het uitsluitend reproductierecht wezenlijk wordt aangetast.

3) Niettegenstaande de bepalingen van het eerste lid kan een Verdragsluitende Partij waarin op 15 april 1994 een systeem van toepassing was dat voorzag in een recht op een billijke vergoeding voor auteurs voor de verhuur van kopieën van hun werk belichaamd in fonogrammen en nog steeds van kracht is, dat systeem handhaven mits de commerciële verhuur van werken belichaamd in fonogrammen geen aanleiding geeft tot wezenlijke aantasting van het uitsluitend reproductierecht van auteurs.

Artikel 8

Recht op mededeling aan het publiek

Onverminderd de bepalingen van de artikelen 11, 1), 2°), 11*bis*, 1), 1°) en 2°), 11*ter*, 1), 2°), 14, 1), 2°) en 14*bis*, 1) van de Berner Conventie, hebben auteurs van werken van letterkunde en kunst het uitsluitend recht om toestemming te verlenen voor het per draad of langs draadloze weg mededelen van hun werken aan het publiek, met inbegrip van het op zodanige wijze voor het publiek beschikbaar stellen van hun werken dat deze voor leden van het publiek beschikbaar zijn vanaf een door hen gekozen plaats en op een door hen gekozen tijdstip.

Artikel 9

Duur van de bescherming van fotografische werken

Ten aanzien van fotografische werken passen de Verdragsluitende Partijen de bepalingen van artikel 7, vierde lid, van de Berner Conventie niet toe.

Artikel 10

Beperkingen en uitzonderingen

1) De Verdragsluitende Partijen kunnen in hun nationale wetgeving voorzien in beperkingen van of uitzonderingen op de rechten die aan auteurs van werken van letterkunde en kunst krachtens dit Verdrag zijn verleend, in bijzondere gevallen die geen afbreuk doen aan een normale exploitatie van het werk en die niet op ongerechtvaardigde wijze schade toebrengen aan de rechtmatige belangen van de auteur.

2) De Verdragsluitende Partijen begrenzen bij de toepassing van de Berner Conventie alle beperkingen van of uitzonderingen op de rechten die in die Conventie zijn voorzien, tot bijzondere gevallen die geen afbreuk doen aan een normale exploitatie van het werk en die niet op ongerechtvaardigde wijze schade toebrengen aan de rechtmatige belangen van de auteur.

Article 11

Obligations relatives aux mesures techniques

Les Parties contractantes doivent prévoir une protection juridique appropriée et des sanctions juridiques efficaces contre la neutralisation des mesures techniques efficaces qui sont mises en œuvre par les auteurs dans le cadre de l'exercice de leurs droits en vertu du présent traité ou de la Convention de Berne et qui restreignent l'accomplissement, à l'égard de leurs œuvres, d'actes qui ne sont pas autorisés par les auteurs concernés ou permis par la loi.

Article 12

Obligations relatives à l'information sur le régime des droits

1) Les Parties contractantes doivent prévoir des sanctions juridiques appropriées et efficaces contre toute personne qui accomplit l'un des actes suivants en sachant, ou, pour ce qui relève des sanctions civiles, en ayant des raisons valables de penser que cet acte va entraîner, permettre, faciliter ou dissimuler une atteinte à un droit prévu par le présent traité ou la Convention de Berne :

i) supprimer ou modifier, sans y être habilitée, toute information relative au régime des droits se présentant sous forme électronique;

ii) distribuer, importer aux fins de distribution, radiodiffuser ou communiquer au public, sans y être habilitée, des œuvres ou des exemplaires d'œuvres en sachant que des informations relatives au régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation.

2) Dans le présent article, l'expression « information sur le régime des droits » s'entend des informations permettant d'identifier l'œuvre, l'auteur de l'œuvre, le titulaire de tout droit sur l'œuvre ou des informations sur les conditions et modalités d'utilisation de l'œuvre, et de tout numéro ou code représentant ces informations, lorsque l'un quelconque de ces éléments d'information est joint à l'exemplaire d'une œuvre ou apparaît en relation avec la communication d'une œuvre au public.

Article 13

Application dans le temps

Les Parties contractantes appliquent les dispositions de l'article 18 de la Convention de Berne en ce qui concerne l'ensemble de la protection prévue dans le présent traité.

Article 14

Dispositions relatives à la sanction des droits

1) Les Parties contractantes s'engagent à adopter, en conformité avec leur système juridique, les mesures nécessaires pour assurer l'application du présent traité.

2) Les Parties contractantes feront en sorte que leur législation comporte des procédures destinées à faire respecter les droits prévus par le présent traité, de manière à permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte à ces droits, y

Artikel 11

Verplichtingen betreffende technische maatregelen

De Verdragsluitende Partijen voorzien in een adequate rechtsbescherming en doeltreffende rechtsmiddelen tegen het onwerkzaam maken van doeltreffende technische maatregelen die door auteurs worden gebruikt in verband met de uitoefening van hun rechten krachtens dit Verdrag of van de Berner Conventie teneinde te beletten dat met betrekking tot hun werken handelingen worden verricht waarvoor de auteurs geen toestemming hebben verleend of die rechtens niet zijn geoorloofd.

Artikel 12

Verplichtingen betreffende informatie over het beheer van de rechten

1) De Verdragsluitende Partijen voorzien in adequate en doeltreffende rechtsmiddelen tegen een ieder die zich wilens en wetens aan een van de volgende handelingen schuldig maakt in de wetenschap dat, of die met betrekking tot civielrechtelijke sancties redelijkerwijs kan vermoeden dat deze handeling inbreuk op een recht dat door dit Verdrag of de Berner Conventie wordt beschermd tot gevolg zal hebben, mogelijk zal maken, vergemakkelijken of verhullen :

i) het zonder toestemming verwijderen of wijzigen van in elektronische vorm opgeslagen informatie over het beheer van de rechten;

ii) het zonder toestemming verspreiden, importeren voor verspreiding, uitzenden via de radio of het mededelen aan het publiek van werken of exemplaren van werken in de wetenschap dat in elektronische vorm opgeslagen informatie over het beheer van de rechten zonder toestemming is verwijderd of gewijzigd.

2) In dit artikel betekent « informatie over het beheer van de rechten » informatie die het werk, de auteur van het werk, de persoon die enig recht op het werk heeft, identificeert, of informatie over de voorwaarden waaronder het werk mag worden gebruikt en alle getallen of codes waaruit die informatie bestaat, wanneer een van deze informatiebestanddelen aan een exemplaar van een werk is gehecht of bij wege van mededeling aan het publiek van een werk kenbaar wordt.

Artikel 13

Toepassing in de tijd

De Verdragsluitende Partijen passen de bepalingen toe van artikel 18 van de Berner Conventie op alle bescherming waarin in dit Verdrag is voorzien.

Artikel 14

Bepalingen met betrekking tot de handhaving van rechten

1) De Verdragsluitende Partijen verbinden zich ertoe de nodige maatregelen te nemen overeenkomstig hun wetgeving, teneinde de toepassing van dit Verdrag te verzekeren.

2) De Verdragsluitende Partijen waarborgen dat hun wetgeving voorziet in procedures tot handhaving van de rechten waarmee doeltreffend kan worden opgetreden tegen iedere inbreuk op de rechten die in dit Verdrag zijn voorzien, met inbegrip van

compris des mesures propres à prévenir rapidement toute atteinte et des mesures propres à éviter toute atteinte ultérieure.

Article 15

Assemblée

1) a) Les Parties contractantes ont une Assemblée.

b) Chaque Partie contractante est représentée par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par la Partie contractante qui l'a désignée. L'Assemblée peut demander à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommée «OMPI») d'accorder une assistance financière pour faciliter la participation de délégations des Parties contractantes qui sont considérées comme des pays en développement conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale des Nations Unies ou qui sont des pays en transition vers une économie de marché.

2) a) L'Assemblée traite des questions concernant le maintien et le développement du présent traité ainsi que son application et son fonctionnement.

b) L'Assemblée s'acquitte du rôle qui lui est attribué aux termes de l'article 17, 2), en examinant la possibilité d'autoriser certaines organisations intergouvernementales à devenir parties au présent traité.

c) L'Assemblée décide de la convocation de toute conférence diplomatique de révision du présent traité et donne les instructions nécessaires au directeur général de l'OMPI pour la préparation de celle-ci.

3) a) Chaque Partie contractante qui est un État dispose d'une voix et vote uniquement en son propre nom.

b) Toute Partie contractante qui est une organisation intergouvernementale peut participer au vote, à la place de ses États membres, avec un nombre de voix égal au nombre de ses États membres qui sont parties au présent traité. Aucune organisation intergouvernementale ne participe au vote si l'un de ses États membres exerce son droit de vote, et inversement.

4) L'Assemblée se réunit en session ordinaire une fois tous les deux ans sur convocation du directeur général de l'OMPI.

5) L'Assemblée établit son règlement intérieur, y compris en ce qui concerne sa convocation en session extraordinaire, les règles relatives au quorum et, sous réserve des dispositions du présent traité, la majorité requise pour divers types de décisions.

Article 16

Bureau international

Le Bureau international de l'OMPI s'acquitte des tâches administratives concernant le traité.

maatregelen waarmee op korte termijn inbreuk kan worden voorkomen alsmede maatregelen die een afschrikmiddel voor verdere inbreuken vormen.

Artikel 15

Algemene Vergadering

1) a) De Verdragsluitende Partijen hebben een algemene Vergadering.

b) Elke Verdragsluitende Partij wordt vertegenwoordigd door een afgevaardigde die zich kan doen bijstaan door plaatsvervangers, adviseurs en deskundigen.

c) De kosten van elke delegatie worden gedragen door de Verdragsluitende Partij die de delegatie heeft aangewezen. De algemene Vergadering kan de Wereld Organisatie voor de intellectuele eigendom (hierna te noemen WIPO) om financiële bijstand vragen ten einde de deelname te vergemakkelijken van delegaties van Verdragsluitende Partijen die overeenkomstig de gevestigde praktijk van de algemene Vergadering van de Verenigde Naties als ontwikkelingslanden worden beschouwd of die landen zijn die in de overgangsfase zijn naar een markteconomie.

2) a) De algemene Vergadering behandelt alle vraagstukken betreffende de instandhouding en ontwikkeling van dit Verdrag en de toepassing en werking van dit Verdrag.

b) De algemene Vergadering vervult de functie die haar is verleend in artikel 17, 2), met betrekking tot de toelating van bepaalde intergouvernementele organisaties om partij bij dit Verdrag te worden.

c) De algemene Vergadering beslist over de bijeenroeping van een diplomatieke conferentie tot herziening van dit Verdrag en geeft de nodige instructies aan de Directeur-Generaal van de WIPO ter voorbereiding van zulk een diplomatieke conferentie.

3) a) Iedere Verdragsluitende Partij die een staat is, heeft een stem en kan slechts uit eigen naam haar stem uitbrengen.

b) Iedere Verdragsluitende Partij die een intergouvernementele organisatie is, kan in plaats van haar Lidstaten aan de stemming deelnemen met een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal van haar Lidstaten dat partij is bij dit Verdrag. Een dergelijke intergouvernementele organisatie neemt geen deel aan de stemming indien een van haar Lidstaten zijn stemrecht uitoefent en vice versa.

4) De algemene Vergadering komt eens in de twee jaar in gewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-Generaal van de WIPO.

5) De algemene Vergadering stelt haar reglement van orde vast, met inbegrip van de bijeenroeping van buitengewone zittingen, de vereisten voor een quorum en, behoudens de bepalingen van dit Verdrag, de vereiste meerderheid voor verschillende soorten beslissingen.

Artikel 16

Internationaal Bureau

Het Internationale Bureau van de WIPO verricht de administratieve taken betreffende het Verdrag.

Article 17

Conditions à remplir pour devenir partie au traité

1) Tout État membre de l'OMPI peut devenir partie au présent traité.

2) L'Assemblée peut décider d'autoriser à devenir partie au présent traité toute organisation intergouvernementale qui déclare qu'elle a compétence, et dispose d'une législation propre liant tous ses États membres, en ce qui concerne les questions régies par le présent traité et qu'elle a été dûment autorisée, conformément à ses procédures internes, à devenir partie au présent traité.

3) La Communauté européenne, ayant fait la déclaration visée à l'alinéa précédent lors de la conférence diplomatique qui a adopté le présent traité, peut devenir partie au présent traité.

Article 18

Droits et obligations découlant du traité

Sauf disposition contraire expresse du présent traité, chaque Partie contractante jouit de tous les droits et assume toutes les obligations découlant du présent traité.

Article 19

Signature du traité

Le présent traité est ouvert à la signature jusqu'au 31 décembre 1997 et peut être signé par tout État membre de l'OMPI et par la Communauté européenne.

Article 20

Entrée en vigueur du traité

Le présent traité entre en vigueur trois mois après que 30 instruments de ratification ou d'adhésion ont été déposés auprès du directeur général de l'OMPI par des États.

Article 21

Date de la prise d'effet des obligations découlant du traité

Le présent traité lie

i) les 30 États visés à l'article 20 à compter de la date à laquelle le présent traité est entré en vigueur;

ii) tous les autres États à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'État a déposé son instrument auprès du directeur général de l'OMPI;

iii) la Communauté européenne à l'expiration d'un délai de trois mois suivant le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion si cet instrument a été déposé après l'entrée en vigueur du présent traité conformément à l'article 20, ou de trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent traité si cet instrument a été déposé avant l'entrée en vigueur du présent traité;

Artikel 17

Voorwaarden om in aanmerking te komen als Partij bij het Verdrag

1) Iedere Lidstaat van de WIPO kan partij worden bij dit Verdrag.

2) De algemene Vergadering kan besluiten of zij een intergouvernementele organisatie als partij bij dit Verdrag toelaat die verklaart dat zij bevoegd is, en een eigen wetgeving heeft die al haar Lidstaten bindt betreffende aangelegenheden die in dit Verdrag worden geregeld en dat zij overeenkomstig haar interne procedures naar behoren gemachtigd is om partij bij dit Verdrag te worden.

3) De Europese Gemeenschap, die tijdens de Diplomatieke Conferentie die dit Verdrag heeft aangenomen, de in het vorige lid bedoelde verklaring heeft afgelegd, kan partij worden bij dit Verdrag.

Artikel 18

Rechten en verplichtingen voortvloeiende uit het Verdrag

Behoudens uitdrukkelijke andersluidende bepalingen in dit Verdrag geniet elke Verdragsluitende Partij alle rechten en aanvaardt zij alle verplichtingen die uit dit Verdrag voortvloeien.

Artikel 19

Ondertekening van het Verdrag

Dit Verdrag staat tot en met 31 december 1997 open voor ondertekening door iedere Lidstaat van de WIPO en door de Europese Gemeenschap.

Artikel 20

Inwerkingtreding van het Verdrag

Dit Verdrag treedt in werking drie maanden nadat 30 akten van bekrachtiging of toetreding door Staten zijn nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de WIPO.

Artikel 21

Datum waarop het Verdrag voor Partijen van kracht wordt

Dit Verdrag bindt

i) de 30 Staten bedoeld in artikel 20, vanaf de datum waarop dit Verdrag in werking is getreden;

ii) iedere andere Staat na het verstrijken van een tijdvak van drie maanden, vanaf de datum waarop die Staat zijn akte heeft nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de WIPO;

iii) de Europese Gemeenschap na het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of toetreding indien die akte is nedergelegd na de inwerkingtreding van dit Verdrag overeenkomstig artikel 20, of drie maanden na de inwerkingtreding van dit Verdrag indien die akte is nedergelegd voor de inwerkingtreding van dit Verdrag;

iv) toute autre organisation intergouvernementale qui est autorisée à devenir partie au présent traité, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant le dépôt de son instrument d'adhésion.

Article 22

Exclusion des réserves au traité

Il n'est admis aucune réserve au présent traité.

Article 23

Dénonciation du traité

Toute Partie contractante peut dénoncer le présent traité par une notification adressée au directeur général de l'OMPI. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le directeur général de l'OMPI a reçu la notification.

Article 24

Langues du traité

1) Le présent traité est signé en un seul exemplaire original en langues française, anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe, toutes ces versions faisant également foi.

2) Un texte officiel dans toute langue autre que celles qui sont visées à l'alinéa 1) est établi par le directeur général de l'OMPI à la demande d'une partie intéressée, après consultation de toutes les parties intéressées. Aux fins du présent alinéa, on entend par «partie intéressée» tout État membre de l'OMPI dont la langue officielle ou l'une des langues officielles est en cause, ainsi que la Communauté européenne, et toute autre organisation intergouvernementale qui peut devenir partie au présent traité, si l'une de ses langues officielles est en cause.

Article 25

Dépositaire

Le directeur général de l'OMPI est le dépositaire du présent traité.

*
* *

Déclarations communes

Concernant l'article 1^{er}, 4):

Le droit de reproduction énoncé à l'article 9 de la Convention de Berne et les exceptions dont il peut être assorti s'appliquent pleinement dans l'environnement numérique, en particulier à l'utilisation des œuvres sous forme numérique. Il est entendu que le stockage d'une œuvre protégée sous forme numérique sur un support électronique constitue une reproduction au sens de l'article 9 de la Convention de Berne.

iv) iedere andere intergouvernementale organisatie die is toegelaten om partij te worden bij dit Verdrag, na het verstrijken van drie maanden na de nederlegging van haar akte van toetreding.

Artikel 22

Uitsluiting van voorbehouden

Ten aanzien van dit Verdrag worden geen voorbehouden gemaakt.

Artikel 23

Opzegging van het Verdrag

Dit Verdrag kan door iedere Verdragsluitende Partij worden opgezegd door middel van een kennisgeving aan de Directeur-Generaal van de WIPO. Een opzegging wordt van kracht een jaar na de datum waarop de Directeur-Generaal van de WIPO de kennisgeving heeft ontvangen.

Artikel 24

Talen van het Verdrag

1) Dit Verdrag wordt ondertekend in één origineel in de Engelse, Arabische, Chinese, Franse, Russische en Spaanse taal, zijnde alle talen gelijkelijk authentiek.

2) Een officiële tekst in iedere andere taal dan die waarnaar wordt verwezen in het eerste lid, wordt door de Directeur-Generaal van de WIPO op verzoek van een belanghebbende partij opgesteld na overleg met alle belanghebbende partijen. Voor de toepassing van dit lid wordt onder «belanghebbende partij» verstaan iedere Lidstaat van de WIPO waarvan de officiële taal of een van de officiële talen in het geding is, alsmede de Europese Gemeenschap en iedere andere intergouvernementale organisatie die partij kan worden bij dit Verdrag, indien een van haar officiële talen in het geding is.

Artikel 25

Depositaris

De Directeur-Generaal van de WIPO is de depositaris van dit Verdrag.

*
* *

Gemeenschappelijke verklaringen

Betreffende artikel 1, 4):

Het reproductierecht, zoals omschreven in artikel 9 van de Berner Conventie, en de krachtens die bepaling toegestane uitzonderingen zijn ten volle van toepassing in de digitale omgeving en met name op het gebruik van werken in digitale vorm. Het is wel verstaan dat het opslaan in digitale vorm van een beschermd werk in een elektronisch medium een reproductie vormt in de zin van artikel 9 van de Berner Conventie.

Concernant l'article 3 :

Il est entendu qu' aux fins de l'article 3 du présent traité, l'expression « pays de l'Union » qui figure dans les articles 2 à 6 de la Convention de Berne désigne une Partie contractante du présent traité, pour ce qui est d'appliquer ces articles de la Convention de Berne à la protection prévue dans le présent traité. Il est aussi entendu que l'expression « pays étranger à l'Union » qui figure dans ces articles de la Convention de Berne désigne, dans les mêmes circonstances, un pays qui n'est pas Partie contractante du présent traité, et que les mots « la présente Convention » qui figurent à l'article 2, 8), à l'article 2*bis*, 2), 3, 4 et 5 de la Convention de Berne désignent la Convention de Berne et le présent traité. Enfin, il est entendu que dans les articles 3 à 6 de la convention les mots « ressortissant à l'un des pays de l'Union » désignent, lorsque ces articles sont appliqués au présent traité, en ce qui concerne une organisation intergouvernementale qui est Partie contractante du présent traité, un ressortissant d'un des pays qui est membre de cette organisation.

Concernant l'article 4 :

L'étendue de la protection prévue pour les programmes d'ordinateur au titre de l'article 4 du présent traité, compte tenu de l'article 2, est compatible avec l'article 2 de la Convention de Berne et concorde avec les dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC.

Concernant l'article 5 :

L'étendue de la protection prévue pour les compilations de données (bases de données) au titre de l'article 5 du présent traité, compte tenu de l'article 2, est compatible avec l'article 2 de la Convention de Berne et concorde avec les dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC.

Concernant les articles 6 et 7 :

Aux fins de ces articles, les expressions « exemplaires » et « original et exemplaires », dans le contexte du droit de distribution et du droit de location prévus par ces articles, désignent exclusivement les exemplaires fixés qui peuvent être mis en circulation en tant qu'objets tangibles.

Concernant l'article 7 :

Il est entendu que l'obligation prévue à l'article 7, 1) ne consiste pas à exiger d'une Partie contractante qu'elle prévoie un droit exclusif de location commerciale pour les auteurs qui, en vertu de la législation de cette Partie contractante, ne jouissent pas de droits sur les phonogrammes. Il est entendu que cette obligation est compatible avec l'article 14, 4) de l'Accord sur les ADPIC.

Betreffende artikel 3 :

Het is wel verstaan dat bij de toepassing van artikel 3 van dit verdrag de uitdrukking « land van de unie » in de artikelen 2 tot en met 6 van de Berner Conventie wordt gelezen als verwijzende naar een Verdragsluitende Partij bij dit verdrag wanneer de genoemde artikelen van de Berner Conventie met betrekking tot de in dit verdrag voorziene bescherming worden toegepast. Het is eveneens wel verstaan dat de uitdrukking « land dat geen lid van de unie is » in de genoemde artikelen van de Berner Conventie onder dezelfde omstandigheden wordt gelezen als verwijzende naar een land dat geen Verdragsluitende Partij bij dit verdrag is, en dat de uitdrukking « deze conventie » in artikel 2, 8), artikel 2*bis*, 2), 3, 4 en 5 van de Berner Conventie wordt gelezen als verwijzende naar de Berner Conventie en dit verdrag. Ten slotte is het wel verstaan dat de uitdrukking « onderdaan van een van de landen van de unie » in de artikelen 3 tot en met 6 van de Berner Conventie bij de toepassing van de genoemde artikelen op dit verdrag ten aanzien van een intergouvernementele organisatie die een Verdragsluitende Partij bij dit verdrag is, wordt gelezen als verwijzende naar een onderdaan van een van de landen welke lid van die organisatie zijn.

Betreffende artikel 4 :

De reikwijdte van de bescherming van computerprogramma's overeenkomstig artikel 4 van dit verdrag, gelezen in samenhang met artikel 2, is in overeenstemming met het bepaalde in artikel 2 van de Berner Conventie en gelijk aan die van de in de relevante bepalingen van de TRIPS-overeenkomst voorziene bescherming.

Betreffende artikel 5 :

De reikwijdte van de bescherming van verzamelingen van gegevens (databanken) overeenkomstig artikel 5 van dit verdrag, gelezen in samenhang met artikel 2, is in overeenstemming met het bepaalde in artikel 2 van de Berner Conventie en gelijk aan die van de in de relevante bepalingen van de TRIPS-overeenkomst voorziene bescherming.

Betreffende de artikelen 6 en 7 :

Onder het « origineel en kopieën » en « exemplaren », zoals in deze artikelen genoemd, die overeenkomstig deze artikelen het voorwerp van het verspreidingsrecht en het verhuurrecht vormen, wordt uitsluitend verstaan vastgelegde exemplaren die als tastbare voorwerpen in het verkeer kunnen worden gebracht.

Betreffende artikel 7 :

Het is wel verstaan dat de in artikel 7, 1), voorziene verplichting niet vereist dat een Verdragsluitende Partij een uitsluitend recht van commerciële verhuur toekent aan auteurs aan wie overeenkomstig het recht van die Verdragsluitende Partij geen rechten met betrekking tot fonogrammen worden toegekend. Het is wel verstaan dat deze verplichting in overeenstemming is met het bepaalde in artikel 14, 4), van de TRIPS-overeenkomst.

Concernant l'article 8 :

Il est entendu que la simple fourniture d'installations destinées à permettre ou à réaliser une communication ne constitue pas une communication au public au sens du présent traité ou de la Convention de Berne. Il est entendu en outre que rien, dans l'article 8, n'interdit à une Partie contractante d'appliquer l'article 11*bis*, 2).

Concernant l'article 10 :

Il est entendu que les dispositions de l'article 10 permettent aux Parties contractantes de maintenir et d'étendre de manière adéquate dans l'environnement numérique les limitations et exceptions prévues dans leurs législations nationales qui ont été considérées comme acceptables en vertu de la Convention de Berne. De même, ces dispositions doivent être interprétées comme permettant aux Parties contractantes de concevoir de nouvelles exceptions et limitations qui soient appropriées dans l'environnement des réseaux numériques.

Il est aussi entendu que l'article 10, 2) ne réduit ni n'étend le champ d'application des limitations et exceptions permises par la Convention de Berne.

Concernant l'article 12 :

Il est entendu que l'expression « atteinte à un droit prévu par le présent traité ou la Convention de Berne » vise aussi bien les droits exclusifs que les droits à rémunération.

Il est entendu en outre que les Parties contractantes ne se fonderont pas sur cet article pour concevoir ou mettre en œuvre un régime des droits qui ait pour effet d'imposer des formalités non permises en vertu de la Convention de Berne ou du présent traité, interdisant le libre mouvement des marchandises ou empêchant la jouissance des droits reconnus par le présent traité.

Betreffende artikel 8 :

Het is wel verstaan dat de enkele terbeschikkingstelling van materiële faciliteiten voor het mogelijk maken of verrichten van een mededeling op zich geen mededeling in de zin van dit verdrag of de Berner Conventie uitmaakt. Het is voorts wel verstaan dat niets in artikel 8 van dit verdrag eraan in de weg staat dat een Verdragsluitende Partij artikel 11*bis*, 2), van de Berner Conventie toepast.

Betreffende artikel 10 :

Het is wel verstaan dat het bepaalde in artikel 10 het de Verdragsluitende Partijen toestaat om in hun nationale recht voorziene beperkingen en uitzonderingen die overeenkomstig de Berner Conventie aanvaardbaar worden geacht, van toepassing te doen zijn op, en op passende wijze uit te breiden tot, de digitale omgeving. Het bepaalde in dit artikel dient voorts zo te worden uitgelegd dat het de Verdragsluitende Partijen toestaat om nieuwe beperkingen en uitzonderingen uit te werken die aan de digitale netwerkomgeving zijn aangepast.

Het is eveneens wel verstaan dat het bepaalde in artikel 10, 2), het toepassingsgebied van de krachtens de Berner Conventie toegestane beperkingen en uitzonderingen niet beperkt noch uitbreidt.

Betreffende artikel 12 :

Het is wel verstaan dat de uitdrukking « inbreuk op een recht uit hoofde van dit verdrag of de Berner Conventie » zowel betrekking heeft op uitsluitende rechten als op vergoedingsrechten.

Het is voorts wel verstaan dat de Verdragsluitende Partijen geen beroep op dit artikel zullen doen om stelsels inzake het beheer van rechten uit te werken of toe te passen die ertoe zouden leiden dat formaliteiten worden opgelegd die overeenkomstig de Berner Conventie of dit verdrag niet zijn toegestaan en waardoor het vrije verkeer van goederen zou worden verhinderd of het genot van rechten uit hoofde van dit verdrag zou worden belemmerd.

TRAITÉ

de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996.

PRÉAMBULE

Les Parties contractantes,

Désireuses de développer et d'assurer la protection des droits des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes d'une manière aussi efficace et uniforme que possible,

Reconnaissant la nécessité d'instituer de nouvelles règles internationales pour apporter des réponses appropriées aux questions soulevées par l'évolution constatée dans les domaines économique, social, culturel et technique,

Reconnaissant que l'évolution et la convergence des techniques de l'information et de la communication ont une incidence considérable sur la production et l'utilisation des interprétations ou exécutions et des phonogrammes,

Reconnaissant la nécessité de maintenir un équilibre entre les droits des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes et l'intérêt public général, notamment en matière d'enseignement, de recherche et d'accès à l'information,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER**DISPOSITIONS GÉNÉRALES****Article premier****Rapports avec d'autres conventions**

1) Aucune disposition du présent traité n'emporte dérogation aux obligations qu'ont les Parties contractantes les unes à l'égard des autres en vertu de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome le 26 octobre 1961 (ci-après la « Convention de Rome »).

2) La protection prévue par le présent traité laisse intacte et n'affecte en aucune façon la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques. En conséquence, aucune disposition du présent traité ne pourra être interprétée comme portant atteinte à cette protection.

3) Le présent traité n'a aucun lien avec d'autres traités et s'applique sans préjudice des droits et obligations découlant de tout autre traité.

Article 2**Définitions**

Aux fins du présent traité, on entend par :

a) « artistes interprètes ou exécutants » les acteurs, chanteurs, musiciens, danseurs et autres personnes qui représentent, chantent,

VERTALING**VERDRAG**

van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996.

PREAMBULE

De Verdragsluitende Partijen,

Geleid door de wens de bescherming van de rechten van uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen op een zo doeltreffend en eenvormig mogelijke wijze te ontwikkelen en te handhaven,

Erkennend de noodzaak tot invoering van nieuwe internationale regels ten einde adequate oplossingen te vinden voor de vraagstukken die zijn ontstaan als gevolg van nieuwe economische, maatschappelijke, culturele en technologische ontwikkelingen,

Erkennend dat de ontwikkeling en de convergentie van informatie- en communicatietechnologieën een ingrijpende invloed hebben op de productie en het gebruik van uitvoeringen en fonogrammen,

Erkennend de noodzaak tot behoud van het evenwicht tussen de rechten van uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen en het grotere algemeen belang, met name op het gebied van onderwijs, onderzoek en toegang tot informatie,

Zijn het volgende overeengekomen :

HOOFDSTUK I**ALGEMENE BEPALINGEN****Artikel 1****Verhouding tot andere Verdragen**

1) Niets in dit Verdrag houdt een afwijking in van bestaande verplichtingen die de Verdragsluitende Partijen met elkaar zijn aangegaan krachtens het Internationaal Verdrag inzake de bescherming van uitvoerende kunstenaars, producenten van fonogrammen en omroeporganisaties, tot stand gekomen te Rome op 26 oktober 1961 (hierna te noemen het « Verdrag van Rome »).

2) De krachtens dit Verdrag toegekende bescherming laat onverlet en is op generlei wijze van invloed op de bescherming van het auteursrecht op werken van letterkunde en kunst. Derhalve mag geen bepaling van dit Verdrag zo worden uitgelegd dat daardoor aan deze bescherming afbreuk zou worden gedaan.

3) Dit Verdrag staat niet in verband met andere verdragen en doet geen afbreuk aan de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit andere verdragen.

Artikel 2**Begripsbepalingen**

Voor de toepassing van dit Verdrag :

a) wordt onder « uitvoerende kunstenaars » verstaan acteurs, zangers, musici, dansers en andere personen die acteren, zingen,

récitent, déclament, jouent, interprètent ou exécutent de toute autre manière des œuvres littéraires ou artistiques ou des expressions du folklore;

b) «phonogramme» la fixation des sons provenant d'une interprétation ou exécution ou d'autres sons, ou d'une représentation de sons autre que sous la forme d'une fixation incorporée dans une œuvre cinématographique ou une autre œuvre audiovisuelle;

c) «fixation» l'incorporation de sons, ou des représentations de ceux-ci, dans un support qui permette de les percevoir, de les reproduire ou de les communiquer à l'aide d'un dispositif;

d) «producteur d'un phonogramme» la personne physique ou morale qui prend l'initiative et assume la responsabilité de la première fixation des sons provenant d'une interprétation ou exécution ou d'autres sons, ou des représentations de sons;

e) «publication» d'une interprétation ou exécution fixée ou d'un phonogramme la mise à la disposition du public de copies de l'interprétation ou exécution fixée ou d'exemplaires du phonogramme avec le consentement du titulaire des droits, et à condition que les copies ou exemplaires soient mis à la disposition du public en quantité suffisante;

f) «radiodiffusion» la transmission sans fil de sons ou d'images et de sons, ou des représentations de ceux-ci, aux fins de réception par le public; ce terme désigne aussi une transmission de cette nature effectuée par satellite; la transmission de signaux cryptés est assimilée à la «radiodiffusion» lorsque les moyens de décryptage sont fournis au public par l'organisme de radiodiffusion ou avec son consentement;

g) «communication au public» d'une interprétation ou exécution ou d'un phonogramme la transmission au public, par tout moyen autre que la radiodiffusion, des sons provenant d'une interprétation ou exécution ou des sons ou représentations de sons fixés sur un phonogramme. Aux fins de l'article 15, le terme «communication au public» comprend aussi le fait de rendre audibles par le public les sons ou représentations de sons fixés sur un phonogramme.

Article 3

Bénéficiaires de la protection prévue par le présent traité

1) Les Parties contractantes accordent la protection prévue par le présent traité aux artistes interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes qui sont ressortissants d'autres Parties contractantes.

2) Par «ressortissants d'autres Parties contractantes» il faut entendre les artistes interprètes ou exécutants ou les producteurs de phonogrammes qui répondraient aux critères requis pour bénéficier de la protection prévue par la Convention de Rome si toutes les Parties contractantes dans le cadre du présent traité étaient des États contractants au sens de cette convention. En ce qui concerne ces critères de protection, les Parties contractantes appliquent les définitions pertinentes de l'article 2 du présent traité.

3) Toute Partie contractante qui fait usage de la faculté prévue à l'article 5, 3), de la Convention de Rome ou, aux fins de l'article 5 de cette convention, à son article 17 adresse une notification dans les conditions prévues dans ces dispositions au directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

reciteren, declameren, spelen, vertolken of anderszins werken van letterkunde of kunst of uitingen van folklore uitvoeren;

b) wordt onder «fonogram» verstaan de vastlegging van de geluiden van een uitvoering of van andere geluiden, of van een weergave van geluiden anders dan in de vorm van een vastlegging, opgenomen in een cinematografisch werk of een ander audiovisueel werk;

c) wordt onder «vastlegging» verstaan de opname van geluiden of van de weergave daarvan, door middel waarvan deze kunnen worden waargenomen, gereproduceerd of medegedeeld door middel van een toestel;

d) wordt onder «producent van een fonogram» verstaan de natuurlijke of rechtspersoon die het initiatief neemt tot en verantwoordelijk is voor de eerste vastlegging van de geluiden van een uitvoering of andere geluiden, of van de weergave van geluiden;

e) wordt onder «publicatie» van een vastgelegde uitvoering of een fonogram verstaan het met toestemming van de houder van de rechten aanbieden van exemplaren van de vastgelegde uitvoering of het fonogram aan het publiek, mits deze exemplaren het publiek in een redelijke hoeveelheid worden aangeboden;

f) wordt onder «uitzending» verstaan de transmissie langs draadloze weg van geluiden of van beelden en geluiden of van de weergaven daarvan voor ontvangst door het publiek; een dergelijke transmissie per satelliet wordt eveneens onder «uitzending» begrepen; de transmissie van gecodeerde signalen geldt als «uitzending» wanneer de middelen voor decodering aan het publiek worden geleverd door of met toestemming van de omroeporganisatie;

g) wordt onder «mededeling aan het publiek» van een uitvoering of een fonogram verstaan de overdracht aan het publiek door elk medium anders dan door uitzending, van geluiden van een uitvoering of de op een fonogram vastgelegde geluiden of weergaven van geluiden. Voor de toepassing van artikel 15 wordt onder «mededeling aan het publiek» mede verstaan het voor het publiek hoorbaar maken van de op een fonogram vastgelegde geluiden of weergaven van geluiden.

Artikel 3

Gerechtigden tot de in dit Verdrag voorziene bescherming

1) De Verdragsluitende Partijen verlenen de in dit Verdrag voorziene bescherming aan de uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen die onderdaan zijn van andere Verdragsluitende Partijen.

2) Onder «onderdanen van andere Verdragsluitende Partijen» dient te worden verstaan de uitvoerende kunstenaars of producenten van fonogrammen die zouden voldoen aan de criteria om in aanmerking te komen voor de in het Verdrag van Rome voorziene bescherming, indien alle Verdragsluitende Partijen bij dit Verdrag Verdragsluitende Staten bij dat Verdrag zouden zijn. Met betrekking tot deze criteria passen de Verdragsluitende Partijen de relevante begripsbepalingen van artikel 2 van dit Verdrag toe.

3) Iedere Verdragsluitende Partij die gebruik maakt van de mogelijkheden voorzien in artikel 5, 3), van het Verdrag van Rome of, voor de toepassing van artikel 5 van dat Verdrag, in artikel 17 daarvan, richt een kennisgeving als voorzien in die bepalingen aan de Directeur-Generaal van de Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom (WIPO).

Article 4

Traitement national

1) Chaque Partie contractante accorde aux ressortissants d'autres Parties contractantes, au sens de l'article 3, 2), le traitement qu'elle accorde à ses propres ressortissants en ce qui concerne les droits exclusifs expressément reconnus dans le présent traité et le droit à rémunération équitable prévu à l'article 15 de ce traité.

2) L'obligation prévue à l'alinéa 1) ne s'applique pas dans la mesure où une autre Partie contractante fait usage des réserves autorisées aux termes de l'article 15, 3), du présent traité.

CHAPITRE II

**DROITS DES ARTISTES INTERPRÈTES
OU EXÉCUTANTS**

Article 5

Droit moral des artistes interprètes ou exécutants

1) Indépendamment de ses droits patrimoniaux, et même après la cession de ces droits, l'artiste interprète ou exécutant conserve le droit, en ce qui concerne ses interprétations ou exécutions sonores vivantes ou ses interprétations ou exécutions fixées sur phonogrammes, d'exiger d'être mentionné comme tel, sauf lorsque le mode d'utilisation de l'interprétation ou exécution impose l'omission de cette mention, et de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de ces interprétations ou exécutions préjudiciable à sa réputation.

2) Les droits reconnus à l'artiste interprète ou exécutant en vertu de l'alinéa précédent sont, après sa mort, maintenus au moins jusqu'à l'extinction des droits patrimoniaux et exercés par les personnes ou institutions auxquelles la législation de la Partie contractante où la protection est réclamée donne qualité. Toutefois, les Parties contractantes dont la législation, en vigueur au moment de la ratification du présent traité ou de l'adhésion à celui-ci, ne contient pas de dispositions assurant la protection après la mort de l'artiste interprète ou exécutant de tous les droits reconnus en vertu de l'alinéa précédent ont la faculté de prévoir que certains de ces droits ne sont pas maintenus après la mort de l'artiste interprète ou exécutant.

3) Les moyens de recours pour sauvegarder les droits reconnus dans le présent article sont réglés par la législation de la Partie contractante où la protection est réclamée.

Article 6

**Droits patrimoniaux des artistes interprètes ou exécutants
sur leurs interprétations ou exécutions non fixées**

Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser, en ce qui concerne leurs interprétations ou exécutions :

i) la radiodiffusion et la communication au public de leurs interprétations ou exécutions non fixées, sauf lorsque l'interprétation ou exécution est déjà une interprétation ou exécution radiodiffusée; et

ii) la fixation de leurs interprétations ou exécutions non fixées.

Artikel 4

Nationale behandeling

1) Iedere Verdragsluitende Partij verleent aan onderdanen van andere Verdragsluitende Partijen overeenkomstig artikel 3, 2), de behandeling die zij verleent aan haar eigen onderdanen met betrekking tot de uitsluitende rechten die in dit Verdrag uitdrukkelijk worden toegekend, en met betrekking tot het recht op een billijke vergoeding als bedoeld in artikel 15 van dit Verdrag.

2) De in het eerste lid bedoelde verplichting is niet van toepassing voorzover een andere Verdragsluitende Partij gebruik maakt van de voorbehouden die ingevolge artikel 15, 3), van dit Verdrag, zijn toegestaan.

HOOFDSTUK II

**RECHTEN VAN UITVOERENDE
KUNSTENAARS**

Artikel 5

Morele rechten van uitvoerende kunstenaars

1) Onafhankelijk van de zogenaamde exploitatierechten, en zelfs na overdracht van deze rechten, heeft de uitvoerend kunstenaar terzake van zijn hoorbare live-uitvoeringen of op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen het recht om te eisen dat hij als de uitvoerende van zijn uitvoeringen wordt aangeduid, behalve wanneer de wijze waarop de uitvoering wordt gebruikt de weglating hiervan vereist, en om zich te verzetten tegen iedere misvorming, vermindering of andere wijziging van zijn uitvoeringen die zijn reputatie zou kunnen schaden.

2) De rechten die een uitvoerend kunstenaar overeenkomstig het eerste lid zijn verleend, blijven na zijn dood tenminste tot het verval van de exploitatierechten gehandhaafd en kunnen worden uitgeoefend door de personen of instellingen die hiertoe bevoegd zijn op grond van de wetgeving van de Verdragsluitende Partij waar bescherming wordt ingeroepen. De Verdragsluitende Partijen waarvan de wetgeving op het tijdstip van hun bekrachtiging van of toetreding tot dit Verdrag niet voorziet in bescherming van alle in het voorgaande lid genoemde rechten na de dood van de uitvoerend kunstenaar, kunnen echter bepalen dat sommige van deze rechten na zijn dood niet worden gehandhaafd.

3) De rechtsmiddelen tot waarborging van de krachtens dit artikel toegekende rechten worden beheerst door de wetgeving van de Verdragsluitende Partij waar bescherming wordt ingeroepen.

Artikel 6

**Exploitatierechten van uitvoerende kunstenaars terzake
van hun niet vastgelegde uitvoeringen**

Uitvoerend kunstenaars hebben het uitsluitend recht om met betrekking tot hun uitvoeringen toestemming te geven voor :

i) de uitzending en mededeling aan het publiek van hun niet vastgelegde uitvoeringen, behalve wanneer de uitvoering reeds een uitgezonden uitvoering is; en

ii) de vastlegging van hun niet vastgelegde uitvoeringen.

Article 7

Droit de reproduction

Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la reproduction directe ou indirecte de leurs interprétations ou exécutions fixées sur phonogrammes, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

Article 8

Droit de distribution

1) Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public de l'original et de copies de leurs interprétations ou exécutions fixées sur phonogrammes par la vente ou tout autre transfert de propriété.

2) Aucune disposition du présent traité ne porte atteinte à la faculté qu'ont les Parties contractantes de déterminer les conditions éventuelles dans lesquelles l'épuisement du droit énoncé à l'alinéa 1) s'applique après la première vente ou autre opération de transfert de propriété de l'original ou d'une copie de l'interprétation ou exécution fixée, effectuée avec l'autorisation de l'artiste interprète ou exécutant.

Article 9

Droit de location

1) Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la location commerciale au public de l'original et de copies de leurs interprétations ou exécutions fixées sur phonogrammes, selon la définition de la législation nationale des Parties contractantes, même après la distribution de ceux-ci par les artistes eux-mêmes ou avec leur autorisation.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), une Partie contractante qui appliquait au 15 avril 1994 et continue d'appliquer un système de rémunération équitable des artistes interprètes ou exécutants pour la location de copies de leurs interprétations ou exécutions fixées sur phonogrammes peut maintenir ce système à condition que la location commerciale de phonogrammes ne compromette pas de manière substantielle les droits exclusifs de reproduction des artistes interprètes ou exécutants.

Article 10

Droit de mettre à disposition des interprétations ou exécutions fixées

Les artistes interprètes ou exécutants jouissent du droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public, par fil ou sans fil, de leurs interprétations ou exécutions fixées sur phonogrammes, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Artikel 7

Reproductierecht

Uitvoerende kunstenaars hebben het uitsluitend recht om toestemming te geven voor de directe of indirecte reproductie van hun op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen, op welke wijze en in welke vorm dan ook.

Artikel 8

Verspreidingsrecht

1) Uitvoerende kunstenaars hebben het uitsluitend recht om toestemming te verlenen voor het door verkoop of andere overgang van eigendom voor het publiek beschikbaar stellen van het origineel van hun uitvoeringen vastgelegd op fonogrammen en van kopieën daarvan.

2) Niets in dit Verdrag doet afbreuk aan de vrijheid van de Verdragsluitende Partijen om de eventuele voorwaarden te bepalen waaronder de uitputting van het in het eerste lid bedoelde recht van toepassing is na de eerste verkoop of andere vorm van overgang van eigendom, met toestemming van de uitvoerend kunstenaar, van het origineel van de vastgelegde uitvoering of een kopie daarvan.

Artikel 9

Recht van verhuur

1) Uitvoerende kunstenaars hebben het uitsluitend recht om toestemming te verlenen voor de commerciële verhuur aan het publiek van het origineel van hun op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen en kopieën daarvan zoals bepaald in de nationale wetgeving van de Verdragsluitende Partijen, ook na verspreiding daarvan door of met toestemming van de uitvoerend kunstenaar.

2) Niettegenstaande de bepalingen van het eerste lid kan een Verdragsluitende Partij waar op 15 april 1994 een systeem van toepassing was dat voorzag in een recht op een billijke vergoeding voor uitvoerende kunstenaars voor de commerciële verhuur van kopieën van hun op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen en waarin dat systeem nog steeds van kracht is, dat systeem handhaven, mits de commerciële verhuur van fonogrammen geen aanleiding geeft tot wezenlijke aantasting van het uitsluitend reproductierecht van uitvoerende kunstenaars.

Artikel 10

Recht van beschikbaarstelling van vastgelegde uitvoeringen

Uitvoerende kunstenaars hebben het uitsluitend recht om toestemming te verlenen voor het op zodanige wijze per draad of langs draadloze weg beschikbaar stellen van hun op fonogrammen vastgelegde uitvoeringen, dat deze voor leden van het publiek toegankelijk zijn vanaf een door hen gekozen plaats en op een door hen gekozen tijdstip.

CHAPITRE III

DROITS DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES

Article 11

Droit de reproduction

Les producteurs de phonogrammes jouissent du droit exclusif d'autoriser la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

Article 12

Droit de distribution

1) Les producteurs de phonogrammes jouissent du droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public de l'original et d'exemplaires de leurs phonogrammes par la vente ou tout autre transfert de propriété.

2) Aucune disposition du présent traité ne porte atteinte à la faculté qu'ont les Parties contractantes de déterminer les conditions éventuelles dans lesquelles l'épuisement du droit énoncé à l'alinéa 1) s'applique après la première vente ou autre opération de transfert de propriété de l'original ou d'un exemplaire du phonogramme, effectuée avec l'autorisation du producteur du phonogramme.

Article 13

Droit de location

1) Les producteurs de phonogrammes jouissent du droit exclusif d'autoriser la location commerciale au public de l'original et d'exemplaires de leurs phonogrammes, même après la distribution de ceux-ci par les producteurs eux-mêmes ou avec leur autorisation.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), une Partie contractante qui appliquait au 15 avril 1994 et continue d'appliquer un système de rémunération équitable des producteurs de phonogrammes pour la location d'exemplaires de leurs phonogrammes peut maintenir ce système à condition que la location commerciale de phonogrammes ne compromette pas de manière substantielle les droits exclusifs de reproduction des producteurs de phonogrammes.

Article 14

Droit de mettre à disposition des phonogrammes

Les producteurs de phonogrammes jouissent du droit exclusif d'autoriser la mise à la disposition du public, par fil ou sans fil, de leurs phonogrammes de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

HOOFDSTUK III

RECHTEN VAN PRODUCENTEN VAN FONOGRAMMEN

Artikel 11

Reproductierecht

Producenten van fonogrammen hebben het uitsluitend recht om toestemming te geven tot de directe of indirecte reproductie van hun fonogrammen, op welke wijze en in welke vorm dan ook.

Artikel 12

Verspreidingsrecht

1) Producenten van fonogrammen hebben het uitsluitend recht om toestemming te verlenen voor het door verkoop of andere overgang van eigendom voor het publiek beschikbaar stellen van het origineel van hun fonogrammen en kopieën daarvan.

2) Niets in dit Verdrag doet afbreuk aan de vrijheid van de Verdragsluitende Partijen om de eventuele voorwaarden te bepalen waaronder de uitputting van het in het eerste lid bedoelde recht van toepassing is na de eerste verkoop of andere vorm van overgang van eigendom, met toestemming van de producent van het fonogram, van het origineel van het fonogram of een exemplaar daarvan.

Artikel 13

Recht van verhuur

1) Producenten van fonogrammen hebben het uitsluitend recht om toestemming te verlenen voor de commerciële verhuur aan het publiek van het origineel van hun fonogrammen en exemplaren daarvan, ook na verspreiding daarvan door of met toestemming van de producent.

2) Niettegenstaande de bepalingen van het eerste lid kan een Verdragsluitende Partij waarin op 15 april 1994 een systeem van toepassing was dat voorzag in een recht op een billijke vergoeding voor producenten van fonogrammen voor de commerciële verhuur van exemplaren van hun fonogrammen en waarin dat systeem nog steeds van kracht is, dat systeem handhaven, mits de commerciële verhuur van fonogrammen geen aanleiding geeft tot wezenlijke aantasting van de uitsluitende reproductierechten van producenten van fonogrammen.

Artikel 14

Recht van beschikbaarstelling van fonogrammen

Producenten van fonogrammen hebben het uitsluitend recht om toestemming te verlenen voor het op zodanige wijze per draad of langs draadloze weg beschikbaar stellen voor het publiek van hun fonogrammen dat deze voor leden van het publiek toegankelijk zijn vanaf een door hen gekozen plaats en op een door hen gekozen tijdstip.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 15

Droit à rémunération au titre de la radiodiffusion et de la communication au public

1) Les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes ont droit à une rémunération équitable et unique lorsque des phonogrammes publiés à des fins de commerce sont utilisés directement ou indirectement pour la radiodiffusion ou pour une communication quelconque au public.

2) Les Parties contractantes peuvent prévoir dans leur législation nationale que la rémunération équitable unique doit être réclamée à l'utilisateur par l'artiste interprète ou exécutant ou par le producteur du phonogramme, ou par les deux. Les Parties contractantes peuvent adopter des dispositions législatives fixant les conditions de répartition de la rémunération équitable unique entre les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes faute d'accord entre les intéressés.

3) Toute Partie contractante peut déclarer, dans une notification déposée auprès du directeur général de l'OMPI, qu'elle n'appliquera les dispositions de l'alinéa 1) qu'à l'égard de certaines utilisations, ou qu'elle en limitera l'application de toute autre manière, ou encore qu'elle n'appliquera aucune de ces dispositions.

4) Aux fins du présent article, les phonogrammes mis à la disposition du public, par fil ou sans fil, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement sont réputés avoir été publiés à des fins de commerce.

Article 16

Limitations et exceptions

1) Les Parties contractantes ont la faculté de prévoir dans leur législation nationale, en ce qui concerne la protection des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes, des limitations ou exceptions de même nature que celles qui y sont prévues en ce qui concerne la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques.

2) Les Parties contractantes doivent restreindre toutes les limitations ou exceptions dont elles assortissent les droits prévus dans le présent traité à certains cas spéciaux où il n'est pas porté atteinte à l'exploitation normale de l'interprétation ou exécution ou du phonogramme ni causé de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'artiste interprète ou exécutant ou du producteur du phonogramme.

Article 17

Durée de la protection

1) La durée de la protection à accorder aux artistes interprètes ou exécutants en vertu du présent traité ne doit pas être inférieure à une période de 50 ans à compter de la fin de l'année où l'interprétation ou exécution a été fixée sur un phonogramme.

HOOFDSTUK IV

GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

Artikel 15

Recht op vergoeding voor uitzending en mededeling aan het publiek

1) Uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen hebben recht op één enkele billijke vergoeding voor het directe of indirecte gebruik van voor commerciële doeleinden gepubliceerde fonogrammen ten behoeve van uitzending of enigerlei mededeling aan het publiek.

2) De Verdragsluitende Partijen kunnen in hun nationale wetgeving bepalen dat de enkele billijke vergoeding door de gebruiker is verschuldigd aan de uitvoerend kunstenaar, aan de producent van een fonogram of aan beiden. De Verdragsluitende Partijen kunnen in hun nationale wetgeving de voorwaarden bepalen volgens welke uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen de enkele billijke vergoeding verdelen wanneer hierover geen overeenstemming tussen de uitvoerend kunstenaar en de producent van een fonogram is bereikt.

3) Iedere Verdragsluitende Partij kan in een bij de Directeur-Generaal van de WIPO nedergelegde kennisgeving verklaren dat zij de bepalingen van het eerste lid slechts ten aanzien van bepaalde vormen van gebruik zal toepassen, of dat zij toepassing hiervan op een andere wijze zal beperken, of dat zij deze bepalingen in het geheel niet zal toepassen.

4) Voor de toepassing van dit artikel worden fonogrammen die per draad of langs draadloze weg aan het publiek beschikbaar worden gesteld op zodanige wijze dat deze voor leden van het publiek toegankelijk zijn vanaf een door hen gekozen plaats en op een door hen gekozen tijdstip, geacht voor commerciële doeleinden te zijn gepubliceerd.

Artikel 16

Beperkingen en uitzonderingen

1) De Verdragsluitende Partijen kunnen in hun nationale wetgeving voorzien in soortgelijke beperkingen of uitzonderingen ten aanzien van de bescherming van uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen als waarin zij in hun nationale wetgeving voorzien in verband met de bescherming van het auteursrecht op werken van letterkunde en kunst.

2) De Verdragsluitende Partijen begrenzen alle beperkingen van of uitzonderingen op de rechten waarin dit Verdrag voorziet tot bepaalde speciale gevallen die geen afbreuk doen aan een normale exploitatie van de uitvoering of het fonogram en die niet op ongerechtvaardigde wijze schade toebrengen aan de rechtmatige belangen van de uitvoerend kunstenaar of de producent van het fonogram.

Artikel 17

Duur van de bescherming

1) De duur van de krachtens dit Verdrag aan uitvoerende kunstenaars te verlenen bescherming loopt tot ten minste het einde van een tijdvak van 50 jaar, te rekenen vanaf het einde van het jaar waarin de uitvoering op een fonogram werd vastgelegd.

2) La durée de la protection à accorder aux producteurs de phonogrammes en vertu du présent traité ne doit pas être inférieure à une période de 50 ans à compter de la fin de l'année où le phonogramme a été publié ou, à défaut d'une telle publication dans un délai de 50 ans à compter de la fixation du phonogramme, à compter de la fin de l'année de la fixation.

Article 18

Obligations relatives aux mesures techniques

Les Parties contractantes doivent prévoir une protection juridique appropriée et des sanctions juridiques efficaces contre la neutralisation des mesures techniques efficaces qui sont mises en œuvre par les artistes interprètes ou exécutants ou les producteurs de phonogrammes dans le cadre de l'exercice de leurs droits en vertu du présent traité et qui restreignent l'accomplissement, à l'égard de leurs interprétations ou exécutions ou de leurs phonogrammes, d'actes qui ne sont pas autorisés par les artistes interprètes ou exécutants ou les producteurs de phonogrammes concernés ou permis par la loi.

Article 19

Obligations relatives à l'information sur le régime des droits

1) Les Parties contractantes doivent prévoir des sanctions juridiques appropriées et efficaces contre toute personne qui accomplit l'un des actes suivants en sachant, ou, pour ce qui relève des sanctions civiles, en ayant des raisons valables de penser que cet acte va entraîner, permettre, faciliter ou dissimuler une atteinte à un droit prévu par le présent traité :

i) supprimer ou modifier, sans y être habilitée, toute information relative au régime des droits se présentant sous forme électronique;

ii) distribuer, importer aux fins de distribution, radiodiffuser, communiquer au public ou mettre à la disposition du public, sans y être habilitée, des interprétations ou exécutions, des copies d'interprétations ou exécutions fixées ou des exemplaires de phonogrammes en sachant que des informations relatives au régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation.

2) Dans le présent article, l'expression « information sur le régime des droits » s'entend des informations permettant d'identifier l'artiste interprète ou exécutant, l'interprétation ou exécution, le producteur du phonogramme, le phonogramme, le titulaire de tout droit sur l'interprétation ou exécution ou sur le phonogramme ou des informations sur les conditions et modalités d'utilisation de l'interprétation ou exécution ou du phonogramme, et de tout numéro ou code représentant ces informations, lorsque l'un quelconque de ces éléments d'information est joint à la copie d'une interprétation ou exécution fixée ou à l'exemplaire d'un phonogramme ou apparaît en relation avec la communication au public ou la mise à la disposition du public d'une interprétation ou exécution fixée ou d'un phonogramme.

Article 20

Formalités

La jouissance et l'exercice des droits prévus dans le présent traité ne sont subordonnés à aucune formalité.

2) De duur van de krachtens dit Verdrag aan producenten van fonogrammen te verlenen bescherming loopt tot ten minste het einde van een tijdvak van 50 jaar, te rekenen vanaf het einde van het jaar waarin het fonogram werd gepubliceerd of, bij gebreke van publicatie binnen 50 jaar na vastlegging van het fonogram, 50 jaar vanaf het einde van het jaar waarin de vastlegging plaatsvond.

Artikel 18

Verplichtingen betreffende technische maatregelen

De Verdragsluitende Partijen voorzien in een adequate rechtsbescherming en doeltreffende rechtsmiddelen tegen het onwerkzaam maken van doeltreffende technische maatregelen die door uitvoerende kunstenaars of producenten van fonogrammen worden gebruikt in verband met de uitoefening van hun rechten krachtens dit Verdrag, teneinde te beletten dat met betrekking tot hun uitvoeringen of fonogrammen handelingen worden verricht waarvoor de kunstenaars of producenten geen toestemming hebben verleend of die rechtens niet zijn geoorloofd.

Artikel 19

Verplichtingen betreffende informatie over beheer van rechten

1) De Verdragsluitende Partijen voorzien in adequate en doeltreffende rechtsmiddelen tegen een ieder die zich willens en wetens aan een van de volgende handelingen schuldig maakt, in de wetenschap dat, of die met betrekking tot civielrechtelijke sancties redelijkerwijs kan vermoeden, dat deze handeling inbreuk op een in dit Verdrag voorzien recht tot gevolg zal hebben, mogelijk maken, vergemakkelijken of verhullen :

i) het zonder toestemming verwijderen of wijzigen van in elektronische vorm opgeslagen informatie over het beheer van de rechten;

ii) het zonder toestemming verspreiden, importeren voor verspreiding, uitzenden, mededelen aan het publiek van uitvoeringen, kopieën van vastgelegde uitvoeringen of exemplaren van fonogrammen in de wetenschap dat in elektronische vorm opgeslagen informatie over het beheer van de rechten zonder toestemming is verwijderd of gewijzigd.

2) Voor de toepassing van dit artikel wordt onder « informatie over het beheer van de rechten » verstaan informatie die de uitvoerend kunstenaar, de uitvoering van de uitvoerend kunstenaar, de producent van het fonogram, het fonogram, de persoon die enig recht op de uitvoering of het fonogram heeft, identificeert of informatie over de voorwaarden waaronder de uitvoering of het fonogram mag worden gebruikt en alle getallen of codes waaruit die informatie bestaat, wanneer een van deze informatiebestanddelen aan een kopie van een vastgelegde uitvoering of een exemplaar van een fonogram is gehecht of in verband met de mededeling aan het publiek van een vastgelegde uitvoering of een fonogram kenbaar wordt.

Artikel 20

Formaliteiten

Het genot en de uitoefening van de in dit Verdrag voorziene rechten is niet onderworpen aan enige formaliteit.

Article 21

Réserves

Sauf dans le cas prévu à l'article 15, 3), aucune réserve au présent traité n'est admise.

Article 22

Application dans le temps

1) Les Parties contractantes appliquent les dispositions de l'article 18 de la Convention de Berne, *mutatis mutandis*, aux droits des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes prévus dans le présent traité.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), une Partie contractante peut limiter l'application de l'article 5 du présent traité aux interprétations ou exécutions qui ont eu lieu après l'entrée en vigueur du traité à son égard.

Article 23

Dispositions relatives à la sanction des droits

1) Les Parties contractantes s'engagent à adopter, en conformité avec leur système juridique, les mesures nécessaires pour assurer l'application du présent traité.

2) Les Parties contractantes feront en sorte que leur législation comporte des procédures destinées à faire respecter les droits prévus par le présent traité, de manière à permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte à ces droits, y compris des mesures propres à prévenir rapidement toute atteinte et des mesures propres à éviter toute atteinte ultérieure.

CHAPITRE V

**DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES
ET CLAUSES FINALES**

Article 24

Assemblée

1) a) Les Parties contractantes ont une Assemblée.

b) Chaque Partie contractante est représentée par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par la Partie contractante qui l'a désignée. L'Assemblée peut demander à l'OMPI d'accorder une assistance financière pour faciliter la participation de délégations des Parties contractantes qui sont considérées comme des pays en développement conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale des Nations Unies ou qui sont des pays en transition vers une économie de marché.

2) a) L'Assemblée traite des questions concernant le maintien et le développement du présent traité ainsi que son application et son fonctionnement.

Artikel 21

Voorbehouden

Behoudens in het geval voorzien in artikel 15, 3), kunnen ten aanzien van dit Verdrag geen voorbehouden worden gemaakt.

Artikel 22

Toepassing in de tijd

1) De Verdragsluitende Partijen passen de bepalingen van artikel 18 van de Berner Conventie *mutatis mutandis* toe op de rechten van uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen waarin in dit Verdrag is voorzien.

2) Niettegenstaande het eerste lid kan een Verdragsluitende Partij de toepassing van artikel 5 van dit Verdrag beperken tot uitvoeringen die hebben plaatsgevonden na de inwerkingtreding van dit Verdrag ten aanzien van die Partij.

Artikel 23

Bepalingen met betrekking tot handhaving van rechten

1) De Verdragsluitende Partijen verbinden zich ertoe de noodzakelijke maatregelen te nemen, overeenkomstig hun wetgeving, teneinde de toepassing van dit Verdrag te verzekeren.

2) De Verdragsluitende Partijen waarborgen dat hun wetgeving voorziet in procedures tot handhaving van de rechten waarmee doeltreffend kan worden opgetreden tegen iedere inbreuk op de rechten die in dit Verdrag zijn voorzien, met inbegrip van maatregelen waarmee op korte termijn inbreuk kan worden voorkomen, alsmede maatregelen die een afschrikmiddel voor verdere inbreuken vormen.

HOOFDSTUK V

**ADMINISTRATIEVE EN
SLOTBEPALINGEN**

Artikel 24

Algemene Vergadering

1) a) De Verdragsluitende Partijen hebben een Algemene Vergadering.

b) Iedere Verdragsluitende Partij wordt vertegenwoordigd door een afgevaardigde, die kan worden bijgestaan door plaatsvervangers, adviseurs en deskundigen.

c) De kosten van elke delegatie worden gedragen door de Verdragsluitende Partij die de delegatie heeft aangewezen. De Vergadering kan de WIPO om financiële bijstand vragen teneinde de deelname te vergemakkelijken van delegaties van Verdragsluitende Partijen die overeenkomstig de gevestigde praktijk van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties als ontwikkelingslanden worden beschouwd of die landen zijn die in de overgangsfase zijn naar een markteconomie.

2) a) De Algemene Vergadering behandelt vraagstukken betreffende de instandhouding en de ontwikkeling van dit Verdrag, alsmede betreffende de toepassing en werking van dit Verdrag.

b) L'Assemblée s'acquitte du rôle qui lui est attribué aux termes de l'article 26, 2), en examinant la possibilité d'autoriser certaines organisations intergouvernementales à devenir parties au présent traité.

c) L'Assemblée décide de la convocation de toute conférence diplomatique de révision du présent traité et donne les instructions nécessaires au directeur général de l'OMPI pour la préparation de celle-ci.

3) a) Chaque Partie contractante qui est un État dispose d'une voix et vote uniquement en son propre nom.

b) Toute Partie contractante qui est une organisation intergouvernementale peut participer au vote, à la place de ses États membres, avec un nombre de voix égal au nombre de ses États membres qui sont parties au présent traité. Aucune organisation intergouvernementale ne participe au vote si l'un de ses États membres exerce son droit de vote, et inversement.

4) L'Assemblée se réunit en session ordinaire une fois tous les deux ans sur convocation du directeur général de l'OMPI.

5) L'Assemblée établit son règlement intérieur, y compris en ce qui concerne sa convocation en session extraordinaire, les règles relatives au quorum et, sous réserve des dispositions du présent traité, la majorité requise pour divers types de décisions.

Article 25

Bureau international

Le Bureau international de l'OMPI s'acquitte des tâches administratives concernant le traité.

Article 26

Conditions à remplir pour devenir partie au traité

1) Tout État membre de l'OMPI peut devenir partie au présent traité.

2) L'Assemblée peut décider d'autoriser à devenir partie au présent traité toute organisation intergouvernementale qui déclare qu'elle a compétence, et dispose d'une législation propre liant tous ses États membres, en ce qui concerne les questions régies par le présent traité et qu'elle a été dûment autorisée, conformément à ses procédures internes, à devenir partie au présent traité.

3) La Communauté européenne, ayant fait la déclaration visée à l'alinéa précédent lors de la conférence diplomatique qui a adopté le présent traité, peut devenir partie au présent traité.

Article 27

Droits et obligations découlant du traité

Sauf disposition contraire expresse du présent traité, chaque Partie contractante jouit de tous les droits et assume toutes les obligations découlant du présent traité.

b) De Algemene Vergadering vervult de functie die haar is verleend in artikel 26, 2), met betrekking tot de toelating van bepaalde intergouvernementele organisaties om partij bij dit Verdrag te worden.

c) De Algemene Vergadering beslist over de bijeenroeping van een diplomatieke conferentie tot herziening van dit Verdrag en geeft de nodige instructies aan de Directeur-Generaal van de WIPO ter voorbereiding van zulk een diplomatieke conferentie.

3) a) Iedere Verdragsluitende Partij die een staat is, heeft één stem en kan alleen uit eigen naam haar stem uitbrengen.

b) Iedere Verdragsluitende Partij die een intergouvernementele organisatie is, kan in plaats van haar Lidstaten aan de stemming deelnemen met een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal van haar Lidstaten dat partij is bij dit Verdrag. Een dergelijke intergouvernementele organisatie neemt geen deel aan de stemming indien een van haar Lidstaten zijn stemrecht uitoefent, en vice versa.

4) De Algemene Vergadering komt eens in de twee jaar in gewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-Generaal van de WIPO.

5) De Algemene Vergadering stelt haar reglement van orde vast, met inbegrip van de bijeenroeping van buitengewone zittingen, de vereisten voor een quorum en, behoudens de bepalingen van dit Verdrag, de vereiste meerderheid voor verschillende soorten beslissingen.

Artikel 25

Internationaal Bureau

Het Internationaal Bureau van de WIPO verricht de administratieve taken betreffende het Verdrag.

Artikel 26

Voorwaarden om in aanmerking te komen als Partij bij het Verdrag

1) Iedere Lidstaat van de WIPO kan partij worden bij dit Verdrag.

2) De Vergadering kan besluiten of zij een intergouvernementele organisatie als partij bij dit Verdrag toelaat, die verklaart dat zij bevoegd is, en een eigen wetgeving heeft die al haar Lidstaten bindt, betreffende aangelegenheden die in dit Verdrag worden geregeld, en dat zij overeenkomstig haar interne procedures naar behoren gemachtigd is om partij bij dit Verdrag te worden.

3) De Europese Gemeenschap, die tijdens de Diplomatieke Conferentie die dit Verdrag heeft aangenomen, de in het vorige lid bedoelde verklaring heeft afgelegd, kan partij worden bij dit Verdrag.

Artikel 27

Rechten en verplichtingen voortvloeiend uit het Verdrag

Behoudens uitdrukkelijk andersluidende bepalingen in dit Verdrag geniet iedere Verdragsluitende Partij alle rechten en aanvaardt zij alle verplichtingen die uit dit Verdrag voortvloeien.

Article 28

Signature du traité

Le présent traité est ouvert à la signature jusqu'au 31 décembre 1997 et peut être signé par tout État membre de l'OMPI et par la Communauté européenne.

Article 29

Entrée en vigueur du traité

Le présent traité entre en vigueur trois mois après que 30 instruments de ratification ou d'adhésion ont été déposés auprès du directeur général de l'OMPI par des États.

Article 30

Date de la prise d'effet des obligations découlant du traité

Le présent traité lie :

- i) les 30 États visés à l'article 29 à compter de la date à laquelle le présent traité est entré en vigueur;
- ii) tous les autres États à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'État a déposé son instrument auprès du directeur général de l'OMPI;
- iii) la Communauté européenne à l'expiration d'un délai de trois mois suivant le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion si cet instrument a été déposé après l'entrée en vigueur du présent traité conformément à l'article 29, ou de trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent traité si cet instrument a été déposé avant l'entrée en vigueur du présent traité;
- iv) toute autre organisation intergouvernementale qui est autorisée à devenir partie au présent traité, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant le dépôt de son instrument d'adhésion.

Article 31

Dénonciation du traité

Toute Partie contractante peut dénoncer le présent traité par une notification adressée au directeur général de l'OMPI. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le directeur général a reçu la notification.

Article 32

Langues du traité

- 1) Le présent traité est signé en un seul exemplaire original en langues française, anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe, toutes ces versions faisant également foi.
- 2) Un texte officiel dans toute langue autre que celles qui sont visées à l'alinéa 1) est établi par le directeur général de l'OMPI à la demande d'une partie intéressée, après consultation de toutes les parties intéressées. Aux fins du présent alinéa, on entend par «partie intéressée» tout État membre de l'OMPI dont la langue

Artikel 28

Ondertekening van het Verdrag

Dit Verdrag staat tot en met 31 december 1997 open voor ondertekening door iedere Lidstaat van de WIPO en door de Europese Gemeenschap.

Artikel 29

Inwerkingtreding van het Verdrag

Dit Verdrag treedt in werking drie maanden nadat 30 akten van bekrachtiging of toetreding door Staten zijn nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de WIPO.

Artikel 30

Datum waarop het Verdrag voor Partijen van kracht wordt

Dit Verdrag bindt :

- i) de 30 Staten bedoeld in artikel 29, vanaf de datum waarop dit Verdrag in werking is getreden;
- ii) iedere andere Staat, na het verstrijken van een tijdvak van drie maanden vanaf de datum waarop die Staat zijn akte heeft nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de WIPO;
- iii) de Europese Gemeenschap, na het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of toetreding, indien die akte is nedergelegd na de inwerkingtreding van dit Verdrag overeenkomstig artikel 29, of drie maanden na de inwerkingtreding van dit Verdrag, indien die akte is nedergelegd voor de inwerkingtreding van dit Verdrag;
- iv) iedere andere intergouvernementele organisatie die is toegelaten om partij te worden bij dit Verdrag, na het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de nederlegging van haar akte van toetreding.

Artikel 31

Opzegging van het Verdrag

Dit Verdrag kan door iedere Verdragsluitende Partij worden opgezegd door middel van een kennisgeving aan de Directeur-Generaal van de WIPO. Een opzegging wordt van kracht een jaar na de datum waarop de Directeur-Generaal van de WIPO de kennisgeving heeft ontvangen.

Artikel 32

Talen van het Verdrag

- 1) Dit Verdrag wordt ondertekend in één origineel in de Engelse, Arabische, Chinese, Franse, Russische en Spaanse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.
- 2) Een officiële tekst in iedere andere taal dan die waarnaar wordt verwezen in het eerste lid, wordt door de Directeur-Generaal van de WIPO op verzoek van een belanghebbende partij opgesteld na overleg met alle belanghebbende partijen. Voor de toepassing van dit lid wordt onder «belanghebbende partij» verstaan iedere

officielle ou l'une des langues officielles est en cause, ainsi que la Communauté européenne, et toute autre organisation intergouvernementale qui peut devenir partie au présent traité, si l'une de ses langues officielles est en cause.

Article 33

Dépositaire

Le directeur général de l'OMPI est le dépositaire du présent traité.

*
* *

Déclaration communes

Concernant l'article 1^{er} :

Il est entendu que l'article 1^{er}, 2) précise la relation entre les droits existant sur les phonogrammes en vertu du présent traité et le droit d'auteur sur les œuvres incorporées dans ces phonogrammes. Dans les cas où sont requises à la fois l'autorisation de l'auteur d'une œuvre incorporée dans le phonogramme et celle d'un artiste interprète ou exécutant ou d'un producteur possédant des droits sur le phonogramme, l'obligation d'avoir l'autorisation de l'auteur ne cesse pas d'exister du fait que l'autorisation de l'artiste interprète ou exécutant ou du producteur est également requise, et vice versa.

Il est également entendu qu'aucune disposition de l'article 1^{er}, 2) n'empêche une Partie contractante de prévoir pour les artistes interprètes ou exécutants ou les producteurs de phonogrammes des droits exclusifs allant au-delà de ce que prévoit le présent traité.

Concernant l'article 2, b) :

Il est entendu que la définition du phonogramme contenue à l'article 2, b) n'implique pas que l'incorporation dans une œuvre cinématographique ou une autre œuvre audiovisuelle ait une quelconque incidence sur les droits sur le phonogramme.

Concernant les articles 2, e), 8, 9, 12 et 13 :

Aux fins de ces articles, les expressions « copies », « copies ou exemplaires » et « original et copies » dans le contexte du droit de distribution et du droit de location prévus par ces articles désignent exclusivement les copies ou exemplaires fixés qui peuvent être mis en circulation en tant qu'objets tangibles.

Concernant l'article 3 :

Il est entendu que, appliquée au présent traité, l'expression « ressortissant d'un autre État contractant » figurant aux articles 5, a) et 16, a), iv) de la Convention de Rome renverra, à l'égard d'une organisation intergouvernementale qui est une Partie contractante du présent traité, au ressortissant d'un des pays membres de cette organisation.

Lidstaat van de WIPO waarvan de officiële taal of een van de officiële talen in het geding is, alsmede de Europese Gemeenschap en iedere andere intergouvernementele organisatie die partij kan worden bij dit Verdrag indien een van haar officiële talen in het geding is.

Artikel 33

Depositaris

De Directeur-Generaal van de WIPO is de depositaris van dit Verdrag.

*
* *

Gemeenschappelijke Verklaringen

Betreffende artikel 1 :

Het is wel verstaan dat het bepaalde in artikel 1, tweede lid de verhouding verduidelijkt tussen de rechten op fonogrammen uit hoofde van dit verdrag en het auteursrecht op de in de fonogrammen belichaamde werken. Ingeval zowel de toestemming van de auteur van een in het fonogram belichaamd werk als de toestemming van een uitvoerende kunstenaar of producent die rechthebbenden op het fonogram is, vereist is, houdt het vereiste van toestemming van de auteur niet op te bestaan omdat eveneens de toestemming van de uitvoerende kunstenaar of producent vereist is, en vice versa.

Het is voorts wel verstaan dat niets in artikel 1, tweede lid eraan in de weg staat dat een Verdragsluitende Partij een uitvoerende kunstenaar of producent van fonogrammen verdergaande uitsluitende rechten toekent dan die welke overeenkomstig dit verdrag dienen te worden toegekend.

Betreffende artikel 2, onder b) :

Het is wel verstaan dat uit de definitie van fonogram in artikel 2, onder b), niet mag worden afgeleid dat rechten op fonogrammen op enigerlei wijze worden beïnvloed door de belichaming daarvan in een cinematografisch of ander audiovisueel werk.

Betreffende de artikelen 2, onder e), 8, 9, 12 en 13 :

Onder « het origineel en kopieën » en « exemplaren », zoals in deze artikelen genoemd, die overeenkomstig deze artikelen het voorwerp van het verspreidingsrecht en het verhuurrecht vormen, wordt uitsluitend verstaan vastgelegde exemplaren die als tastbare voorwerpen in het verkeer kunnen worden gebracht.

Betreffende artikel 3 :

Het is wel verstaan dat de uitdrukking « onderdaan van een andere Verdragsluitende Staat » in artikel 5, a), en artikel 16, a), iv), van het Verdrag van Rome, wanneer ze op het onderhavige verdrag wordt toegepast, ten aanzien van een intergouvernementele organisatie die een Verdragsluitende Partij bij het onderhavige verdrag is, wordt gelezen als verwijzende naar een onderdaan van een van de landen welke lid van die organisatie zijn.

Concernant l'article 3, 2):

Aux fins de l'application de l'article 3, 2), il est entendu que par fixation on entend la mise au point finale de la bande mère.

Concernant les articles 7, 11 et 16:

Le droit de reproduction énoncé aux articles 7 et 11 et les exceptions dont il peut être assorti en vertu de l'article 16 s'appliquent pleinement dans l'environnement numérique, en particulier à l'utilisation des interprétations et exécutions et des phonogrammes sous forme numérique. Il est entendu que le stockage d'une interprétation ou exécution protégée, ou d'un phonogramme protégé, sous forme numérique sur un support électronique constitue une reproduction au sens de ces articles.

Concernant l'article 15:

Il est entendu que l'article 15 n'apporte pas une solution définitive à la question du niveau des droits de radiodiffusion et de communication au public dont devraient jouir, à l'ère du numérique, les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes. Les délégations n'ayant pu parvenir à un consensus sur les propositions divergentes concernant les aspects de l'exclusivité à accorder dans certaines circonstances, ou les droits à reconnaître sans possibilité de réserves, elles ont renoncé pour le présent à régler la question.

Concernant l'article 15:

Il est entendu que l'article 15 n'empêche pas l'octroi du droit conféré par cet article aux artistes interprètes ou exécutants du folklore et aux producteurs de phonogrammes incorporant du folklore lorsque ces phonogrammes n'ont pas été publiés dans un but de profit commercial.

Concernant l'article 16:

La déclaration commune concernant l'article 10 (relatif aux limitations et exceptions) du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur est applicable *mutatis mutandis* à l'article 16 (relatif aux limitations et exceptions) du Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes.

Concernant l'article 19:

La déclaration commune concernant l'article 12 (sur les obligations relatives à l'information sur le régime des droits) du Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur est applicable *mutatis mutandis* à l'article 19 (sur les obligations relatives à l'information sur le régime des droits) du Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes.

Betreffende artikel 3, 2):

Voor de toepassing van artikel 3, 2), wordt onder vastlegging de afwerking van de moederband «*master tape*» verstaan.

Betreffende de artikelen 7, 11 en 16:

Het reproductierecht, zoals omschreven in de artikelen 7 en 11, en de krachtens artikel 16 toegestane uitzonderingen zijn ten volle van toepassing in de digitale omgeving en met name op het gebruik van uitvoeringen en fonogrammen in digitale vorm. Het is wel verstaan dat het opslaan in digitale vorm van een beschermde uitvoering of een beschermd fonogram in een elektronisch medium een reproductie vormt in de zin van voornoemde artikelen.

Betreffende artikel 15:

Het is wel verstaan dat artikel 15 geen uitputtend antwoord geeft op de vraag in welke omvang rechten van uitzending en mededeling aan het publiek dienen toe te komen aan producenten van fonogrammen en uitvoerende kunstenaars in het digitale tijdperk. De delegaties zijn het niet eens kunnen worden over verschillende voorstellen inzake het verlenen in bepaalde opzichten van exclusiviteit onder zekere omstandigheden of inzake het toekennen van rechten zonder mogelijkheid van voorbehoud, en hebben derhalve dit punt voor later gereserveerd.

Betreffende artikel 15:

Het is wel verstaan dat het bepaalde in artikel 15 er niet aan in de weg staat dat het in dit artikel voorziene recht wordt toegekend aan uitvoerders van folklore en producenten van fonogrammen waarop folklore is opgenomen, wanneer deze fonogrammen niet met winst oogmerk openbaar zijn gemaakt.

Betreffende artikel 16:

De gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 10 (beperkingen en uitzonderingen) van het verdrag van de WIPO inzake het auteursrecht is van overeenkomstige toepassing op artikel 16 (beperkingen en uitzonderingen) van het verdrag van de WIPO inzake uitvoeringen en fonogrammen.

Betreffende artikel 19:

De gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 12 (verplichtingen inzake informatie betreffende het beheer van rechten) van het verdrag van de WIPO inzake het auteursrecht is van overeenkomstige toepassing op artikel 19 (verplichtingen inzake informatie betreffende het beheer van rechten) van het verdrag van de WIPO inzake uitvoeringen en fonogrammen.

**AVANT-PROJET DE LOI
SOU MIS À L'AVIS
DU CONSEIL D'ÉTAT**

Avant-projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

1^o Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996.

2^o Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996.

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

Le Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, sortira son plein et entier effet.

Art. 3

Le Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, sortira son plein et entier effet.

*
* *

**VOORONTWERP VAN WET
VOOR ADVIES VOORGELEGD
AAN DE RAAD VAN STATE**

Voorontwerp van wet houdende instemming met volgende internationale Akten :

1^o Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996.

2^o Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996.

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

Het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 3

Het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996, zal volkomen gevolg hebben.

*
* *

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

39.048/2

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le ministre des Affaires étrangères, le 6 septembre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi «portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

1° Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996;

2° Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996 »;

a donné le 28 septembre 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

L'exposé des motifs mentionne le projet de loi transposant la directive 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information. Étant donné que ce projet a été adopté, il faut viser la loi du 22 mai 2005 transposant en droit belge la directive européenne 2001/29/CE, précitée, de même que les dispositions pertinentes de celle-ci.

La chambre était composée de

M. Y. KREINS, président de chambre,

M. J. JAUMOTTE et Mme M. BAGUET, conseillers d'État,

M. H. BOSLY, assesseur de la section de législation,

Mme B. VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

Le greffier,

B. VIGNERON.

Le président,

Y. KREINS

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

39.048/2

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 september 2005 door de minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet « houdende instemming met volgende Internationale Akten :

1° Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996;

2° Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996 »;

heeft op 28 september 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

De memorie van toelichting heeft het over het ontwerp van wet tot omzetting van richtlijn 2001/29/EG van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij. Aangezien dit ontwerp is goedgekeurd, dient te worden verwezen naar de wet van 22 mei 2005 houdende de omzetting in Belgisch recht van de voormelde Europese richtlijn 2001/29/EG, alsmede naar de relevante bepalingen ervan.

De kamer was samengesteld uit

De heer Y. KREINS, kamervoorzitter,

De heer J. JAUMOTTE en mevrouw M. BAGUET, staatsraden,

De heer H. BOSLY, assessor van de afdeling wetgeving,

Mevrouw B. VIGNERON, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. JAUMOTTE.

De griffier,

B. VIGNERON.

De voorzitter,

Y. KREINS

ANNEXE

[Art. 78 de la Constitution]
[voir le doc. Chambre 51-2158/1]

Projet de loi relatif à l'application aux Belges de certaines dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, et du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément au précédent de la loi du 27 juillet 1953 relative à l'application aux Belges de certaines dispositions de la Convention internationale du 26 juin 1948 pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (Moniteur belge du 17 septembre 1953), le présent projet de loi a pour objet de permettre aux auteurs belges et aux titulaires belges de droits voisins, de bénéficier en Belgique respectivement des dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), et des dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), qui leur seraient plus favorables que la législation nationale.

À défaut du présent projet de loi, les auteurs belges et les titulaires belges de droits voisins ne pourraient pas directement invoquer les dispositions des deux traités. En effet, les deux traités règlent seulement les situations internationales, et n'ont pas de conséquences directes en ce qui concerne les relations juridiques entre chacune des parties contractantes et leurs ressortissants (article 3 WCT et article 3 WPPT).

Bien que le niveau de protection accordé par la loi belge sur le droit d'auteur et ses arrêtés d'exécution est en règle générale plus élevé au le niveau de protection qui est prévu par le WCT et le WPPT, notamment suite à la loi du 22 mai 2005 transposant en droit belge la Directive européenne 2001/29/CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (Moniteur belge 27 mai 2005, 24997), il n'est pourtant pas à exclure que dans des cas spécifiques le recours direct par les Belges aux dispositions du WCT et du WPPT peut être utile. C'est pourquoi, il a été jugé opportun d'élaborer le présent projet de loi.

Une disposition reconnaissant aux belges le bénéfice de dispositions internationales plus favorables que la législation nationale porte sur une matière qui relève de l'article 78 de la Constitution alors que l'assentiment de traités internationaux est une matière visée à l'article 77 de la Constitution. Pour cette raison, les dispositions reconnaissant aux belges le bénéfice des dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), ou du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), qui leur seraient plus favorables que la législation nationale, ont été disjointes du projet de loi portant approbation de ces Conventions internationales et font l'objet du présent projet de loi.

L'article 3 de cette loi concerne l'entrée en vigueur de cette loi. L'objet de cette disposition est de veiller à ce que les belges ne puissent invoquer les dispositions plus favorables du WCT et du WPPT, qu'à partir du moment où ces Traités lient la Belgique.

BIJLAGE

[Art. 78 van de Grondwet]
[zie stuk Kamer 51-2158/1]

Wetsontwerp betreffende de toepassing op de Belgen van zekere bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996, en van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996.

MEMORIE VAN TOELICHTING

Overeenkomstig de wet van 27 juli 1953 betreffende de toepassing op de Belgen van zekere bepalingen van de Internationale Overeenkomst van 26 juni 1948 voor de bescherming van kunst- en letterkundige werken (Belgisch Staatsblad van 17 september 1953), die in dit verband een precedent vormt, bevat het huidige ontwerp van wet een artikel op grond waarvan de Belgische auteurs en de Belgische houders van naburige rechten in België die bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), alsook die bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT) kunnen invoeren, welke een betere bescherming bieden dan de nationale wetgeving ter zake.

Zonder huidige wetsontwerp, zouden de Belgische auteurs en de Belgische houders van naburige rechten de bepalingen van beide verdragen niet rechtstreeks kunnen invoeren in België. Beide verdragen regelen immers slechts internationale situaties, en hebben geen rechtstreekse gevolgen wat betreft de juridische verhoudingen tussen elk van de verdragsluitende partijen en haar eigen onderdanen (artikel 3 WCT en artikel 3 WPPT).

Hoewel het niveau van bescherming, toegekend door de Belgische auteurswet en haar uitvoeringsbesluiten, over het algemeen beschouwd hoger is dan het beschermingsniveau waarin voorzien wordt door het WCT en het WPPT, inzonderheid na de wet van 22 mei 2005 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn 2001/29/EG betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij (Belgisch Staatsblad 27 mei 2005, 24997), valt toch niet uit te sluiten dat in specifieke gevallen een rechtstreeks beroep op de bepalingen van het WCT en het WPPT door Belgen, nuttig kan zijn. Daarom werd het opportuun geacht huidige wetsontwerp uit te werken.

Een bepaling die aan de Belgen het voordeel van internationale bepalingen toekent die gunstiger zijn dan de nationale wetgeving is een materie die valt onder toepassing van artikel 78 van de Grondwet, terwijl de goedkeuring van internationale verdragen een materie is als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet. Om deze reden, worden in het huidige ontwerp van wet de bepalingen die de Belgen het voordeel toekennen van de meer gunstige bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT) en het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gesplitst van het ontwerp van wet houdende goedkeuring van deze internationale Verdragen.

Artikel 3 van deze wet handelt over de inwerkingtreding van deze wet. Het doel van deze bepaling is er voor te zorgen dat de Belgen de meer gunstige bepalingen van het WCT en het WPPT slechts kunnen invoeren vanaf het ogenblik dat beide Verdragen België binden.

En ce qui concerne l'entrée en vigueur des deux traités, on mentionnera que la loi portant assentiment au WCT et au WPPT, dispose dans sa partie dispositif qu'aussi bien le WCT (art. 2) que le WPPT (art. 3) « sortira son plein et entier effet ». Quant à l'entrée en vigueur, l'article 21, alinéa unique, 2^o, WCT dispose que le présent traité lie : « 2^o tous les autres États à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'État a déposé son instrument auprès du directeur général de l'OMPI ». Le WPPT dispose dans son article 30, alinéa unique, 2^o, WPPT que le présent traité lie : « tous les autres États à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'État a déposé son instrument auprès du directeur général de l'OMPI ».

Le ministre des Affaires étrangères,

Karel DE GUCHT.

Le ministre de l'Économie,

Marc VERWILGHEN.

**
* **

PROJET DE LOI

ALBERT II,

Roi des Belges,

*À tous, présents et à venir,
SALUT.*

Avant-projet de loi relatif à l'application aux Belges de certaines dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, et du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996.

Sur la proposition de Notre ministre des Affaires étrangères et de Notre ministre de l'Economie,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre ministre des Affaires étrangères et Notre ministre de l'Economie sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives et de déposer au Sénat le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Les auteurs belges peuvent revendiquer l'application à leur profit en Belgique des dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, qui seraient plus favorables que la loi belge.

Wat die inwerkingtreding van beide verdragen betreft, kan vermeld worden dat de wet houdende instemming met het WCT en het WPPT in haar beschikkend gedeelte bepaalt dat zowel het WCT (art. 2) als het WPPT (art. 3) « volkomen gevolg zal hebben ». Op het vlak van de inwerkingtreding bepaalt art. 21, enig lid, 2^o, WCT dat dit Verdrag bindt : « iedere andere Staat na het verstrijken van een tijdvak van drie maanden, vanaf de datum waarop die Staat zijn akte heeft nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de WIPO ». Het WPPT bepaalt in haar artikel 30, enig lid, 2^o dat dit Verdrag bindt : « iedere andere Staat, na het verstrijken van een tijdvak van drie maanden vanaf de datum waarop die Staat zijn akte heeft nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de WIPO ».

De minister van Buitenlandse Zaken,

Karel DE GUCHT.

De minister van Economie,

Marc VERWILGHEN.

**
* **

WETSONTWERP

ALBERT II,

Koning der Belgen,

*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.*

Voorontwerp van wet betreffende de toepassing op de Belgen van zekere bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996, en van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996.

Op de voordracht van Onze minister van Buitenlandse Zaken en van Onze minister van Economie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze minister van Buitenlandse Zaken en Onze minister van Economie zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Senaat in te dienen :

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

De Belgische auteurs mogen, tot eigen voordeel, in België de toepassing eisen van de bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), in al de gevallen waar deze bepalingen gunstiger zijn dan de Belgische wet.

Les artistes-interprètes ou exécutants et producteurs de phonogrammes belges peuvent revendiquer l'application à leur profit en Belgique des dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, qui seraient plus favorables que la loi belge.

Art. 3

L'article 2, alinéa 1^{er}, de la présente loi entre en vigueur le jour à partir duquel le Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, lie la Belgique.

L'article 2, alinéa 2, de la présente loi entre en vigueur le jour à partir duquel le Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, lie la Belgique.

*
* *

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

39.049/2

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le ministre des Affaires étrangères, le 6 septembre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « relatif à l'application aux Belges de certaines dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), adopté à Genève le 20 décembre 1996, et du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), adopté à Genève le 20 décembre 1996 », a donné le 28 septembre 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Selon son exposé des motifs, l'avant-projet

« ... a pour objet de permettre aux auteurs belges et aux titulaires belges de droits voisins de bénéficier en Belgique respectivement des dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur (WCT), et des dispositions du Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), qui leur seraient plus favorables que la législation nationale »,

et ce

« conformément au précédent de la loi du 27 juillet 1953 relative à l'application aux Belges de certaines dispositions de la convention internationale du 26 juin 1948 pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (Moniteur belge du 17 septembre 1953) ».

De Belgische uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen mogen, tot eigen voordeel, in België de toepassing eisen van de bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996, in al de gevallen waar deze bepalingen gunstiger zijn dan de Belgische wet.

Art. 3

Artikel 2, eerste lid, van deze wet treedt in werking op de dag waarop het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996, België bindt.

Artikel 2, tweede lid, van deze wet treedt in werking op de dag waarop het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996, België bindt.

*
* *

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

39.049/2

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 september 2005 door de minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet « betreffende de toepassing op de Belgen van zekere bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WCT), gedaan te Genève op 20 december 1996, en van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT), gedaan te Genève op 20 december 1996 », heeft op 28 september 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Volgens de memorie van toelichting

« ... bevat het huidige ontwerp van wet een artikel op grond waarvan de Belgische auteurs en de Belgische houders van naburige rechten in België die bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht (WM), alsook die bepalingen van het Verdrag van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake uitvoeringen en fonogrammen (WPPT) kunnen invoeren, welke een betere bescherming bieden dan de nationale wetgeving ter zake »,

en wel

« overeenkomstig de wet van 27 juli 1953 betreffende de toepassing op de Belgen van zekere bepalingen van de Internationale Overeenkomst van 26 juni 1948 voor de bescherming van kunst- en letterkundige werken (Belgisch Staatsblad van 17 september 1953) ».

Dans son avis L. 2.757/2 (1), donné le 12 juillet 1952, sur l'avant-projet duquel est issue cette loi, la section de législation du Conseil d'État formule notamment les observations suivantes :

« L'avant-projet tend à permettre aux Belges de revendiquer en Belgique l'application, à leur profit, des dispositions de la convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, signée le 9 septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914, révisée à Rome le 2 juin 1928, révisée, en dernier lieu, à Bruxelles le 26 juin 1948 et approuvée par la loi du 26 juin 1951, chaque fois que les dispositions de cette convention leur seraient plus favorables que celles de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur.

Il est de fait qu'il existe de notables divergences entre la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur et la convention de Berne révisée. Celle-ci assure notamment aux auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques une protection plus étendue que celle que leur procure la législation belge. La conséquence en est que, faute d'adaptation de la législation nationale, les auteurs étrangers, ressortissants des pays membres de l'union pour la protection des droits des auteurs, jouissent en ce moment en Belgique de plus de droits que les auteurs belges.

Le projet cherche à éliminer cette anomalie en disposant que les Belges pourront, à partir du 26 juin 1951, revendiquer l'application à leur profit, en Belgique, des dispositions de la convention dans tous les cas où ces dispositions seraient plus favorables que la loi belge.

Il participe de la même méthode que celle employée par les lois des 10 juin 1914 et 2 juin 1939 lors de l'approbation des actes internationaux concernant la protection de la propriété industrielle.

Le promoteur de la méthode que l'avant-projet met en œuvre fut la commission de la Chambre des Représentants chargée de faire rapport sur le projet de loi devenu, par la suite, la loi du 10 juin 1914 portant approbation des actes internationaux concernant la protection de la propriété industrielle, signée à Washington le 2 juin 1911 (cf. Chambre des Représentants, session 1913-1914, rapport de la commission, pp. 891 et 892).

La formule en fut empruntée à la loi française du 1^{er} juin 1906 relative à l'application, en France, des conventions internationales concernant la propriété industrielle.

Cette manière de procéder a le mérite essentiel d'écarter, de façon expéditive, toutes discussions quant à l'applicabilité aux Belges, en Belgique, des dispositions de la convention.

Les effets des conventions internationales sur la législation interne des États parties à celles-ci demeurent, en effet, très discutés (Cf. E. NYS, « Interprétation des traités par les tribunaux », Belgique judiciaire, col. 170, 1916; B. JOFFE, « Du droit pour les tribunaux belges d'interpréter les conventions internationales », Belgique judiciaire, 1921; J. VAN HOUTTE, « L'interprétation judiciaire des traités internationaux », Mélanges Maheim, tome II, p. 372; MUULS, « Le traité international et la Constitution belge », Revue de droit international et de législation comparée, 1934, pages 451 à 491; E. ALLARD, « Application en France, à l'égard des Français, des conventions internationales concernant la propriété industrielle », Revue internationale de droit privé, 1906, page 121; LYON-CAEN, « De la non-applicabilité en France, à l'égard des Français, des conventions internationales concernant la propriété industrielle », Revue internationale de droit privé, 1906, page 482; LALLIER, « Revue de droit international privé », 1907, page 123).

In advies L. 2.757/2 (1) dat gegeven is op 12 juli 1952, over het voorontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot die wet, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State inzonderheid de volgende opmerkingen geformuleerd :

« Het voorontwerp strekt er toe, de Belgen in staat te stellen te eisen dat de bepalingen der overeenkomst van Bern voor de bescherming van letterkundige en kunstwerken, ondertekend de 9de September 1886, aangevuld te Parijs de 4de Mei 1896, herzien te Berlijn de 13 de November 1908, aangevuld te Bern de 20ste Maart 1914, herzien te Rome de 2de Juni 1928, laatstelijk herzien te Brussel de 26ste Juni 1948 en goedgekeurd bij de wet van 26 juni 1951, in België in hun voordeel worden toegepast telkens als die bepalingen voor hen gunstiger mochten zijn dan die van de wet van 22 Maart 1886 op het auteursrecht.

Het is een feit dat er tussen de wet van 22 Maart 1886 op het auteursrecht en de herziene overeenkomst van Bern merkelijke verschillen bestaan. Door de overeenkomst worden de auteurs van letterkundige en kunstwerken namelijk in een veel ruimere mate beschermd dan door de Belgische wetgeving. Gevolg hiervan is dat, bij gemis van aanpassing van onze wetgeving, de vreemde auteurs die onderhorigen zijn van lidstaten van het verbond tot bescherming van de rechten der auteurs, in België thans meer rechten genieten dan de Belgische auteurs.

Het ontwerp wil aan die abnormale toestand een einde maken door te bepalen, dat de Belgen van 26 Juni 1951 af mogen eisen dat de bepalingen der overeenkomst in België in hun voordeel worden toegepast telkens als die bepalingen voor hen gunstiger zijn dan de Belgische wet.

De methode is dezelfde als die welke gevolgd is in de wetten van 10 Juni 1914 en 2 Juni 1939, bij de goedkeuring der internationale akten betreffende de bescherming van de industriële eigendom.

De promotor van de methode volgens welke het voorontwerp te werk gaat, was de commissie van de Kamer der volksvertegenwoordigers, belast met het opmaken van het verslag over het ontwerp van wet, later de wet van 10 juni 1914 geworden, tot goedkeuring van de internationale akten betreffende de bescherming van nijverheidseigendom, ondertekend te Washington de 2de Juni 1911 (vgl. Kamer der volksvertegenwoordigers, zitting 1913-1914, verslag der commissie, blz. 891-892).

De formule werd ontleend aan de Franse wet van 1 Juni 1906 betreffende de toepassing, in Frankrijk, van de internationale overeenkomsten betreffende industriële eigendom.

Het essentiële voordeel van die werkwijze is, dat zij elke betwisting over de toepasselijkheid van de bepalingen der overeenkomst op de Belgen in België op afdoende wijze voorkomt.

Omtrent de weerslag der internationale overeenkomsten op de interne wetgeving der Staten welke partij zijn bij die overeenkomsten, bestaat immers nog steeds grote onenigheid (Vgl. E. NYS, « Interprétation des traités par les tribunaux », Belgique judiciaire, col. 170, 1916; B. JOFFE, « Du droit pour les tribunaux belges d'interpréter les conventions internationales », Belgique judiciaire, 1921; J. VAN HOUTTE, « L'interprétation judiciaire des traités internationaux », Mélanges Maheim, tome II, page 372; MUULS, « Le traité international et la Constitution belge », Revue de droit international et de législation comparée, 1934, pages 451 à 491; E. ALLARD, « Application en France, à l'égard des Français, des conventions internationales concernant la propriété industrielle », Revue internationale de droit privé, 1906, page 121; LYON-CAEN, « De la non-applicabilité en France, à l'égard des Français, des conventions internationales concernant la propriété industrielle », Revue internationale de droit privé, 1906, page 482; LALLIER, « Revue de droit international privé », 1907, page 123).

(1) Documents parlementaires, Sénat, session 1952-1953, n^{os} 224, pp. 4 à 6.

(1) Gedr. St. Senaat, zitting 1952-1953, nr. 224, blz. 4 tot 6.

Elle n'apporte toutefois qu'une sécurité juridique précaire, car elle abandonne au citoyen en général et aux juges à l'occasion des contestations qu'ils sont appelés à trancher, la tâche éminemment délicate de déterminer quelles sont les dispositions de la convention qui sont plus favorables que celles de la loi et d'en dégager la teneur normative précise, au fur et à mesure où les intérêts des particuliers le rendent nécessaire.

Si des considérations tirées de l'urgence recommandent le recours à la méthode que le projet illustre, il n'en serait pas moins souhaitable qu'intervienne, dans un proche avenir, une révision de la loi sur le droit d'auteur qui ferait disparaître les divergences actuelles entre la loi et les traités et introduirait, d'une manière expresse et précise, dans la législation nationale, les règles nouvelles consignées dans les conventions internationales. »

Le rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Chambre des représentants (1) fait écho à cet avis :

« Le présent projet de loi tend à compléter la loi du 26 juin 1951 portant approbation de la convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques signée le 26 juin 1948.

Cette approbation a eu pour effet que, contrairement aux étrangers, les Belges ne bénéficient pas en territoire belge des dispositions de la convention si celles-ci sont plus favorables que celles de la loi nationale du 22 mars 1886.

Il aurait suffi de prévoir ce droit explicitement pour les Belges dans la loi d'approbation du 26 juin 1951.

Le présent projet de loi remédie à cette lacune.

*
* *

Toutefois, ce projet pose à nouveau le problème de l'incidence des conventions internationales sur la législation interne des États, problème au sujet duquel il existe toujours un grand désaccord.

La procédure suivie dans le cas présent a plus d'un précédent (lois des 10 juin 1914 et 2 juin 1939 ainsi que la convention internationale intervenue récemment au sujet de la déclaration de décès).

Elle dissipe tout doute sur le point de savoir si les dispositions de la convention sont applicables en Belgique aux Belges.

Toutefois, ainsi que le dit le Conseil d'État dans son avis détaillé au sujet du présent projet de loi, cette méthode n'apporte qu'une sécurité juridique relative, car elle laisse entièrement ouverte la question de savoir quelles dispositions de la convention sont plus favorables.

Le Conseil d'État estime qu'il serait utile de mettre incessamment la loi relative aux droits d'auteur en concordance avec la convention. »

Cette dernière recommandation demeure d'actualité, quoique le risque évoqué semble assez minime étant donné que la loi du 22 mai 2005 transpose en droit belge et rend applicable — y compris en conséquence aux Belges — la directive 2001/29/CE, du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information, qui tend notamment à mettre en œuvre certaines des nouvelles obligations internationales résultant des traités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur le droit d'auteur ainsi que sur les interprétations

Toch geeft die methode slechts een betrekkelijke rechtszekerheid, want de uiterst kiese taak, uit te maken welke bepalingen der overeenkomst gunstiger zijn dan die van de wet, en de juiste normatieve waarde er van te achterhalen, naarmate de belangen der particulieren daartoe nopen, laat zij over aan de staatsburgers in het algemeen en aan de rechters, wanneer zij betwistingen hebben op te lossen.

Ofschoon de methode, waarvan het ontwerp een voorbeeld is, wegens het spoedeisend karakter der zaak aanbeveling verdient, toch ware het goed indien eerlang de wet op het auteursrecht derwijze werd herzien, dat de thans bestaande afwijkingen tussen de wet en de verdragen verdwijnen en dat de nieuwe in de internationale overeenkomsten neergelegde regelen op uitdrukkelijke en nauwkeurige wijze in onze nationale wetgeving worden opgenomen. »

In het verslag namens de commissie voor de buitenlandse zaken en de buitenlandse handel van de Kamer van volksvertegenwoordigers (1) wordt ingespeeld op dat advies :

« Het onderhavige wetsontwerp heeft tot doel de wet van 26 Juni 1951, waarbij de op 26 juni 1948 te Brussel ondertekende internationale overeenkomst voor de bescherming van kunst- en letterkundige werken goedgekeurd werd, aan te vullen.

Die goedkeuring had voor gevolg dat in tegenstelling tot de vreemdelingen, de Belgen op Belgisch grondgebied niet het voordeel genieten van die bepalingen der overeenkomst welke gunstiger mochten zijn dan die der nationale wet van 22 maart 1886.

Het was voldoende dit recht voor de Belgen uitdrukkelijk te voorzien in de goedkeuringswet van 26 Juni 1951.

Het huidige wetsontwerp voorziet in deze leemte.

*
* *

Dit ontwerp stelt nochtans opnieuw het vraagstuk van de weerslag der internationale overeenkomsten op de interne wetgeving der Staten, vraagstuk betreffende hetwelk er steeds nog grote onenigheid bestaat.

De procedure aangewend in het huidig geval heeft meer dan een voorgaande (wetten van 10 Juni 1914-2 Juni 1939 en onlangs betreffende de internationale overeenkomst over de verklaring van overlijden).

Zij neemt alle twijfel weg over de toepasselijkheid van de bepalingen der overeenkomst op de Belgen in België.

Doch, zoals de Raad van State het in zijn uitvoerig advies bij onderhavig wetsontwerp, terecht zegt, geeft deze methode slechts een betrekkelijke rechtszekerheid, daar de kwestie te weten welke bepalingen der overeenkomst gunstiger zijn, geheel openblijft.

Ook oordeelt de Raad van State het nuttig dat eerlang de wet op het auteursrecht in overeenstemming zou worden gebracht met het verdrag. »

Deze laatste aanbeveling behoudt thans nog steeds haar gelding, hoewel het aangevoerde risico erg beperkt lijkt te zijn, gelet op het feit dat de wet van 22 mei 2005 richtlijn 2001/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij omzet in Belgisch recht en deze ook toepasselijk verklaart — bijgevolg ook op de Belgen —, welke richtlijn inzonderheid ertoe strekt uitvoering te geven aan een aantal van de nieuwe internationale bepalingen die voortvloeien uit de verdragen van de

(1) Documents parlementaires, Chambre des représentants, session 1952-1953, n° 572.

(1) Gedr. St., Kamer van volksvertegenwoordigers, zitting 1952-1953, nr. 572.

et exécutions et les phonogrammes. Si ces traités devaient encore comporter, malgré cette transposition, des dispositions « plus favorables que la loi belge », celle-ci devrait donc être expressément adaptée afin d'aligner la protection qu'elle procure sur celle garantie par lesdits traités.

Quant à l'« anomalie » à laquelle la loi du 27 juillet 1953, précitée, entendait remédier, elle n'aurait pas disparu du fait de l'arrêt de la Cour de cassation du 27 mai 1971 « Fromagerie franco-suisse Le Ski », selon lequel

« ... lorsque le conflit existe entre une norme de droit interne et une norme de droit international qui a des effets directs dans l'ordre juridique interne, la règle établie par le traité doit prévaloir; [...] la prééminence de celle-ci résulte de la nature même du droit international conventionnel ».

Conformément à ce principe désormais reçu en droit belge, les dispositions directement applicables des traités ratifiés par la Belgique et y ayant reçu l'assentiment des Chambres doivent être appliquées à l'exclusion des règles légales qui y seraient contraires. Selon les explications fournies par le délégué du ministre qui se réfère à divers auteurs (1), les ressortissants belges ne peuvent cependant se prévaloir en Belgique de la protection prévue par les deux traités précités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, parce qu'ils sont dépourvus d'effets directs dans les rapports juridiques entre chaque partie contractante et ses propres ressortissants, de sorte que les Belges sont, en Belgique, soumis exclusivement à leur législation nationale, sans pouvoir y revendiquer une éventuelle protection plus étendue en application de ces traités.

Comme telle est la justification de l'avant-projet, qui n'interfère dès lors pas avec l'application des principes résultant de l'arrêt « Fromagerie franco-suisse Le Ski », les explications du délégué du ministre doivent compléter l'exposé des motifs afin d'y faire apparaître plus clairement les raisons nécessitant l'intervention du législateur.

La chambre était composée de

M. Y. KREINS, président de chambre,

M. J. JAUMOTTE, conseillers d'État,

Mme M. BAGUET,

M. H. BOSLY, assesseur de la section de législation,

Mme B. VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

Le greffier,

B. VIGNERON.

Le président,

Y. KREINS.

Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom inzake auteursrecht alsmede inzake uitvoeringen en fonogrammen. Mochten die verdragen, ondanks die omzetting, nog steeds bepalingen bevatten die « gunstiger zijn dan de Belgische wet », dan dient deze laatste dus uitdrukkelijk te worden aangepast teneinde ervoor te zorgen dat de bescherming die zij biedt overeenstemt met die waarin voorzien wordt door de voornoemde verdragen.

De abnormale toestand die met de voornoemde wet van 27 juli 1953 ongedaan had moeten worden gemaakt, is ook niet weggevoerd met het arrest van het Hof van Cassatie van 27 mei 1971 « Fromagerie franco-suisse Le Ski », waarin wordt gesteld dat

« (...) wanneer er een conflict bestaat tussen een internrechtelijke norm en een internationaalrechtelijke norm die rechtstreeks gevolgen heeft in de interne rechtsorde, de door het verdrag bepaalde regel moet voorgaan » en dat « deze voorrang volgt uit de aard zelf van het bij het verdrag bepaald internationaal recht ».

Overeenkomstig dit principe dat in de tussentijd al in het Belgische recht ingeburgerd is, moeten de rechtstreeks toepasselijke bepalingen van de verdragen die door België goedgekeurd zijn en waarmee de kamers hebben ingestemd, worden toegepast, met uitzondering van de wetsbepalingen die daarmee strijdig zouden zijn. Volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister die naar verschillende auteurs verwijst (1), kunnen Belgische onderdanen in België evenwel geen beroep doen op de bescherming waarin voorzien wordt door beide voornoemde verdragen van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom, aangezien die verdragen geen rechtstreekse gevolgen hebben wat betreft de juridische verhoudingen tussen elk van de verdragsluitende partijen en haar eigen onderdanen, zodat de Belgen in België uitsluitend onderworpen zijn aan hun nationale wetgeving, zonder dat zij er aanspraak kunnen maken op een mogelijk ruimere bescherming krachtens die verdragen.

Aangezien dat de rechtvaardiging is voor het voorontwerp, dat derhalve niet interfereert met de toepassing van de beginselen van het arrest « Fromagerie franco-suisse Le Ski », dient de uitleg van de gemachtigde van de minister bij de memorie van toelichting te worden gevoegd teneinde daarin duidelijker te laten blijken welke de redenen zijn die het optreden van de wetgever noodzakelijk maken.

De kamer was samengesteld uit

De heer Y. KREINS, kamervoorzitter,

De heer J. JAUMOTTE, staatsraden,

Mevrouw M. BAGUET,

De heer H. BOSLY, assessor van de afdeling wetgeving,

Mevrouw B. VIGNERON, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. JAUMOTTE.

De griffier,

B. VIGNERON.

De voorzitter,

Y. KREINS.

(1) W. Nordeman, K. Vinck et P. Hertin, *Droit d'auteur international de droits voisins dans les pays de langue allemande et les États membres de la Communauté Européenne*, Brussel, Bruylant, 1983, p. 79; F. Brison, *Het naburig recht van de uitvoerende kunstenaar*, Gent, Larcier, 2001, p. 37, nr. 69 en p. 164, nr. 421. Voir également A. Berenboom, « Le nouveau Droit d'Auteur », Bruxelles, Larcier, éd. 2, 1997, n° 16, p. 36.

(1) W. Nordeman, K. Vinck en P. Hertin, *Droit d'auteur international de droits voisins dans les pays de langue allemande et les États membres de la Communauté Européenne*, Brussel, Bruylant, 1983, blz. 79; F. Brison, *Het naburig recht van de uitvoerende kunstenaar*, Gent, Larcier, 2001, blz. 37, nr. 69 en blz. 164, nr. 421. Zie eveneens A. Berenboom, « Le Nouveau Droit d'Auteur », Brussel, Larcier, tweede uitgave, 1997, nr. 16, blz. 36.